

UNE ADMINISTRATION COMMUNALE

sous l'Ancien Régime

L'ÉCHEVINAGE DE SAINT-OMER DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE (1677)
A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Mercredi 1^{er} Décembre 1920, à deux heures de l'après-midi

PAR

FRANÇOIS DE GORGUETTE D'ARGŒUVES

JURY :

Président de Thèse : M. Paul FOURNIER, Professeur.

Assesseurs : { MM. CHÉNON, Professeur.
 MEYNIAL, Professeur.

LILLE

IMPRIMERIE DOURIEZ-BATAILLE, 140, Rue Nationale

1920

UNE ADMINISTRATION COMMUNALE

sous l'Ancien Régime

L'ÉCHEVINAGE DE SAINT-OMER DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE (1677)
A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Mercredi 1^{er} Décembre 1920, à deux heures de l'après-midi

PAR

FRANÇOIS DE GORGUETTE D'ARGŒUVES



JURY :

Président de Thèse : M. Paul FOURNIER, Professeur.

Assesseurs : { MM. CHÉNON, Professeur.
 { MEYNIAL, Professeur.

LILLE

IMPRIMERIE DOURIEZ-BATAILLE, 140, Rue Nationale

—
1920

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

Une Administration Communale sous l'Ancien Régime

L'ECHEVINAGE DE SAINT-OMER DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE (1677)

A LA RÉVOLUTION

C'est en respectant le passé qu'on
mérite pour soi-même le respect de
l'avenir. BABEAU.

INTRODUCTION

Parmi les institutions de l'Ancien Régime que la Révolution devait adopter en les transformant, la plus intéressante et la plus ancienne est certainement la commune. Le Moyen-Age vit naître et s'épanouir les libertés locales, les habitants se grouper en assemblée pour délibérer sur les affaires de la cité. Peu à peu ces organisations se développèrent dans toutes les villes, mais avec des fortunes diverses ; en effet rien n'était plus différent que le pouvoir de ces assemblées communales, aussi est-il impossible de fixer en le précisant un type général, unique, applicable à toutes les cités, les unes jouissant de grandes libertés et d'une autonomie presque complète, d'autres dépendant plus ou moins de l'Evêque, du Seigneur ou du Prince.

Saint-Omer peut être considéré comme une ville privilégiée à cet égard.

M. Giry dans son « Histoire des institutions communales jusqu'au XIV^{me} siècle » a montré le développement des libertés municipales, sous la puissante influence des corps de métiers. Ces privilèges, appuyés sur d'anciennes chartes, confirmés maintes fois au cours des XIV et XV^{mes} siècles furent toujours âprement défendus par le Magistrat — administrateur de la ville — contre toutes les tentatives des autorités rivales, surtout à la fin du Moyen-Age, lorsque les ordonnances royales essayèrent d'imposer aux communes une organisation uniforme. Le savant érudit en étudiant cet âge d'or de nos libertés communales a exploré tous les domaines où s'exerçait l'infatigable activité du corps échevinal jusqu'au XIV^{me} siècle. Notre but est plus modeste : en prenant l'Histoire de saint-Omer à partir de 1677, date de l'annexion définitive de l'Artois réservé à la France, nous étudierons l'organisation du Magistrat au point de vue administratif, laissant de côté les fonctions judiciaires de l'Echevinage (1).

*
* * *

Le premier épisode de la vie communale était l'élection annuelle des membres du Magistrat ou « le renouvellement de la Loy ». Deux tendances sont

(1) Les registres des plaids et archives du gros ont été transportés à Arras en 1888 par M. Loriguet, archiviste départemental, sans que la municipalité de Saint-Omer eût le souci de s'opposer au départ de ces précieux documents. Une grande partie de ces archives a été détruite à Arras pendant le bombardement. C'est pourquoi nous ne parlerons pas de la juridiction échevinale.

bien marquées : dans la période qui s'étend de 1677 à 1789, au début de la conquête française, la ville perdit peu à peu son droit de disposer des charges municipales sous l'influence de l'esprit centralisateur qui caractérisa la première partie du XVIII^{me} siècle, puis au contraire elle reprit la plupart de ses privilèges et de ses libertés à l'époque du ministre Choiseul sous l'impulsion des idées nouvelles, plus libérales qui se firent jour dans les dernières années de Louis XV. Mais si les modes de nomination changèrent au cours du dernier siècle de l'Ancien Régime, la composition du Magistrat resta la même ; les échevins au nombre de 10 ou de 12 avaient à leur tête un Mayor qui était plutôt leur président que leur chef ; un lieutenant était chargé de l'assister et de le suppléer au besoin.

Les échevins ne composaient pas à eux seuls le Corps de ville ; dans les affaires importantes ils prenaient conseil des membres du Magistrat précédent que l'on appelait « jurés au conseil ». En outre dix jurés pour la communauté recrutés dans les corporations s'occupaient spécialement des intérêts des corps de métiers et participaient avec l'Echevinage à l'élaboration des règlements concernant le commerce.

Le Magistrat comme le Bailliage avait ses officiers : conseillers, pensionnaires, procureur de ville, greffier, argentier dont nous aurons à examiner les rôles respectifs. Il y avait aussi des fonctionnaires subalternes, agents de moindre importance, chargés d'exécuter les ordres des échevins tels que les capitaines

de la milice bourgeoise, les sergens à verge, les cœuriers et les hallebardiers.



L'Echevinage ainsi entouré de ses conseils et de ses fonctionnaires s'occupait de toutes les affaires communales ; dans les limites de la ville et de la banlieue il était à la fois législateur et agent d'exécution. Aucun domaine n'échappait à sa vigilance puisque non seulement il administrait mais encore il rendait la justice. Son rôle administratif englobait les matières les plus diverses ; il devait assurer le bon ordre dans les rues, sur les places et les marchés et surveiller l'application des ordonnances royales de police ; il pouvait prendre lui-même toutes les mesures nécessaires à la sécurité des habitants ; gardien de la paix publique, il étendait sa surveillance sur les corporations dans les halles, boutiques et ateliers, élaborant les statuts des professions, édictant des réglemens de police, en un mot, fixant toutes les conditions de l'exercice de chaque métier.

Le Magistrat s'occupait aussi des œuvres d'assistance, il participait à l'administration des hôpitaux concurremment avec le clergé, subventionnait les hospices, les asiles et certaines communautés religieuses et veillait sur les établissements d'instruction.

La principale fonction des échevins était la gestion des deniers communaux ; sans doute l'affermage des impôts les dispensait de s'occuper de la rentrée

de l'argent dans les caisses, mais ils avaient le contrôle et la surveillance de tous les comptables et receveurs du Trésor municipal, et en particulier des argentiers qu'ils soumettaient à une inspection rigoureuse à la fin de chaque exercice. — Les membres du Magistrat réglaient en outre les dépenses à effectuer, décidaient des travaux à entreprendre, des pensions à servir, des libéralités et des aumônes à distribuer.

*
* *

Dans une administration aussi étendue, le corps échevinal se heurtait fatalement aux autorités rivales dont il devait contenir sans cesse les empiètements ; la séparation des pouvoirs n'existait pas sous l'ancien régime, les compétences étaient enchevêtrées, de là des conflits interminables entre le Magistrat de Saint-Omer et les représentants de la royauté — bailli, procureur du roi et Intendant. — Les archives de Saint-Omer sont remplies des épisodes de ces longues luttes, surtout des différends entre le Magistrat et le Bailliage ; sans doute, au XVIII^me siècle le Bailli avait perdu presque toute sa puissance mais le souvenir des anciennes querelles du règne précédent demeurait vivace si bien que l'animosité des Echevins contre les officiers du Bailliage ne fut point atténuée par l'amoindrissement des pouvoirs de ces derniers — M. Pagart d'Hermansart dont les savants ouvrages sont précieux pour l'étude de Saint-Omer en a fait la relation documentée dans son His-

toire du Bailliage. — L'autorité communale ne gagna rien à l'abaissement de son rival, le Bailli, car la toute puissance de l'Intendant fit supprimer au début du XVIII^{me} siècle la plupart des privilèges locaux ; ce fut seulement sous le ministère Choiseul en 1767 que la commune reprit en quelque sorte possession d'elle-même. --

Le Magistrat n'avait point seulement à compter avec les représentants du 'pouvoir royal, il avait aussi à résister aux autorités ecclésiastiques et en particulier aux Evêques de Saint-Omer dont les ambitions mettaient en danger le pouvoir des Messieurs de la Loy ; nous verrons les péripéties de cette lutte, parfois violente, en étudiant la gestion des hopitaux et l'administration du collège communal et des établissements religieux.

A côté des fonctionnaires royaux et des autorités ecclésiastiques, il y avait à Saint-Omer des officiers de l'armée royale. La ville était le siège d'une importante garnison commandée par l'Etat-Major. La question du logement de ces nombreux « gens de guerre » comme on les appelait, avait été au XVI^e et XVII^{me} siècle un perpétuel brandon de discorde entre le Magistrat et les commissaires royaux ; la construction des casernes commencées sous Louis XIV diminua les occasions de conflits et au XVIII^{me} siècle on ne trouve guère de discussion entre les deux autorités communale et militaire, toutes deux trouvant avantage à vivre en bonne intelligence.

Nous achèverons notre étude par quelques mots

sur l'assemblée des Etats d'Artois où le Magistrat de Saint-Omer envoyait des députés et sur la nomination des délégués chargés d'élire les représentants de la Province aux Etats-Généraux de 1789.

* *

L'organisation communale avant la Révolution était donc bien différente de celle de nos municipalités, on ne peut comparer le renouvellement de la Loy auquel ne participait qu'un petit nombre d'habitants aux élections de nos jours ; de même les attributions considérables des échevins dans les trois domaines législatif, exécutif et judiciaire ne ressemblaient en rien aux pouvoirs limités de nos conseils municipaux, mais telles qu'elles existaient, ces organisations formaient un cadre, un modèle dont le législateur devait s'inspirer. L'administration de la commune sous l'Ancien Régime n'était sans doute pas exempte de toute critique, les fonctions de mayeur et d'échevins n'étaient le privilège que d'un petit nombre de familles multipliant ses intrigues autour des places convoitées. Les membres du Magistrat jouissaient non seulement d'attributions larges et variées mais de faveurs spéciales ; ils profitaient parfois audacieusement de leurs positions et n'avaient garde d'oublier leurs intérêts personnels, mais en revenant en charge à tour de rôle ces administrateurs connaissaient la pratique des affaires ; toujours en contact avec les habitants, adaptés aux mœurs du pays, connaissant ses besoins, sachant

les ressources dont il disposait, mieux que tout autre ils étaient aptes à représenter la commune et à défendre les droits et les pratiques de la ville. On ne saurait méconnaître en outre leurs grandes qualités d'indépendance vis à vis des autres autorités. Toutes les institutions de l'Ancien Régime ne sont pas à décrier ; à une époque où il y avait peu de liberté, où tout était subordonné à la volonté du pouvoir souverain, l'organisation communale constituait une garantie. Dans le cadre étroit de la ville, si l'autorité du Roi dominait toutes les autres, du moins elle devait compter sur la susceptibilité des échevins qui prenaient au sérieux leur rôle de gardiens de la cité et de représentants de la communauté des habitants — surtout dans les pays d'Etats comme l'Artois. — Nos ancêtres n'étaient pas des esclaves et même les créatures de l'Intendant placées à la tête des assemblées communales eurent assez d'indépendance pour défendre les libertés et les droits de la ville, tout cet ensemble de privilèges qui constituait les coutumes, le précieux patrimoine de la cité. Les Echevins y veillaient jalousement et leur tenacité, leur orgueil à maintenir la tradition est tout à leur éloge. Dans leurs résistances aux empiètements des autorités rivales ils ne furent pas toujours adroits, néanmoins il faut reconnaître que s'ils durent céder au début du XVIII^{me} siècle devant l'omnipotence des Intendants, ils parvinrent à conserver cet esprit de régionalisme, comme nous dirions aujourd'hui, qui survécut à l'ancienne monarchie et

dont les gouvernements qui suivirent tinrent si peu compte.

*
* *

Le passé de Saint-Omer a été étudié par des érudits qui ont su tirer de l'oubli cette histoire si intéressante et si instructive, mais aucun d'eux ne s'est occupé spécialement de l'Echevinage dans les derniers siècles de la Monarchie.

En examinant les rouages de l'administration de la Ville de 1677 à 1789, nous n'avons pas la prétention de faire œuvre d'historien ; dans un cadre forcément restreint nous n'avons eu d'autre but que de mettre en lumière une ancienne institution digne d'intérêt.

L'histoire de Saint-Omer a été la source d'une abondante bibliographie, peu de villes ont été l'objet de si nombreux travaux mais à côté des études faites, en particulier par la société des Antiquaires de la Morinie, nous nous sommes inspirés surtout des archives de Saint-Omer, Table des réglemens du Magistrat et registres de Délibérations qui nous offraient un tableau fidèle des mœurs de notre vieille cité d'autrefois (1).

(1) Les registres de délibérations du Magistrat de Saint-Omer de 1677 à 1750 ont été perdus sous la Révolution ; pour cette période nous avons dû nous référer aux livres de l'Argentier et aux registres des statuts et réglemens de police ainsi qu'aux ouvrages déjà parus sur cette époque.

En terminant nous tenons à remercier M. Justin de Pas et M. l'abbé Delamotte bibliothécaire-archiviste de la ville de Saint-Omer dont les savants et bienveillants conseils nous ont permis de mener notre travail à bonne fin.

CHAPITRE I

LE RENOUVELLEMENT DE LA LOY COMPOSITION DU CORPS DE VILLE

A l'origine le pouvoir d'administrer la ville appartenait aux corps de métiers, souvent aux plus puissants d'entr'eux. L'organisation des échevinages naquit de l'influence prépondérante que surent prendre certaines corporations ; à Paris, ce furent les marchands d'eau qui jusqu'à la Révolution tinrent le pouvoir communal ; le maire s'appelait « prévot des marchands » et l'emblème de ce corps de métier ne cessa de figurer dans les armes de la ville ; Amiens fut administré par ses puissantes corporations industrielles ; à Saint-Omer la « gilde marchande » donna naissance au corps du Magistrat, représentant la ville et défendant les intérêts de ses habitants (1).

(1) ESMEIN. — *Histoire du droit*, p. 337 et FLACHÉ, *Les origines de l'ancienne France*. T. II, p. 387.

Parler de l'origine des institutions municipales de Saint-Omer serait sortir du cadre de notre sujet, l'histoire en a été faite par M. Giry, intrépide explorateur de nos archives. Qu'il nous suffise de dire qu'au Moyen-Age les premières chartes — celles de Guillaume Cliton en 1127 et Philippe d'Alsace en 1168 — donnèrent aux bourgeois et commerçants de la ville le droit de s'assembler pour délibérer sur les affaires de la cité (1).

Il faut arriver au XV^me siècle pour trouver les premières dispositions générales, susceptibles de rendre l'organisation fixe et uniforme. Saint-Omer dépendait à cette époque des ducs de Bourgogne. La féodalité avait disparu et le pouvoir central, après avoir défendu les libertés des communes liées aux intérêts du Tiers-Etat allait étendre son autorité aux dépens de ces mêmes libertés, conservées si jalousement par les villes (2).

La première réglementation de ce genre à Saint-Omer fut une ordonnance de Philippe-le-Bon du 9 Décembre 1447 (3). Le corps électoral se composait de douze échevins, de dix jurés pour le commun, de neuf notables (trois membres de la noblesse, du clergé et du Tiers-Etat). Il n'y avait qu'un seul mayor. Les échevins sortants ou jurés au conseil

(1) GIRY. — *Histoire des Institutions municipales de Saint-Omer jusqu'au XIV^e siècle*, p. 281 et pièce justificative III, p. 372.

(2) DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire de l'Administration de la France*, T. I, page 208.

(3) Manuscrit d'Haffreingues I f^o 6 à la Bibliothèque de Saint-Omer sous le N^o 873.

conservaient quelques attributions ; pendant l'année qui suivait la fin de leur exercice, ils pouvaient être consultés sur les questions les plus importantes, telles que l'application d'anciens règlements et les dépenses extraordinaires. En cas de décès ou de démission d'un membre du corps échevinal, le successeur était élu aussitôt par les Messieurs de la Loy. L'innovation la plus remarquable de la réforme de Philippe-le-Bon fut d'imposer la présence du bailli ou de son lieutenant chargé d'assurer la sincérité des élections et de recevoir les serments des élus. C'était la première ingérence des officiers du souverain dans l'administration communale.

Au XVI^me siècle l'influence du pouvoir central devait encore s'accroître. Saint-Omer était sous la domination des archiducs d'Autriche, et l'un d'eux, Philippe le Beau, porta un coup sensible aux privilèges de la ville en donnant au bailli par une ordonnance du 8 Février 1501, le droit de nommer les quatre premiers échevins et dans certains cas le mayor. Mais cet empiètement sur les anciennes franchises communales soulevèrent de véhémentes protestations ; aussi ces dernières mesures furent rapportées par une ordonnance du 1^{er} Septembre 1506 qui rétablit les règles édictées en 1447 (1).

Quelques années plus tard Charles-Quint rendit au bailli le droit de nommer les quatre premiers échevins de Saint-Omer ; le lieutenant du bailli, en

(1) Archives de Saint-Omer, CXXI, 7.

l'absence de ce dernier avait le même pouvoir. Rien ne pouvait être plus désagréable au Magistrat qui refusa de reconnaître l'autorité du lieutenant (1).

La présence des officiers royaux au renouvellement de la Loy était considérée comme une atteinte aux droits de la ville : aussi les échevins se plaignèrent-ils à l'Empereur. Celui-ci, refusant d'écouter leurs doléances, confirma par un édit du 18 Novembre 1540 le pouvoir du bailli de nommer directement ou par écrit les quatre premiers échevins, de donner sa voix à l'élection du mayer, d'assister à celle des huit autres échevins et d'engager les électeurs à choisir « les plus gens de biens ». L'édit de 1540 faisait silence sur les droits du lieutenant du bailli et aucune règle définitive n'intervint jusqu'en 1677, époque de la conquête française. Sous la domination espagnole l'intervention du bailli ou de son lieutenant fut toujours contestée par le Magistrat de Saint-Omer dont la résistance fut souvent victorieuse.

■
* *

La période qui s'étend entre l'annexion de l'Artois réservé à la France et la Révolution peut être divisée en deux parties : la première de 1677 à 1764 est dominée par l'action du pouvoir central sur la nomination du Magistrat et l'intervention des représentants du roi dans l'administration de la ville ; la

(1) Un bailli, Adrien de Croy, trancha la question en munissant son lieutenant d'un écrit de sa main pour désigner les quatre échevins, mais lorsque la procuration du bailli était en retard, les électeurs nommèrent eux-mêmes les échevins.

seconde de 1764 à 1789 est marquée par un revirement des libertés municipales.

Après la réunion de Saint-Omer à la France par le traité de Nimègue en 1678, l'action de l'autorité royale devait se faire sentir de plus en plus sur les élections de l'Echevinage ; sans doute, le bailli — ce perpétuel adversaire du Magistrat — avait été supprimé ou écarté mais l'Intendant de la généralité d'Amiens avait hérité de tous ses pouvoirs, les notables de la ville n'y gagnèrent rien.

Dès la première année de la domination française en 1677 l'Intendant Boistel fit désigner par l'Echevinage trois nobles et trois bourgeois parmi lesquels il choisit le Mayor. Quelques années plus tard il prorogea de sa seule volonté tantôt le mayor, tantôt tout le Magistrat de sorte que le renouvellement de la Loy n'eût pas lieu tous les ans (1). L'Intendant agissait avec le plus grand arbitraire, ayant soin d'imposer à la ville des créatures à sa dévotion. L'édit du 27 Août 1692 qui permettait aux villes de s'administrer elles-mêmes moyennant finances ne fut pas appliqué en Artois, rien n'était changé dans l'administration communale à Saint-Omer puisque le corps de ville conservait — en théorie du moins — ses anciens privilèges. (2)

Le rétablissement du bailli en 1693, pas plus que sa suppression en 1677, n'apporta de changement

(1) JUSTIN DE PAS. — *Liste des membres de l'Echevinage de Saint-Omer. Historique des élections*, p. 202.

(2) Edit. du 27 Août 1692, Isambert. *Anciennes lois françaises* XX, p. 158.

dans le mode d'élection de l'Echevinage. L'Intendant faisait toujours sentir sa redoutable influence, intervenant pour la nomination des premiers échevins comme l'ancien grand bailli espagnol ou prorogeant comme il l'entendait le mayer ou tous les membres du Magistrat. Le maintien du mayer seul dans ses charges alors que tous les échevins étaient soumis à l'élection suscita de nombreuses protestations en 1698. L'Intendant Bignon affirma que cette dérogation aux usages était exceptionnelle et que généralement le mayer ne serait pas continué dans ses fonctions sans le Magistrat tout entier. Néanmoins au cours du XVIII^{me} siècle cette promesse fut maintes fois violée ; c'est ainsi qu'en 1700, 1718, 1724, 1727, 1732, 1735, 1737, le mayer vit ses pouvoirs prorogés. Lorsque l'Intendant continuait tout le Magistrat, il invoquait parfois certains motifs pour ne pas soumettre tout l'Echevinage au renouvellement annuel (1). Le plus souvent, il ne cherchait aucun prétexte et de simples lettres de cachet lui permettaient de maintenir à l'Hôtel-de-Ville des hommes qui lui étaient dévoués. En 1717 il n'y eût même pas de Magistrat pendant un an, un édit du Régent ayant supprimé tous les offices (2). Les anciens privilèges communaux si

(1) A l'occasion de certains événements comme la naissance du duc de Bourgogne en 1683, l'avènement du duc d'Anjou en Espagne en 1701, le mariage de Louis XV en 1726, la naissance de deux princesses de France en 1728, du Dauphin en 1730, du mariage du celui-ci 16 ans après, la nomination de Charles de Lorraine comme gouverneur d'Artois. Pièce justificative II.

(2) DERHEIMS. — *Histoire de Saint-Omer*, p. 362.

jalousement défendus contre le bailli sous la domination espagnole étaient bien oubliés dans cette période de centralisation à outrance. Un édit daté de Versailles le 6 Juin 1733, confirma l'autorité de l'Intendant, commissaire départi de la province, en lui donnant le pouvoir de nommer tout le Magistrat. C'était la suppression officielle de toutes les élections ; toutefois les nouveaux échevins conservaient le droit de nommer le lieutenant du Mayor et le Mayor des jurés. En cas de décès ou de vacance le Magistrat proposait trois noms à l'Intendant qui choisissait l'échevin (1). De plus il fut décidé que les jurés pour la communauté ne pourraient se réélire indéfiniment, à chaque renouvellement ils ne devaient plus désigner que quatre membres du corps en exercice. De tels changements ne pouvaient être admis sans protestation ; le Magistrat et les Etats de la province demandèrent l'abrogation de ces mesures qu'ils considéraient à juste titre comme la violation des privilèges et des droits de la ville. L'Intendant y répondit en continuant à plusieurs reprises l'échevinage en fonctions. Désormais tous les pouvoirs municipaux étaient aux mains du puissant Commissaire départi de la province, les créatures de l'intendant conservaient indéfiniment les charges échevinales et plus que jamais celles-ci restèrent l'apanage de quelques familles privilégiées.

* *

Aucune modification ne fut apporté à cet état de

(1) J. DE PAS. — *Liste des Membres de l'Echevinage de Saint-Omer*, p. 237.

choses jusqu'à l'époque où Choiseul prit le pouvoir. Un édit du mois d'Août 1764 daté de Compiègne ouvrit l'ère des réformes (1). Les privilèges électoraux des villes y étaient formellement reconnus et après de longues années de centralisation le roi permettait « qu'il lui fut fait de très humbles remontrances sur les usages et privilèges de la Province » (2).

Une assemblée des notables des trois ordres devait élire les membres de la Loy ; les jurés au conseil ou échevins de l'année précédente et les jurés pour la communauté que la conquête française avait laissé subsister étaient supprimés ainsi que les deux conseillers pensionnaires, principaux officiers de la ville dont nous parlerons plus loin. Le corps électoral était ainsi composé :

1° Pour le clergé : 12 ecclésiastiques ayant entrée aux Etats, députés des Chapitres et curés.

2° Pour la noblesse : 21 gentilhommes domiciliés dans le ressort du bailliage.

3° Pour le Tiers-Etat : 30 bourgeois comprenant les officiers du bailliage, les mayeur et échevins en exercice, quatre avocats, deux gradués en médecine, deux notaires, deux procureurs, deux négociants, tous choisis par leur corps. Le mayeur était nommé par brevet royal parmi les échevins. Ceux-ci étaient toujours au nombre de douze.

(1) ISAMBERT. — *Anciennes lois françaises*; T. XXII, p. 405.

(2) Cité par le chanoine BLEU dans "*Un Episode des élections échevinales*". *Mémoires des Antiquaires de la Morinie*, T. XVIII, p. 119.

Cette réforme fut une véritable révolution municipale ; après tant d'années de tyrannie administrative les élections étaient rétablies. Le Magistrat fut complètement renouvelé et aucune des créatures de l'Intendant ne fut réélue après l'apparition de l'édit de Compiègne.

Dans cette période de réaction contre la centralisation de la première partie du siècle, les réformes allaient se succéder rapidement. De 1764 à 1773 le système électoral fut modifié à quatre reprises.

Un édit de Marly du mois de Mai 1765 apporta de nouveaux changements (1). Dans les villes de 4.500 habitants et plus les corps municipaux devaient être composés d'un maire nommé pour trois ans par le roi et choisi sur une liste de 3 personnes ayant déjà exercé les fonctions de maire ou d'échevin. Douze échevins étaient désignés ainsi : les deux candidats à la charge de maire non choisis par le roi, quatre anciens conseillers de ville élus pour deux ans et six conseillers élus parmi les notables pour six ans, plus un syndic.

Ce mode de renouvellement de la Loy ne supprima guère les intrigues et les élections furent chaque fois, comme par le passé, l'occasion de discussions et de rivalité entre le Magistrat, l'Intendant et le bailli ; les nombreuses discussions entre ces différentes autorités avaient surtout pour objets la question du serment des nouveaux élus et celle de la présidence de l'assemblée électoral sur lesquelles

(1) ISAMBERT, *op. cit.*, T. XXII, p. 434 et 435.

nous reviendrons plus loin en étudiant les rapports de l'échevinage avec les représentants du pouvoir royal. La longue suppression des élections échevinales n'avait pas diminué l'âpreté de la lutte. M. Bled à la fin de son pittoresque tableau des mœurs électorales de cette époque, conclut excellemment : « Après 87 ans d'interruption, la magistrature redevient élective et trouve le mayeur toujours aussi orgueilleux, le grand bailli toujours aussi ombrageux, amis peut-être quand ils sont commensaux, ils deviennent rivaux dès qu'ils sont en fonctions. On croirait volontiers que les magistrats en se transmettant de génération en génération les insignes de leur charge se transmettent en même temps leurs passions et leurs rivalités. Faut-il en accuser les institutions ? Non, ces magistrats sont des hommes » (1).

Durant les trois années qui suivirent l'édit de Marly les élections furent continuellement contestées, cassées et renouvelées jusqu'au 15 Juillet 1768 où un arrêt du Conseil du Roi établit un règlement provisoire pour les villes d'Artois.

Le Magistrat devait se composer d'un mayeur nommé par le Roy pour trois ans, de dix échevins (deux nobles, quatre gradués en droit, quatre négociants) élus pour deux ans par l'échevinage en exercice et en outre par quatorze notables des trois ordres eux-mêmes désignés par leurs corps huit jours avant le renouvellement de la Loy. La moitié

(1) O. BLEDE. — *op. cit.*, p. 163.

de l'échevinage était soumise à la réélection tous les ans (1).

Ce mode de nomination du Magistrat subsista de 1768 à 1773 sans aucun changement, l'édit de Novembre 1771 supprimant dans le royaume toutes les élections échevinales n'étant pas appliqué en Artois.

En Novembre 1773 une ordonnance royale apporta de nouvelles règles au renouvellement de la Loy. Les notables étaient supprimés et les électeurs des mayeur et échevins furent désormais les députés ordinaires des États d'Artois ; le nombre des échevins demeura fixé à dix (deux nobles, quatre gradués en droit, quatre bourgeois vivant noblement). Leurs fonctions ne devaient pas excéder deux ans et chaque année cinq échevins étaient soumis à l'élection comme sous l'empire du décret de 1768. Les anciens échevins formaient le corps des jurés au Conseil comme avant l'édit de Compiègne de 1764 mais leur nombre était réduit à cinq. Ajoutons que la suppression des notables écartait définitivement l'intervention du bailli dans le renouvellement de la Loy.

Ce système électoral subsista sans modification jusqu'à la Révolution, et dans cette période le Magistrat en exercice fut souvent continué dans ses fonctions par l'Intendant.

(1) En 1768 par exception, cinq échevins furent élus pour un an et cinq autres pour deux ans.

*
* *

Le renouvellement de la Loy avait lieu en principe tous les ans, la veille de l'Epiphanie, avec un cérémonial minutieusement réglé. Le greffier de la ville lisait le serment que devaient prêter les mayeur et nouveaux échevins ainsi que les jurés au conseil et les jurés pour la communauté dont nous parlerons plus loin. Pour cette solennelle prestation de serment, les membres du Magistrat s'agenouillaient tour à tour sur un prie-Dieu, la main sur la croix en présence de l'Intendant, de son délégué et du bailli (1). Ce dernier avait été seul qualifié pour recevoir les serments sous la domination espagnole ; après 1677 il ne les reçut plus qu'en de rares occasions, comme représentant du commissaire départi de la généralité. Ce fut une des sources les plus abondantes de conflits entre le Magistrat et les officiers du Roi.

Le nombre des échevins était généralement de douze mais nous avons vu que dans les dernières années du XVIII^e siècle il fut de dix ; dans tout le royaume les corps de ville furent souvent réduits (2).

Les jurés au conseil qui étaient douze avant leur suppression en 1764 ne furent plus que cinq après

(1) *Formulaire des Serments, Archives de Saint-Omer, AB XXVII* et pièce justificative I.

(2) Au XVIII^e siècle le nombre des échevins était de 7 au lieu de 24 à Amiens et de 6 au lieu de 12 à Orléans.

le rétablissement de leur corps en 1773 ; le nombre des jurés pour la communauté resta fixé à dix.

L'échevinage n'était pas accessible à tous les habitants ; pour être élu comme pour être électeur il fallait avoir le droit de bourgeoisie accordé par le Magistrat moyennant finance à toute personne " vivant honorablement " (1). Il n'y avait aucune législation précise sur les incompatibilités, mais une ordonnance de Philippe le Bon du 9 Décembre 1447 interdisant aux membres d'une même famille de siéger à l'Echevinage fut généralement suivie. En outre les fonctions communales furent toujours incompatibles avec celles du bailliage (2).

Après la conquête française une sorte de jurisprudence se forma sur cette question ; nul ne put assumer en même temps les charges d'officier du roi et de la ville, de plus le Magistrat refusa d'admettre parmi les électeurs choisis pour le renouvellement de la Loy des parents ou des alliés des échevins en exercice ou des jurés pour la communauté (3). Il y eut au cours du XVIII^{me} siècle de nombreux exemples d'exclusion ; ces incompatibilités étaient formelles et s'appliquaient à presque toutes les villes.

(1) " Dans la ville et banlieue de Saint-Omer, le droit de Bourgeoisie ne s'acquiert par demeurance mais seulement du consentement des mayeur et échevins de la dite Ville qui ont droit de le refuser pour causes raisonnables " — *Coutumes locales des bailliages et villes de Saint-Omer, Aire. Audruicq et pays de Brédénarde 1744*, art I, p. 113

(2) Commission du 25 Novembre 1640 de Philippe II. *Archives de Saint-Omer*, A B, VIII, 43.

(3) JUSTIN DE PAS, *op. cit.*, p. 246 en note.

Les réformés et même les nouveaux convertis au catholicisme étaient exclus des fonctions communales, une circulaire du Marquis de Seignelay adressée aux intendants en 1686 leur interdit formellement l'accès à la Magistrature ; les convertis de fraîche date devaient produire des certificats de curés, attestant leur attachement à la foi catholique (1).

Les nouveaux élus étaient obligés d'accepter les fonctions qui leur étaient dévolues ; ils ne pouvaient s'y dérober sous peine d'une grosse amende. Un des principaux officiers de la ville, le Procureur-syndic veillait à l'application de cette règle et poursuivait les contrevenants.

Il n'y avait aucun cas d'exclusion pour cause de fortune et de rang et le manque de ressources d'un élu n'était pas reconnu comme une raison valable pour autoriser sa démission.

Dans la pratique, les membres du Magistrat de Saint-Omer étaient loin d'être inexpérimentés, puisque les mêmes familles revenaient alternativement en fonction (2). On peut donc affirmer que ces " Messieurs de la Loy " connaissaient parfaitement les affaires de la ville. Toutefois en s'attachant à revenir continuellement en charge, ils n'avaient garde d'oublier leurs rancunes ni leurs intérêts personnels. Les mœurs électorales ont-elles changé depuis la Révolution ?

(1) DEPPING. Correspondance administrative sous Louis XIV T. IV p. 404 et 430

(2) JUSTIN DE PAS *op. cit* pages 207 et 226.

*
*
*

Les membres de l'Echevinage, une fois le serment prêté, entraient en fonction et jouissaient de grandes prérogatives ; tous les échevins possédaient les uns les autres les mêmes droits honorifiques et les mêmes pouvoirs indépendamment de la question de préséance dont nous parlerons plus loin. Le mayer lui-même n'était pas considéré comme le chef de la cité, il présidait le corps de ville mais ne pouvait rien faire sans les échevins ; il était le premier d'entr'eux plutôt que leur supérieur : on disait " les mayeurs et échevins " et non " le mayer " (1). Cette législation était la même dans toutes les villes sous l'ancien régime, jamais l'administration ne fut exclusivement entre les mains d'un seul Magistrat (2), le titre du président du corps de ville pouvait changer sans que ses attributions fussent essentiellement différentes (3).

Le mayer était assisté d'un lieutenant, nommé

(1) DEPPING *op. cit.* T. I. p. 629 et Paul Decroos — *Mémoires des Antiq. de la Mor.* T. XVIII

(2) " Sous l'ancienne monarchie on n'avait jamais connu que deux façons d'administrer : dans les lieux où l'administration était confiée à un seul homme, celui-ci agissait sans le concours d'assemblée, là où il existait des assemblées comme dans les pays d'Etats ou dans les villes, la puissance exécutive n'était confiée à personne en particulier ". TOCQUEVILLE — *L'ancien régime et la révolution.* p. 288

(3) A Lille et à la Bassée le président du corps de ville s'appelait le " rewart ", à Bailleul, Warneton et Estaires " avoué ", à Dunkerque et dans les villes flamandes le " bourgmestre ". Amiens n'eut longtemps qu'un premier échevin,

généralement par les échevins. Il avait surtout des fonctions judiciaires au tribunal de l'Echevinage qu'il présidait souvent mais au point de vue administratif il ne remplaçait le mayer qu'en cas de besoin, parfois il suppléait le greffier lorsque celui-ci était absent (1).

Les mayeurs et échevins, composant le corps du Magistrat, jouissaient de grandes faveurs ; ils étaient exempts de tous les impôts sauf des accises et n'étaient pas astreints aux logements militaires. Dans les cérémonies officielles ils avaient les premières places et portaient une robe bleue bordée de rouge. Ils avaient comme insigne les armes de Saint-Omer, la double croix d'argent avec la devise "Loyauté". Très jaloux de leurs titres ils se faisaient appeler "Nos seigneurs les échevins" et savaient se faire entourer d'un grand prestige près des habitants.

Tous les échevins jouissaient des mêmes privilèges, mais tous n'avaient pas le même rang ; les anciens membres de l'Echevinage réélus avaient le pas sur les nouveaux ; une décision de l'intendant Bignon en 1705 donna aux nouveaux échevins de la noblesse l'ordre de laisser la préséance aux membres du Tiers-Etat, plus anciens en charge, mais cette même décision laissa aux anciens membres de la noblesse les premières places avant même les échevins bourgeois plus anciens qu'eux. Ces contestations étaient encore soulevées entre les membres du Tiers-Etat eux-mêmes ; les bourgeois gradués passaient

(1) *Registre du renouvellement de la Loy* f° 274

avant les autres, et ce fut en vain que les échevins non gradués du Tiers demandèrent que la préséance fut réglée d'après l'ancienneté. En réalité, il n'y avait aucune règle fixe et les intrigues se donnaient libre cours au sujet de ces mesquines questions de rang.

Les membres du Magistrat touchaient une rémunération à leur entrée en charge, leur traitement ne subit guère de variation dans les derniers siècles de la monarchie ; en moyenne le mayeur recevait 585 livres, son lieutenant 320 et les échevins 120 ou 150, mais les services qu'ils étaient à même de rendre étaient payés en sus ; c'est ainsi que pour la visite annuelle des manufactures les échevins recevaient 30 livres (1).

Les échevins tenaient leurs réunions au " Gildhalle ", vaste hôtel qui leur était réservé sur la grande place de la ville. En face se trouvait le " Doxal " sorte de tribune d'où le Magistrat faisait proclamer le résultat de ses délibérations et les ordonnances du Prince. L'échevinage se réunissait trois ou quatre fois par semaine et l'assiduité aux séances était de rigueur pour tous les élus. Les congés étaient accordés par le mayeur, et les échevins qui s'absentaient sans autorisation devaient payer une amende de 15 sols, ils perdaient leurs honoraires s'ils manquaient plusieurs fois aux réunions. Aucune dérogation n'était admise, et la sévérité de ces règlements prouve que les échevins devaient avoir leur besogne à cœur ;

(1) Registre de l'argentier pour l'année 1744— chapitre X des dépenses.

élus par la cité, ils se devaient à leur ville et ne pouvaient se délier des obligations de leurs mandats. Chaque semaine, un ou deux membres du Magistrat étaient désignés par leurs collègues pour demeurer en permanence au Gildhalle, on les appelait les “semainiers”. D’autres étaient spécialement chargés d’assurer les secours en cas de sinistre ou d’incendie, d’autres s’occupaient des pauvres, d’autres inspectaient les manufactures, les marchés, les foires et tous les ans Messieurs de la Loy nommaient l’échevin-commissaire aux logements des troupes ; nous verrons à propos des gens de guerre que c’était une des taches les plus lourdes et les plus ingrates.

En résumé, tous les membres du Magistrat avaient leur rôle à remplir, aucun d’eux ne pouvait se dérober au devoir, les fonctions échevinales devaient être prises au sérieux.

* * *

Après chaque renouvellement de la Loy, les échevins sortants de charge formaient le corps des jurés au conseil et jouaient près de leurs successeurs le rôle de guides et de conseillers. Ayant exercé pendant un an et davantage les fonctions communales, ils avaient acquis une expérience dont les nouveaux élus pouvaient faire leur profit. Ils étaient consultés dans les cas les plus difficiles, leurs avis étaient surtout demandés par le Magistrat en cas de dépenses extraordinaires ou lorsqu’il s’agissait d’appliquer des statuts, des règlements ou des ordonnances rédigés et publiés par eux les années précédentes. Les jurés

au conseil perpétuaient en ville l'esprit de tradition. Nous avons vu que la réforme du 15 Août 1764 les supprima ; en Novembre 1773 ils furent rétablis mais leur nombre fut réduit à cinq.

Les jurés pour la communauté ou pour le commun, toujours au nombre de 10, participaient avec le Magistrat aux délibérations les plus importantes, au vote des dépenses extraordinaires, à la réception des comptes. Ils jouaient un grand rôle dans la réglementation du commerce en ville ; ils surveillaient les marchandises et coopéraient avec les échevins à la rédaction des statuts relatifs aux corporations.

Les 10 jurés pour la communauté étaient toujours élus pour 1 an ou 2 parmi les commerçants ; comme ils se faisaient trop souvent réélire, l'Intendant décida que 4 jurés en exercice au moment du renouvellement pourraient seulement être continués dans leurs fonctions (1). Ils conservèrent, toujours le droit de nommer leur mayeur, même sous le règne des Intendants à la différence des échevins (2).

Les causes d'exclusions et d'incompatibilités existant pour les membres du Magistrat s'appliquaient également aux jurés pour la communauté, aussi nous n'y reviendrons pas.

Le corps de ces auxiliaires des échevins subsista jusqu'à l'édit de Compiègne en 1764 ; à cette époque

(1) *Archives de Saint-Omer*, CXXII - 8.

(2) D'après un procès-verbal mentionné par Monsieur Justin de Pas, *op. cit.*, p. 249, en note.

il fut supprimé comme celui des jurés du conseil et les deux conseillers pensionnaires, la communauté de la ville étant suffisamment représentée par les notables (1).

(1) Ils étaient désignés par paroisses : 8 pour Sainte-Aldegonde, Sainte-Marguerite, Saint-Sépulcre et Saint-Denis, et 2 pour St-Martin de l'Isle et Saint-Jean.

CHAPITRE II

LES OFFICIERS DE L'HOTEL DE VILLE

Le Magistrat comme le bailliage avait ses officiers et ses subalternes, ses attributions étaient trop étendues pour qu'il se passât d'auxiliaires dans l'administration de la ville. Les uns, comme les deux conseillers pensionnaires, le guidaient, l'éclairaient dans la gestion communale ; d'autres, comme le procureur, défendaient ses droits partout où ils étaient contestés, ses intérêts partout où ils se trouvaient menacés. Certains fonctionnaires avaient des attributions plus minutieusement réglées ; le greffier par exemple dressait les procès-verbaux, tenait les registres de la ville et conservait les archives ; l'argentier, appelé plus tard le syndic-receveur, s'occupait du budget communal. De plus le Magistrat avait sous son autorité un certain nombre de subordonnés dont les principaux étaient ses huissiers, les quatre sergens à verge chargés de transmettre ses ordres et d'assurer leur exécution.

*
* *

Les conseillers pensionnaires étaient au nombre de deux, un principal et un second, choisis par le Magistrat parmi les licenciés ès-loi et avocats de la ville, les familles les plus influentes recherchaient ces fonctions dont l'Echevinage disposait depuis le XIV^e siècle et les intrigues se multipliaient autour de ces titres si convoités (1). Ces offices supprimés quelques années après la conquête française furent rétablis en novembre 1695 ; la ville les racheta et pour continuer à les avoir sous sa dépendance en obtint la réunion à son domaine par un arrêt du 28 Août 1696 moyennant un prix de 22.000 Livres (2). Trente-six ans plus tard, une décision du Conseil d'Etat du 16 Juin 1733 remit à l'Intendant le pouvoir d'en nommer les titulaires. L'édit de 1764 qui avait transformé complètement le mode d'élection de Messieurs de la Loy supprima les conseillers pensionnaires, ils ne furent jamais rétablis.

Les deux conseillers pensionnaires à leur entrée en charge devaient prêter serment devant Messieurs de la Loy et le procureur de ville puis au milieu du XVIII^me siècle devant le subdélégué de l'intendant.

Ils étaient toujours révocables et leurs prétentions à l'inamovibilité ne furent jamais prises en considération. Comme leur nom l'indique, ils recevaient

(1) O. BLEU. — *Autour d'un siège de conseiller pensionnaire.*

(2) PAGART d'HERMANSART. — *Les conseillers pensionnaires de Saint-Omer.*

une pension qui variait au gré du Magistrat. Ils étaient généralement très expérimentés, aussi demeuraient-ils longtemps en charge malgré les intrigues. Leurs fonctions duraient quatre ans au minimum (1).

Les conseillers pensionnaires étaient tenus à certaines obligations, comme celles d'habiter la ville et de ne pas démissionner sans la permission de l'Echevinage. A aucun titre ils ne pouvaient recevoir des pensions ou courtoisies du Bailliage et de l'Abbaye souvent en désaccord avec le Magistrat, c'eut été dangereux pour les intérêts dont ils avaient la défense. Comme officiers de la ville, ils étaient exempts de certains droits et dans les cérémonies officielles prenaient rang après les Echevins. Leur rôle consistait à aider l'Echevinage dans la défense des intérêts communaux ; en ville ils assistaient aux plaids, audiences et assemblées du corps Echevinal, leurs avis étaient de simples conseils que le Magistrat était libre de suivre ; au dehors ils défendaient la ville devant toutes les juridictions dont dépendait l'Echevinage ; hommes de loi plutôt qu'administrateurs ils étaient en somme les avocats-conseils de la ville.

*
* *

A côté des conseillers pensionnaires il y avait à Saint-Omer un procureur de ville dont le rôle moins

(1) La durée des fonctions des conseillers de ville était généralement longue quand elle n'était pas perpétuelle ; à Reims elle était de neuf ans, à Dijon de six ans.— BABAUD : *La ville sous l'Ancien-Régime*, I p. 199.

dre en principe, finit par devenir considérable comme rapporteur général de l'Echevinage.

Cet office créé en 1302 fût presque toujours occupé par des avocats, licenciés es-loi originaires de Saint-Omer, nommés par le Magistrat. En 1695 la ville racheta cette charge importante et jusqu'en 1738 le titulaire fut toujours nommé par des échevins. Après cette date l'Intendant choisit lui-même le procureur au mépris des privilèges de la commune ; mais s'ils furent désignés par l'Intendant, les procureurs n'en continuèrent pas moins la tradition en défendant les intérêts de la ville. La réforme municipale de 1764 rendit au Magistrat son droit de nomination, puis le 15 Juillet 1768 un arrêt du Conseil fit élire le procureur par les notables pour 3 ans. En 1773 l'office devint héréditaire mais sa transmission ou sa cession devait être approuvée par les Etats d'Artois.

Comme les autres officiers de ville, le procureur prêtait serment entre les mains du Magistrat au XVII^{me} siècle, ou devant l'Intendant au début du XVIII^{me} siècle ou enfin devant le mayer dans les dernières années de l'Ancien Régime.

La durée des fonctions des procureurs ne fut jamais perpétuelle et comme les conseillers pensionnaires ils ne purent jamais faire reconnaître leur inamovibilité ; (1) mais à la différence de ces derniers ils avaient le pouvoir de démissionner sans

(1) PAGART d'HERMANSART. — *Les procureurs de la ville de Saint-Omer*, page 66.

l'approbation du Magistrat (1). Ces démissions étaient souvent provoquées par les incompatibilités existant entre les charges de procureur et d'autres fonctions municipales. Il y eut au cours du XVII^{me} et du XVIII^{me} siècles de fréquents exemples de procureurs de ville obligés de se démettre de leurs fonctions d'échevins, greffiers ou conseillers du bailliage pour conserver leur office (2). Il y avait même incompatibilité entre les fonctions de procureur et n'importe quelle dignité de marguillier d'une église ou de grand maître d'un corps de métier, ce cumul ayant pu avoir de graves inconvénients (3). En outre l'exercice d'un commerce en ville était interdit au procureur. Cette sage mesure nous rappelle la défense faite à nos magistrats et nos officiers ministériels de faire du négoce.

Jusqu'en 1773 il n'y avait pas de condition d'âge, mais à partir de cette époque les procureurs de ville devaient avoir au moins 25 ans.

Le procureur avait les mêmes gages et jouissait des mêmes privilèges que les autres officiers de la ville.

(1) Oudart Segon en 1680 démissionna pour raison de santé. J.-F. Titelouze en 1729 et Joseph Enlart en 1738 quittèrent leurs charges pour devenir conseillers pensionnaires.

(2) En 1765 M. de Monbynes nommé procureur par le Magistrat dut résigner ses fonctions d'échevin.

(3) Pourtant — comme le note M. Pagart d'Hermansart — il n'y avait pas d'incompatibilité entre la charge du procureur de ville et celle d'administrateur des hospices. En cas de différend entre ces établissements et le Magistrat, un échevin remplaçait le procureur qui ne pouvait conclure en cette affaire.

Son rôle était considérable en matière judiciaire où il défendait les droits et propriétés de la ville, c'était le principal agent de la lutte continuelle contre le bailliage, aussi les échevins s'opposèrent-ils toujours à la confusion entre le procureur du roi et celui de la ville, l'un et l'autre représentant des intérêts souvent opposés. Devant le tribunal échevinal, le procureur de ville faisait office de partie publique. D'après le règlement du 8 Janvier 1766, il devait s'occuper gratuitement des affaires des pauvres et des causes pieuses ; l'assistance judiciaire n'est donc pas une conquête de la Révolution (1).

Les fonctions du procureur n'étaient pas moins importantes en matière administrative. S'il ne jouait aucun rôle dans le renouvellement annuel de la Loy, du moins il assistait avec les échevins à la prestation de serment des officiers de la ville. Il participait activement à la gestion municipale, inspectant le domaine communal, veillant à la salubrité publique. Il était présent à l'aliénation des biens par l'Echevinage, assistait aux ventes et veillait à ce que les intérêts de la ville ne fussent pas lésés (2). Il s'occupait aussi des finances communales et faisait ses observations lorsque le bilan lui était présenté, il intervenait aussi dans la répartition des gens de guerre à loger.

Le procureur avait de plus des attributions de police, soit pour rechercher certaines contraventions

(1) *Registre des notables*, A. F° 59

(2) *Archives Saint-Omer*, CXLI, 11.

soit pour exercer ses droits de censure et de surveillance sur les écrits ou les théâtres. Il élaborait et discutait avec le Magistrat les règlements de police et les statuts relatifs aux communautés d'arts et métiers (1) ; son intervention fut même rendue obligatoire par le règlement du 8 Janvier 1763.

Sa mission de défenseur des intérêts de la cité le forçait parfois à plaider au dehors, près des conseils et assemblées des Etats, la cause de la ville qu'il représentait.

Théoriquement le procureur devait s'occuper exclusivement des affaires communales et prêter gratuitement son concours aux nécessiteux, néanmoins il défendit de temps à autre les intérêts des particuliers. Toutefois le règlement du 8 Janvier 1766 lui interdit de recevoir des gages de l'Evêque, du chapitre, des religieux ou des communautés « ayant bien en ville et banlieue » et de ne jamais être « le conseil de qui que ce soit en causes et affaires contre la ville »

En résumé la spécialité du procureur était d'intervenir en cas de difficultés dans n'importe quel domaine quand la ville y était intéressée.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire le substitut du procureur dont la charge ne reçut de titulaire que pendant quelques années au milieu du XVIII^me siècle.

(1) Le 17 Janvier 1689 — Règlement pour la cœure des cuirs « sur la représentation faite par le procureur de cette ville ».

Le 8 Mai 1702 — Droit de visite des cordonniers chez les savetiers « vu cette requête et ouy le procureur de ville »

*
* * *

A l'hôtel de ville il y avait encore trois greffiers pour la chambre des orphelins, le criminel et le civil. Celui-ci appelé généralement greffier principal est le seul dont nous ayons à nous occuper car il jouait un rôle important près de l'Echevinage dont il était en même temps le secrétaire et l'archiviste.

Le Magistrat nommait le greffier au XVII^m^e siècle et après l'édit sur la vénalité des offices en racheta la charge dont il put disposer jusqu'en 1764 ; toutefois après 1733 le choix devait être ratifié par l'Intendant. L'édit de Compiègne d'août 1764 donna aux notables le droit de nommer un seul secrétaire pour tous les greffes de la ville. Un règlement de l'année suivante limita à trois ans la durée de ses fonctions (1). Le 22 décembre 1768 devant les réclamations des notables, les trois greffiers de la ville furent rétablis. La réforme de 1773 remit aux Etats le pouvoir de nommer les titulaires des trois charges.

Le greffier principal ou civil devait fournir caution et prêter serment devant le Magistrat jusqu'en 1764, puis devant les notables jusqu'en 1768, enfin devant le mayer jusqu'à la Révolution. Il était révocable mais pouvait librement se démettre de ses

(1) En fait les titulaires étaient souvent réélus ; de 1705 à 1790 on ne trouve que 5 noms différents — PAGART d'HERMANSART, *Mem. Antiq. Morinie*, T. XXVII, p. 181.

fonctions. Il touchait des gages fixés par le Magistrat, portait robe et ne logeait pas les gens de guerre (1).

A la différence du procureur de ville et les conseillers pensionnaires, il jouait un rôle important à chaque renouvellement de la Loy dont il dirigeait le cérémonial ; il indiquait les places des nouveaux échevins, lisait et consignait leurs serments et dressait la liste des trois corps du Magistrat, des officiers de la ville et des maîtres des communautés. Il rédigeait les compte-rendus des délibérations de l'Echevinage, paraphait les registres de saisine et signait les billets de logement de gens de guerre ; la garde des archives municipales lui était confiée et il ne pouvait donner copie d'un acte sans autorisation (2).

Il tenait aussi comme greffier du tribunal échevinal les registres aux plaids et copiait les sentences rendues. En cas d'absence, il était remplacé par le lieutenant du mayer.

« En résumé, écrit M. Pagart d'Hermansart, par l'importance de ses fonctions, le greffier était la tradition vivante de la commune dont il connaissait toutes les affaires présentes et passées. Lui seul était à même de renseigner le corps échevinal et son influence était très réelle dans les délibérations prises par le Magistrat. Cependant, en droit, il n'avait aucune responsabilité puisqu'il se bornait à rédiger

(1) Le traitement du greffier était de 350 livres en 1693, 787 livres en 1744, 500 livres en 1764 — *Délibération du Magistrat*, C. f° 3, registre perdu.

(2) GIRY — *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* 6^{me} série, T. IV, 2 l. p. 170

sous la dictée en quelque sorte de ses supérieurs autorisés des actes qu'il ne pouvait faire suivre de ses appréciations » (1).

■
* *

Les comptes de la ville primitivement étaient dressés par un échevin en charge ou un juré au conseil, mais depuis 1434 un officier municipal était spécialement désigné pour établir les recettes et les dépenses communales, c'était l'argentier (2).

Comme les autres officiers de la ville, il était nommé par le Magistrat, mais au début du XVIII^m siècle, l'Intendant devenu tout puissant désigna toujours le candidat de son choix.

Après 1764, il fut élu par des notables et prit le nom de syndic-receveur. En 1773 les Etats de la province qui disposaient du droit de nommer le Magistrat désignèrent le titulaire de cette fonction ; le syndic demeurait généralement en charge deux ou trois ans ; il était toujours révocable.

L'argentier ou syndic-receveur jouissait des mêmes privilèges et des mêmes exemptions que les autres officiers de la ville, mais des conditions plus sévères lui étaient imposées. Il ne pouvait cumuler ses fonctions de comptable avec celles de mayor ou d'échevin et l'exercice d'un commerce quelconque lui était interdit (3). Comme les conseillers pensionnaires il ne pouvait démissionner ni s'absenter

(1) PAGART d'HERMANSART, *op. cit.*

(2) *Mem. des Ant. de la Morinie*, XXVII, p. 267 et suivantes.

(3) Règlement de 1681.

sans permission. A son entrée en charge il prêtait serment devant le Magistrat, fournissait caution et s'obligeait à prêter à la ville sans intérêt (1).

Banquier de l'échevinage, il encaissait les recettes et soldait les dépenses ; nous reviendrons sur le rôle important qu'il jouait en étudiant les finances de la commune. Les comptes étaient réversibles d'une année à l'autre ; si les recettes étaient supérieures aux dépenses, l'argentier était redevable de l'excédent, sous réserve des avances qu'il avait pu effectuer lui-même ; si les dépenses dépassaient les recettes, il était au contraire créancier de la ville du débet qu'il avait dû solder.

*
* * *

Le Magistrat à côté des fonctionnaires dont il vient d'être question avait un certain nombre de subalternes chargés de faire appliquer ses décisions comme les dixainiers, les receveurs, les contrôleurs des poids et mesures, les hallebardiers, les sergens à masse et les sergens à verge. Ces derniers étaient plus en vue que les autres : au nombre de quatre, ils tenaient leurs charges directement du Magistrat qui recevaient leurs serments et avait sur eux droit de révocation. Les offices des sergens à verge étaient assez recherchés et leurs titulaires furent presque toujours de noble origine. Leurs gages variaient de 100 à 150 livres au XVIII^me siècle, ils touchaient en outre certaines gratifications.

(1) *Archives de Saint-Omer*, A B, XXVII. Formulaire des serments.

Leurs fonctions judiciaires ressemblaient à celles de nos huissiers. Ils étaient agents d'exécution du tribunal échevinal, portant à domicile les exploits, sommations et ajournements. A tour de rôle ils étaient semainiers et devaient être présents à l'audience.

En matière administrative ils étaient chargés de publier les ordonnances et règlements du Magistrat soit à la porte des églises soit à la « Bretecque » de la Halle échevinale (1).

Ils servaient d'escorte au mayeur dans les cérémonies publiques et dans les processions. De plus ils assuraient le service de table dans les repas solennels que le Magistrat donnait à diverses occasions, besogne un peu humiliante dont les sergens d'ailleurs s'acquittaient avec mauvaise grâce.

En résumé leurs fonctions, à la différence de celles des conseillers pensionnaires et du procureur, n'avaient aucun caractère politique; les sergens à verge n'étaient que des intermédiaires, de simples agents d'exécution.

Les sergens à masse — souvent confondus avec les premiers — avaient un rôle plus effacé. Ils étaient chargés d'arrêt au corps ou de « prises manuelles » ce qui les distinguait des escarwettes et des sergens à verge (2). Leurs attributions se rapprochaient de

(1) Edit de Décembre 1706 — ISAMBERT, *Anc. l. fr.* XX, 500 et 505.

(2) JUSTIN DE PAS — *Mœurs échevinales à Saint-Omer* — Pièce justificative IV et note.

celles de nos agents de police. Ils étaient nommés par le bailli mais le Magistrat avait le droit de provoquer leur démission ; à chaque renouvellement de la Loy, du moins jusqu'à la fin du XVII^{me} siècle, ils déposaient leurs masses sur le bureau après avoir prêté serment devant le Magistrat ; si elles leur étaient rendues, ils étaient continués dans leurs fonctions.(3).

(3) BARON de CALONNE — *La vie municipale au XV^{me} siècle dans le nord de la France*, p. 15

CHAPITRE III

POUVOIRS DU MAGISTRAT EN MATIÈRE DE POLICE ET D'ASSISTANCE

Messieurs de la Loy avaient les attributions les plus étendues pour assurer le bon ordre en ville. Leur triple compétence exécutive, judiciaire et législative leur permettait non seulement d'appliquer les ordonnances royales de police et de juger les infractions mais aussi de prendre eux-même les mesures qu'ils jugeaient opportunes pour garantir aux habitants la sécurité publique. C'était un des premiers devoirs du Magistrat, il ne faillit point à la tâche, les archives de Saint-Omer en font preuve.

Pour assurer le respect de la propriété et le maintien de l'ordre une troupe d'hommes zélés et disciplinés était nécessaire, la Bourgeoisie en offrait les cadres à l'Echevinage de Saint-Omer. Le titre de

bourgeois accordé par le Magistrat aux habitants menant « une vie honorable » comportait depuis le Moyen-Age l'obligation de servir dans la milice de la ville. Les plus riches devaient avoir un cheval et une armure à leur frais, les moins fortunés allaient à pied et le rachat était souvent autorisé. Le mayer en sa qualité de président de la ville commandait cette troupe dont les officiers, capitaines et lieutenants, et les sous-officiers, connétables, étaient nommés par les membres de la Loy (1).

La milice bourgeoise était divisée en pelotons par quartiers, que l'on appelait « connétablies » toujours sous l'autorité d'un capitaine ou d'un lieutenant ; il y en avait une douzaine à Saint-Omer au début du XVIII^m^e siècle. Véritables gardes communaux les bourgeois ainsi enrégimentés demeuraient sous l'autorité de la Ville dont il assuraient les ordres que les sergens à verge et les escarvettes avaient portés à la connaissance des habitants.

Leur principale fonction consistait à faire le guet. Dans chaque connétablie l'échevin-commis choisissait quatre hommes pour monter la garde aux portes de la cité et faire des rondes en ville (2). Les hommes du guet recevaient une rémunération pour leurs services, de plus un impôt spécial appelé impôt du guet frappait les maisons de la ville ; toute-

(1) Ces renseignements nous ont été donnés par M. Justin de Pas qui a bien voulu nous communiquer le résultat de ses recherches

(2) Règlement du 10 Février 1746 *Archives de Saint-Omer*, CXII-3

fois les échevins, le procureur-syndic, les officiers du bailliage en étaient exempts. Les villages voisins étaient également soumis à ce service de garde pour la sécurité de la ville.

Les bourgeois de la milice étaient donc de véritables agents d'exécution des Magistrats ; ils assuraient l'ordre dans les rues en poursuivant les mendiants et les vagabonds de concert avec les sergents hallebardiers de l'Hopital Général, intervenaient dans les rixes, arrêtaient les criminels pour les remettre aux mains des échevins (1). Les officiers du bailliage avaient les mêmes droits sur les fiefs et propriétés du Roi ; d'après un privilège qui remontait au Moyen-Age les bourgeois de Saint-Omer ne pouvaient être arrêtés par le bailli ou ses officiers sans autorisation du Magistrat, mais pour les cas royaux et crimes de lèse-majesté le bailli avait le droit de poursuivre les coupables en avisant les échevins.

Les plus nombreux règlements de police de l'Echevinage de Saint-Omer ont trait aux incendies ; la ville avait réussi à conserver contre le bailliage au XVIII^me siècle toutes les mesures à prendre pour lutter contre le terrible fléau « du feu de malheur », qui avait maintes fois semé la ruine et la désolation à travers la cité ; la vigilance des échevins à cet égard fut toujours en éveil. Les ordonnances du Magistrat précisaient avec un soin particulier l'organisation

(1) Arrêt des truands, vagabonds et gens sans aveu — *Archives de Saint-Omer* C C XXVI-8

des secours dans leurs plus infimes détails (1). L'échevinage obligeait les habitants à ramoner les cheminées tous les six mois et leur faisait défense d'amasser des grains en meules, de couvrir les toits de paille, de tirer des armes à feu et de lancer des montgolfiers. Les gens de métier, désignés tous les ans par la Ville, devaient aider à combattre le feu sous la direction des échevins et des connétables commis à cet effet ; les charretiers, loueurs de chevaux, maçons, couvreurs, plombiers, serruriers avaient chacun leur rôle. Des porte-falots et les voisins de l'incendie devaient éclairer les lieux du sinistre. Enfin la Ville avait fait l'acquisition de pompes, d'échelles et de crochets, en un mot de tout le matériel nécessaire. Des peines sévères étaient appliquées contre ceux qui se querellaient au lieu d'éteindre le feu ; il était défendu aux femmes et aux filles d'aller aux incendies sans ordre, le Magistrat écartait sagement toutes les personnes inutiles qui pouvaient compromettre le bon fonctionnement des secours. L'Echevinage prononçait des amendes contre les imprudents et les officiers du bailliage

(1) Ordonnance du 12 Août 1722 Grand registre en parchemin f° 39 et *Archives de Saint-Omer*, C XIV -12 et 13. — Ordonnance du 16 Janvier 1726 pour prévenir le feu de meschef et organiser les secours. Imprimée chez Carlier, — Règlement du Magistrat de 1784 pour remédier au feu de malheur -- Imprimé chez Boubers.

Ordonnance du Magistrat du 7 Mai 1784 interdisant sous peine d'amende de lancer des montgolfiers dans le territoire à cause du danger d'incendies qui peuvent être causés par la chute des réchauds ou vases remplis de feu sur des matières combustibles. *Registre des Statuts de police*, N° non numéroté.

n'avaient d'autre rôle que de s'assurer si l'enquête était négligée ou si les amendes n'avaient pas été prononcées. Le procureur de ville avait aussi toujours le droit d'intervenir.

L'autorité de la police échevinale s'étendait sur les auberges et cabarets de la ville. Une série d'ordonnances des 16 Août 1720, 10 Mars 1737, et 21 Juin 1754 réglait l'ouverture et la fermeture des hôtelleries et débits de boissons ; des obligations très strictes étaient imposées aux aubergistes pour la tenue des livres et la consignation de l'identité des voyageurs (1). Il leur était défendu d'héberger des femmes légères, la police des mœurs étant sévèrement réglementée (2). Les filles qui pouvaient échapper à la corruption trouvaient un asile au couvent du Bon Pasteur appelé « Maison forte » analogue aux hospices de Bicêtre et de la Salpêtrière à Paris.

Il n'existait pas de maison de tolérance.

Les spectacles étaient également soumis à la surveillance du Magistrat mais une ordonnance du 1^{er} Mai 1758 datée de Versailles confia la police des théâtres et comédies aux officiers du Roi à la suite d'abus que les sergents de la ville n'avaient pas réprimés (3).

Le corps de ville réglementait les foires annuelles (au carnaval et à la Saint-Rémy) et deux échevins étaient nommés pour assigner les places aux mar-

(1) Table des règlements du Magistrat T-I f^o 171 172

(2) Arrêt du 14 Juin 1732 — *Archives de Saint-Omer* A B - XL - 9

(3) *Archives de Saint-Omer*, C C L XXXV-2 — Pièce justificative V.

chands forains. De même le Magistrat avait la surveillance des marchés du mercredi et du samedi dont il fixait les heures d'ouverture et de fermeture (1). En outre il assurait l'application des règlements généraux comme celui du 2 Janvier 1734 interdisant à toute personne d'aller au-devant des vendeurs pour leur acheter ce qui devait être rendu au marché. Les ordonnances royales contre les jeux en public étaient rigoureusement appliquées depuis qu'un arrêt du Parlement du 8 Janvier 1708 avait fait défense à tous les marchands, artisans, colporteurs du royaume de donner à jouer dans les foires et marchés, aucune dérogation à cette règle ne fut admise. (2).

Le Magistrat ne se contentait pas de réglementer les marchés et les foires, il assurait encore le bon ordre dans les fêtes et dans les processions et le respect des autorités dans les grandes cérémonies (3).

Le droit de surveillance des échevins s'étendait encore sur l'exercice des différents commerces comme nous le verrons au chapitre suivant au sujet des corporations. Certaines denrées étaient taxées et les négociants devaient peser leurs marchandises avec des poids marqués d'un poinçon par des commissaires désignés par le Magistrat qui devait connaî-

(1) *Archives de Saint-Omer*, L. XXIII-10 et Règlement sur le marché aux grains du 30 Sept. 1772, Registre des statuts de police N^o 191

(2) FREMINVILLE. — *Dictionnaire de la police*, page 360.

(3) Ordonnance du Magistrat de Saint-Omer du 8 Juin 1773 — *Registre des statuts de police*, N^o 201, pièce justificative IV.

tre toutes les infractions en cette matière, infractions que le procureur de ville était spécialement chargé de relever (1).

La visite des cadavres trouvés sur le territoire de la ville ou de la banlieue hors des fiefs ou propriétés relevant du roi rentrait dans les attributions de police des échevins ; eux seuls pouvaient accorder le permis d'inhumer ce qui nous rappelle l'article 77 de notre code civil (2).

Le Magistrat comme nos municipalités modernes s'occupait de la voirie, de l'entretien des rues, de la réfection du pavé, des alignements.

Babeau a fait une description pittoresque des villes de France avant Louis XIV. « Le passant y est » mal à l'aise, la rue lui oppose tous les obstacles. » Entre le ruisseau qui occupe le milieu de la rue et » les maisons, il doit marcher en équilibre sur les » pavés inégaux, éviter les marches saillantes, les » caves béantes, les auvents surbaissés. S'il pleut, » toutes les gargouilles des toits lancent sur lui leurs » jets d'eau ; s'il passe une voiture, il faut qu'il s'a- » brite derrière l'une des bornes pour éviter d'être » écrasé. Ces rues ne semblent pas faites pour y » circuler mais pour y demeurer » (3). Comme toutes

(1) Ordonnance sur la composition, vente et distribution des bières — 24 Janvier 1736, imprimée chez Carlier ; ordonnance sur la vente du pain à la livre, 18 Mai 1770, imprimée chez Fertel et *Archives de Saint Omer*, CXIV-16.

(2) FREMINVILLE. — *op. cit.* p. 140

(3) BABEAU *op. cit.* p. 106

les villes, Saint-Omer se transforma peu à peu sous le règne de Louis XIV et au cours du XVIII^m siècle. Les règlements généraux furent édictés pour élargir les rues et assainir les agglomérations urbaines. Un arrêt du Parlement du 30 Avril 1663 et les ordonnances du 3 Février 1734 et du 10 Juin 1740 obligèrent les bourgeois à l'entretien et au balayage du pavé. Le Magistrat avait pour fonction d'appliquer ces règlements et commettait des agents voyers et des inspecteurs pour en surveiller l'exécution. Il édictait lui-même de nouvelles ordonnances lorsque l'intérêt des habitants l'exigeait ; ainsi par une ordonnance de 1723 il fit disparaître les toits avançant en saillie sur la voie publique. Il mettait en adjudication le service des boues de la ville (1), celui des vidanges (2), prescrivait le curage des rivières et des fossés en banlieue (3), établissait des fontaines dans les rues ou dans les places (4), enfin accordait aux bourgeois des permissions pour bâtir et donnait des alignements. Ce dernier droit lui fut souvent contesté par le bailliage, aussi les intéressés se munissaient-ils prudemment des deux autorisations avant de commencer les travaux. Le Magistrat de Saint-Omer s'entendait avec ceux des villes voisines pour

(1) *Table des Réglements du Magistrat*, T. II -^{re} 60.

(2) Délibération du 17 Septembre 1785 — *Archives de Saint-Omer*, CCLXIV-2.

(3) Curage de l'Aa, près de l'Abbaye de Saint-Bertin — *Archives de Saint-Omer*, CCXXIII-10.

(4) Délibération du Magistrat — année 1769, p. 307 à 313 et *Archives de Saint-Omer* A B XXXVII-5.

la construction de routes devant faciliter les relations entre les communes (1). Il se mettait en rapport avec les autres échevinages pour la surveillance des bateliers et l'amélioration du trafic des voyageurs et marchandises par voie d'eau (2).

Dans une cité importante bâtie au milieu des marais comme l'était Saint-Omer, l'assainissement des rues et les travaux de voirie ne suffisaient pas à préserver la ville des maladies. Ses épidémies avaient été fréquentes jusqu'au XVII^{me} siècle et l'Echevinage avait dû veiller avec soin pour empêcher les contagions. Depuis le règne de Louis XIV, la peste n'y faisait plus d'apparition mais d'autres infections, comme la petite vérole, restaient dangereuses. Une ordonnance du 21 Juin 1778 contre cette terrible maladie mérite surtout d'être signalée. Sous forme d'un appel aux habitants, l'Echevinage invitait les audomarois à se préserver de la petite vérole par l'inoculation et citait pour les convaincre à suivre ses conseils l'opinion d'un médecin de Paris (3). Le Magistrat prenait aussi de sages précautions pour éviter la propagation des épizooties, surveillant l'entrée des bestiaux en ville et visitant les écuries, les étables et les abattoirs (4).

(1) Avec Gravelines en 1677 — *Archives de Saint-Omer* CLXX-1. Avec Boulogne en 1775 — *Registre des notables*, B f° 175.

(2) Avec Bourbourg et Dunkerque — *Archives de Saint-Omer*, CCIX-2 et grand registre en parchemin f° 7.

(3) Ordonnance imprimée chez Boubers, à Saint-Omer en 1778.

(4) Délibération du Magistrat, année 1775 page 211 et *Registre des statuts de police* N f° 177.

Parfois il s'agissait de simples précautions en cas d'accidents, citons par exemple une curieuse ordonnance du 26 janvier 1778 indiquant les soins à donner « aux personnes noyées qui paraissent mortes et « qui ne l'étant pas peuvent encore recevoir des secours pour être rappelées à la vie ». Le Magistrat avait disposé en plusieurs endroits de la ville des boîtes contenant du linge, des canules, de la flanelle et de l'eau de vie camphrée ; un échevin était commis tous les ans à la visite de ces postes de secours (1).

*
* *

Prendre des mesures pour empêcher la contagion des maladies dangereuses ne suffisait pas pour assurer la santé publique, il fallait encore des hospices et des asiles pour recueillir les malades et les pauvres.

La ville partageait soit avec l'Evêque soit avec le chapitre de Notre-Dame ou les communautés religieuses l'administration des établissements de bienfaisance ; ces maisons de charité étaient en grand nombre à Saint-Omer (2).

Le plus important asile des indigents était l'Hôpital Général destiné à recueillir les mendiants et les vagabonds sans domicile. Nous verrons plus loin que l'Evêque et le Magistrat s'en disputèrent la direction. La Ville accordait des subsides à cette mai-

(1) Ordonnance imprimée chez Boubiers, à Saint-Omer, en 1778.

(2) L. DESCHAMPS de PAS — *Les établissements hospitaliers à Saint-Omer*.

son et accordait de nombreuses exemptions de droits pour les marchandises qui lui étaient nécessaires. Lorsque trop d'enfants encombraient l'Hôpital, les jurés pour la communauté étaient invités par l'Echevinage à leur procurer du travail. Des sergents hallebardiers, dépendant directement du bureau de l'Hôpital Général, étaient spécialement chargés de rechercher et recueillir les mendiants et vagabonds toujours nombreux en ville et en banlieue.

L'Hôpital Saint-Jean-Baptiste fondé par Jean de Wissocq donnait asile aux pauvres malades ; le descendant du fondateur et un représentant de la ville s'en partageaient l'administration ; aucune décision ne pouvait être prise sans la présence des deux directeurs.

En 1695 l'Echevinage avait organisé à Saint-Omer un établissement appelé Maison du Bouillon, on y fournissait des secours aux pauvres malades. La ville en avait la direction concurremment avec l'Evêque, deux curés et un député de Saint-Bertin.

L'Hôpital du Soleil qui ne recevait plus de malades depuis la disparition des épidémies remplissait un rôle analogue. Sous la direction de Messieurs de la Loy qui en désignaient les deux avoués administrateurs, cet hôpital distribuait des soupes aux nécessiteux, et depuis 1710 les sœurs grises attachées à cette maison de charité allèrent visiter les malades à domicile.

Les vieillards de Saint-Omer recevaient asile à la maison des Apôtres que le Magistrat administrait

d'accord avec les héritiers des fondateurs (1). Il veillait à l'observation des réglemens minutieusement établis dès l'origine en 1619 et accordait des secours à cette œuvre charitable (2).

Des enfants pauvres choisis dans toutes les paroisses de la ville trouvaient à l'hôpital des Bleuets outre les moyens de subsistance l'occasion d'apprendre un métier manuel. Le Magistrat présidait avec le chapitre de Notre-Dame à la direction de cette maison, vérifiait les comptes et faisait au besoin de nouveaux réglemens pour assurer le bon ordre dans cet établissement (3). Nous verrons qu'au début du XVIII^{me} l'Echevinage empêcha la réunion des Bleuets à l'Hôpital Général pour écarter l'ingérence de l'Evêque dans cette institution municipale. A l'heure actuelle cette belle œuvre de bienfaisance qui dépend toujours de la ville de Saint-Omer rend encore de très grands services.

Parmi les œuvres d'assistance il y avait encore l'hospice Saint-Louis qui recevait des malades. En 1703 les Echevins agrandirent cette maison pour y placer les fous et firent un don généreux de 1.000 livres pour leur entretien. Dans ce même établissement, la ville réservait quelques lits aux soldats blessés.

Le Magistrat avait toute autorité sur le couvent des Repenties, fondé en 1483 par Wissocq et placé sous l'invocation de Sainte Marie-Madeleine ; vingt

(1) Ibidem, page 244.

(2) *Registre de l'argentier*, 1744 chapitre II des dépenses.

(3) *Archives de Saint-Omer*, C L IV-11.

filles repenties y vivaient en commun sous condition d'apporter leur lit et leurs vêtements ; l'Echevinage en nommait l'avoué directeur, veillait sur le bon ordre de la maison et apportait les secours nécessaires. Cette œuvre de préservation morale parut insuffisante au début du XVIII^m^e siècle, aussi en 1727 la ville d'accord avec l'Evêque projeta la fondation d'une annexe des Repenties au couvent du Bon Pasteur. Cette " maison forte " fut ouverte quelques années plus tard sous la direction de l'Evêque, du mayer, des commissaires aux pauvres et du procureur de ville. En 1737 le bureau fut définitivement constitué avec un échevin désigné par ses collègues, joint aux premiers administrateurs (1).

En dehors de ces établissements de charité, des " Tables des pauvres " fonctionnaient dans chaque paroisse pour les indigents. Ces institutions composées de membres du clergé et de riches bourgeois distribuaient des secours aux nécessiteux inscrits à l'église paroissiale ; le Magistrat avait la haute main sur cette œuvre de bienfaisance, chaque année un échevin était désigné par ses collègues pour répartir les secours entre les différentes tables des pauvres et s'assurer de la bonne gestion des administrateurs (2). Les dons faits aux indigents étaient l'objet de fréquentes délibérations de l'Echevinage com-

(1) Acte de fondation de la maison contre le libertinage — *Archives de Saint-Omer*, CCXXXVIII-1

(2) Répartition des aumônes entre les tables des paroisses, le 10 Décembre 1770 *Registre des Notables*, B. f^o 74,

me nos archives en font preuve (1). Le Magistrat accordait souvent des secours aux religieux pour les remercier de leurs services, et tous les ans la ville payait une pension de plusieurs milliers de livres pour les enfants abandonnés (2).

Les échevins faisaient en outre des charités particulières, par exemple en hospitalisant à Paris un enfant trouvé, en accordant une bourse à un étudiant pauvre, en servant une rente viagère à un vieillard (3).

Le montant de ces diverses libéralités s'élevait à des chiffres considérables ; 3.132 livres furent ainsi distribuées en 1727 entre les différentes œuvres d'assistance, 5.248 livres en 1744, 12.719 livres en 1763 (4). Ces dépenses n'étaient pas faites à la légère, le Magistrat contrôlant soigneusement l'emploi des deniers ainsi accordés. Le procureur de ville ou procureur syndic avait pour mission spéciale de s'assurer de la juste répartition des secours et de rendre compte au Magistrat de toutes les irrégularités commises soit par les administrateurs des tables des pauvres soit par les religieux dans la distribution des secours aux indigents. Le procureur de ville s'occupait encore des biens des mineurs orphelins et nous avons vu

(1) *Registre des délibérations du Magistrat*, de 1765 à 1788 f° 91, 124, 141, 280, 318 etc...

(2) En 1744 les dominicains reçurent 225 livres pour leurs prédications d'avent et de carême, les capucins 60 livres. Une somme de 3.529 livres 5 sols fut affectée aux enfants abandonnés — *Registre de l'argentier*, de 1744. chapitre XVII des dépenses.

(3) *Registre des délibérations du Magistrat* de 1765 à 1788 f° 92 et 435

(4) D'après les registres de l'argentier.

qu'il devait prêter gratuitement son concours aux pauvres devant la justice (1).

Le Magistrat ne se désintéressait donc pas des nécessaires puisqu'il favorisait de tout son pouvoir le fonctionnement et l'accroissement de toutes les institutions de charité, et accordait des libéralités individuelles à ceux qui en étaient le plus dignes. Par ses générosités il secondait l'œuvre du clergé et des communautés religieuses et en mettant l'influence de l'avocat de la ville, du procureur-syndic, au service des orphelins et des pauvres, il donnait aux générations futures une grande leçon de charité qui mérite de ne pas être oubliée.

(1) Suprà, Chapitre II, p. 5.

CHAPITRE IV

LE MAGISTRAT, LES CORPORATIONS ET LES CONFRÉRIES

L'essor du commerce et de l'industrie au XVIII^m^e siècle provenait de la minutieuse organisation des métiers, basée sur les puissantes corporations. Nous avons vu que celles-ci avaient formé à l'origine les premiers cadres de l'administration communale. Avec le développement des manufactures elles tenaient une grande place dans les villes de l'Ancien Régime, les autorités municipales ne pouvaient s'en désintéresser. La commune avait une bonne part dans la législation du travail extrêmement étendue ; il n'y avait pas comme à notre époque un législateur unique ; chaque commune, chaque province régissait les professions et les dirigeait dans le sens le plus favorable à ses intérêts.

A Saint-Omer où il y avait 61 métiers différents, le Magistrat jouait un rôle important en cette matière de réglementation de travail tant au point de vue

général qu'au point de vue de chaque profession en particulier. Ce droit de l'Echevinage rentrait dans ses attributions de police, mais l'importance des corporations nous oblige à en faire un chapitre spécial. Après avoir mentionné les privilèges donnant au Magistrat le droit de réglementer les corps de métiers, nous verrons comment les statuts étaient élaborés, appliqués, sanctionnés et quelle était l'autorité de l'Echevinage sur les chefs et les surveillants des communautés.

*
* * *

Le Magistrat de Saint-Omer avait eu longtemps avant la conquête française le pouvoir d'élaborer les règlements des professions et de nommer aux charges en rapport direct avec la police. Ce droit était garanti par des chartes et des lettres patentes très anciennes (1). La capitulation de 1677 avait conservé ces anciens privilèges de l'Echevinage et le 13 Mars 1747 il fut décidé que le Magistrat pouvait rédiger les statuts des corps de métiers sans avoir besoin d'autorisation royale (2). Deux arrêts du Conseil d'État du 30 août 1749 et du 19 Décembre 1750 confirmèrent ces droits et le 4 Juillet 1780 une ordonnance de l'Intendant de Calonne enjoignit « à tous marchands, « artisans, ouvriers et autres particuliers domiciliés

(1) Charte de 1127 octroyée par Guillaume Cliton ; en 1417 et 1418 lettres patentes de Jean Sans Peur ; en 1447 lettres de Philippe le Bon, en Décembre 1540 coutume d'Artois homologuée.

PAGART D'HERMANSART: *Les communautés d'arts et métiers de Saint-Omer*, p. 322

(2) *Archives de Saint-Omer* CCL XII-3.

» dans la ville de Saint-Omer ainsi qu'à tous autres
» généralement quelconques de se conformer exacte-
» ment aux statuts et règlements de police des may-
» eurs et échevins de ladite ville concernant les arts
» et métiers aux peines portées par lesdits règle-
» ments » et leur défendait « d'y exercer aucun mé-
» tier sans être reçus marchands ou admis à maîtrise
» conformément aux dits statuts et règlements » (1).

Le Magistrat conserva ce pouvoir jusqu'à la Révolution ; l'édit de Turgot de février 1776 supprimant les jurandes et maîtrises ne fut pas enregistré par le Conseil d'Artois, les corporations subsistèrent à Saint-Omer jusqu'en 1791 ; toutefois depuis l'arrêt du 19 Décembre 1750, les règlements de l'Echevinage furent soumis à l'homologation de l'Intendant.

■
* * *

Tout le corps de ville participait à la rédaction des statuts pour chaque corps de métier ; le mayeur des dix et ses jurés pour la communauté y jouaient le principal rôle. L'établissement de nouveaux règlements était provoqué de différentes façons : tantôt une plainte ou doléance adressée au Magistrat ou au mayeur des dix entraînait la publication de nouveaux statuts (2), tantôt une simple intervention des con-

(1) *Archives de Saint-Omer* L XXV-4.

(2) Statuts sur la profession d'apothicaire du 4 Avril 1691. — Règlement concernant les francs-corps de métier des maîtres belandriers rendu le 25 Mai 1771 sur la requête de cette corporation. — Règlement pour la communauté des marchands en détail ou communauté des marchands de Saint-Nicolas du 11 Mai 1748 pris sur les instances des intéressés...

seillers pensionnaires amenait le même résultat (1). D'autres fois le Magistrat rédigeait des règlements en suivant l'exemple de villes voisines (2). Les différends survenus entre les corporations quand l'intérêt de l'ordre public réclamait une solution rapide provoquaient aussi de nouvelles modifications dans les métiers (3). Plus rarement la réglementation paraissait sous forme d'un jugement rendu par le Magistrat (4).

L'élaboration de ces statuts nécessitait un travail considérable ; l'Echevinage effectuait des enquêtes même dans d'autres villes pour recueillir tous les renseignements indispensables ; le mayeur et ses jurés pour la communauté s'occupaient particulièrement de ces recherches avant la rédaction des règlements. Les enquêteurs déposaient leur rapport que le Magistrat discutait. Le procureur de ville pouvait formuler ses observations et nous avons vu que son avis était obligatoire depuis le règlement du 8 Janvier

(1) Règlement du 30 Septembre 1772 organisant le marché aux grains déjà cité chap. III p. 4

(2) Règlement du 8 Mai 1735 sur la jauge des tonneaux d'huile: Règlement du 24 Janvier 1736 sur la vente du pain, règlement du 27 Avril 1772 taxant la viande. Registre des statuts de police N^o 187

(3) Statuts des portefaix rendus le 28 Novembre 1767 sur les plaintes de négociants. Règlement concernant les communautés des menuisiers et charpentiers du 19 Août 1769 rendu à la suite d'un différend entre ces deux corporations. I *ibidem* f^o 149

(4) Règlement du 3 Avril 1713 obligeant les cordonniers à recevoir la visite des "cœuriers" (surveillants) des cuirs. Règlement du 26 Janvier 1773 rétablissant la "cœure" des chapeaux, du mot "kœure" en flamand qui signifie loi.

1766. Muni de tous les renseignements voulus, le Magistrat rédigeait ensuite les nouveaux statuts qui devaient être immédiatement appliqués. La législation de l'Echevinage s'étendait aux métiers les plus différents, on peut dire que rien n'échappait à la vigilance de l'administration communale puisque les conditions d'exercice de toutes les professions étaient réglées dans les plus petits détails.

C'est ainsi que le Magistrat au cours du XVIII^{me} siècle donna des règlements aux apothicaires, aux bélandriers, aux brasseurs, aux perruquiers, aux portefaix, aux potiers d'étain, aux cordonniers, aux maçons, aux poissonniers etc... (1) L'activité de l'Echevinage était considérable d'autant plus qu'elle s'appliquait aussi à la réglementation du travail en général ; c'était une de ses attributions de police. Le Magistrat faisait défense aux maîtres de débaucher les ouvriers des voisins et soumettait à son contrôle tous les commerçants pour leurs droits d'étalage dans leurs échoppes, leurs halles et sur les marchés ; les heures de travail étaient fixées d'avance, la cloche du guet sonnait le repos et personne ne pouvait travailler après le couvre-feu.

L'observation du dimanche et des jours fériés était obligatoire (2) ; il est vrai que des ordonnances

(1) Règlement du 16 Juillet 1699 obligeant les maîtres potiers de poinçonner leurs ouvrages, celui du 12 Août 1722 sur les maçons, celui du 14 Août 1749 sur les professions de baigneurs, étuvistes, barbiers et perruquiers, celui du 11 Septembre 1677 interdisant aux cordonniers et savetiers de faire usage de cuir non tanné.

(2) Ordonnance du 27 Octobre 1690, 8 Mai 1700, 7 Mars 1745,

spéciales autorisèrent quelques dérogations, particulièrement pour la fabrication du pain (1). Enfin le Magistrat surveillait étroitement la profession d'aubergiste et de cabaretier, réglant les heures de fermeture et exigeant l'inscription sur un registre des personnes logées. Nous en avons déjà parlé en étudiant la police de la ville.

Les règlements une fois érigés étaient publiés solennellement en face de la halle échevinale et les sergens à verge les faisaient connaître aux portes de la cité. Ils étaient lus dans les églises d'après un usage qui remontait du XV^me siècle et même affichés à partir du XVIII^me siècle comme en fait preuve une ordonnance du 28 Novembre 1767 concernant les portefaix. Ce mode de publicité existait déjà du temps de Colbert puisqu'en 1671 on placardait les noms des manufacturiers ayant contrevenu aux règlements généraux (2).

*
* * *

Le Magistrat avait la tâche de faire respecter les ordonnances qu'il édictait, les "cœuriers" étaient chargés spécialement de ce soin (3). Nommés par le corps échevinal et les jurés par la communauté ils visitaient les manufactures et se rendaient aux hal-

(1) Pour les boulangers, ordonnance du 21 Novembre 1718 — PAGART d'HERMANSART, *op. cit.* p. 286.

(2) DEPPING — *op. cit.* III p. 874.

(3) Les cœuriers étaient généralement choisis parmi les gens du métier, parfois on leur adjoignait des bourgeois. Leurs fonctions duraient 3 ans au plus ; ils prêtaient serment entre les mains d'un juré pour la communauté.

les des divers métiers pour s'enquérir de l'observation des règlements. Ils vérifiaient les marchandises et y appliquaient la marque de la ville. Ils relevaient toutes les infractions aux statuts, opéraient des saisies, ordonnaient la destruction des denrées malsaines, toujours sous la surveillance du Magistrat et avec le concours du mayer et des jurés pour la communauté. Ces derniers étaient soumis à des obligations assez strictes comme celle d'assister deux fois par semaine à la "cœure" des tanneurs et des brasseurs et de faire eux-mêmes à diverses époques des tournées dans les boulangeries, poissonneries, cordonneries, épiceries ; leurs rapports éclairaient les échevins et pouvaient provoquer des sanctions. Les jurés pour la communauté et les cœuriers étaient de véritables inspecteurs du travail.

L'exercice de chaque profession était ainsi minutieusement organisé sous l'autorité du Magistrat, chaque corporation ayant ses statuts, ses chefs, ses surveillants. Sans doute cette foule de règlements, cette armée de fonctionnaires entravaient la liberté mais cette organisation n'en avait pas moins un certain mérite puisqu'elle assurait la survivance des traditions dans l'atelier familial, la bonne qualité des produits avec l'éducation et l'instruction de l'apprenti et la dignité du patron.

*
* *

Le rôle du Magistrat ne se bornait pas à rédiger les statuts et à les faire appliquer, il en connaissait

de plus toutes les infractions ; toutes les contestations relatives aux règlements des métiers étaient soumises à son tribunal. Ce droit lui avait été formellement reconnu par le Conseil d'Artois en 1680 ; néanmoins cette question de juridiction sur les corps de métiers devait être une cause perpétuelle de discordes entre l'Echevinage et le Bailli. Ainsi en 1691 les chirurgiens jurés, médecins et perruquiers qui prêtaient serment devant le Bailliage lui soumirent toutes leurs contestations. La victoire resta au Bailli jusqu'à l'époque où la Ville racheta les charges des lieutenants de police et se substitua à eux pour juger les causes des médecins et chirurgiens. Un arrêt du Conseil du 19 Décembre 1750 confirma implicitement aux villes d'Artois le droit d'élaborer des règlements de police et d'en juger toutes les contestations sous réserve du droit d'appel à l'Intendant parce que « le moyen le plus simple et le plus naturel de réprimer les abus et de maintenir l'exécution des arrêts du Conseil serait que Sa Majesté voulut bien attribuer au S^r Intendant de la Province les contestations qui pourront survenir à l'occasion des statuts et jugements des Magistrats en fait de police, arts et métiers sauf l'appel au Conseil etc... Sa Majesté étant en son Conseil a attribué et attribue au S^r Intendant et commissaire départi pour l'exécution de ses ordres en Artois et à ses successeurs la connaissance des statuts et règlements faits et à faire par les Magistrats des villes d'Artois pour l'établissement, direction et police des corps et communautés, sentences et autres juge-

ments qu'ils ont rendus ou pourront rendre en cette matière suivant l'exigence des cas » (1).

Un arrêt du 3 Avril 1756 donnant au Conseil d'Artois le droit de recevoir en appel toutes les causes soumises en 1^{re} instance au tribunal des échevins et autres juridictions de la Province reconnut implicitement les droits du Magistrat et l'édit de Novembre 1773 confirma ces privilèges de la ville ; toutes les causes des communautés et corporations devaient être portées devant l'Echevinage. Nous avons déjà vu qu'une ordonnance de l'Intendant de Calonne en 1780 maintint cet état de choses.

*
* *

Le Magistrat ne jouait pas un rôle important dans la nomination des chefs et fonctionnaires des communautés. Celles-ci choisissaient librement leurs maîtres et doyens, tout en étant astreintes à suivre pour les élections les prescriptions de l'Echevinage. Les noms des directeurs des corporations devaient être communiqués au greffe de la police et plusieurs fois le Magistrat accorda des dispenses de chefs d'œuvre à ceux qui voulaient accéder à la maîtrise (2). Toutefois la Ville désignait les Grands-maîtres

(1) *Archives de Saint-Omer* C XIV-2

(2) Dans un but fiscal de nouveaux brevets de maîtrise furent cependant créés au XVII^e et XVIII^e siècles. Devant les difficultés continues soulevées entre les anciens et nouveaux maîtres et en face des protestations des villes et des Etats d'Artois, l'autorité royale en 1770 décida que la vente des nouveaux brevets serait interdite mais en maintenant dans leurs titres ceux qui s'en étaient rendus acquéreurs auparavant.

chargés de la surveillance générale des métiers ; nous avons vu qu'elle choisissait les « cœuriers ». A côté des maîtres et des doyens, il y avait près des corporations des greffiers, des inspecteurs, des trésoriers, des contrôleurs des poids et mesures et des gardes ; les édits de 1695 ayant rendu ces charges vénales, la Ville obtint par un arrêt du Conseil d'Etat du 21 Août 1696 le droit d'en disposer par voie de rachat (1). De nouveaux offices furent créés comme ceux des lieutenants de police à la fin du XVII^{me} siècle ; le Magistrat dut s'en rendre acquéreur pour garder la connaissance de toutes les contestations relatives aux métiers. En 1767 et 1768 de nouvelles ordonnances réunirent toutes ces charges au domaine, puis les supprimèrent. Les Villes de la province auxquelles s'étaient joints les Etats d'Artois protestèrent contre cette mesure qui leur enlevait le bénéfice de leurs rachats de 1696.

Le contrôleur général répondit qu'il voulait supprimer tous les offices et que les villes devaient rembourser les titulaires ; il se contenta d'accorder un abonnement moyennant lequel les villes seraient délivrées de la régie jusqu'au terme qui avait été fixé au 31 Octobre 1780. Même après cette date certains offices subsistèrent et la Révolution arriva sans que la question fut entièrement résolue.

En résumé les droits de la ville sur la réglementation de ses corps de métiers lui avaient été conservés, mais si l'Echevinage avait pu faire œuvre légis-

(1) *Archives de Saint-Omer*, L XXV-1

lative et judiciaire dans le domaine du travail, le pouvoir royal dans un but fiscal avait sans cesse remis en question la propriété des différents offices attachés à la police des communautés.

*
*
*

Les confréries de Saint-Omer n'avaient pas la même importance que les corporations, aussi le Magistrat s'y intéressait moins. Les grandes confréries à la fin du XVII^{me} siècle étaient au nombre de trois : celle de Saint Georges pour les arbalétriers, celle de Saint Sébastien pour les archers, celle de Sainte Barbe pour les arquebusiers ; elles groupaient en 1730, 84 adhérents (1).

Tous les membres de chacune des confréries s'engageaient par un serment à respecter les statuts de l'association qui avait ses armes et sa bannière. La haute bourgeoisie aimait à y figurer et les adhérents groupés autour des grands maîtres formaient comme une famille sous l'autorité du chef (2). Ces confréries avaient réussi peu à peu au XVII^{me} siècle à s'affranchir de la tutelle du Magistrat quoiqu'elles eussent continué à émarger au budget de la ville. L'Echevinage nommait les grands maîtres — généralement 2 échevins désignés par leurs collègues — mais n'intervenait plus depuis le XVI^{me} siècle dans la rédaction de leurs statuts à la différence de ce qui

(1) Abbé BLED. — *Les arbalétriers de Saint-Omer*. Mémoires des Antiquaires de la Morinie XXII et bibl. Saint-Omer M^e 910

(2) BARON DE CALONNE — *La vie municipale au XV^{me} siècle dans le nord de la France* p. 156

se passait pour les corporations (1). Parfois le Magistrat donnait des prix et accordait certaines faveurs comme des exemptions de taxes aux vainqueurs des concours entre les membres des confréries. Ceux-ci assuraient l'ordre dans les rues et en cas de besoin prêtaient main forte au bailli et aux sergents de la ville. Le rôle de ces associations était de moins en moins important au XVIII^{me} siècle, aussi en 1767 le Magistrat qui leur accordait des subsides projeta de les supprimer pour affecter les revenus à la fondation d'un seul hôpital général remplaçant tous les hospices de la ville, les services des confréries étant devenus insignifiants (2). Le Parlement 10 ans plus tard par un arrêt du 3 Septembre 1779 rejeta la demande des Messieurs de la ville et laissa subsister les trois confréries de Saint Georges, Saint Sébastien et Sainte Barbe jusqu'à la Révolution (3).

(1) Par exemple le règlement du 22 Mai 1757 pour les arbalétriers. O. Bled *op. cit.* pièces justificatives.

(2) « Seront unies également les maisons, fonds, revenus et droits » appartenant aux confréries d'arbalétriers, archers, arquebusiers qui » seront supprimés. Les biens seront également régis par les administrateurs de l'hôpital général » Article 3 du projet de 1769. *Archives de Saint-Omer* - CCLXXVI 2.

(3) Le Magistrat de Douai fut plus heureux car sa requête fut agréée par un arrêt du Conseil d'Etat du 11 Septembre 1770 qui supprima les quatre compagnies de serment dites compagnies bourgeoises, celles-ci ne rendant plus aucun service à la ville et lui coûtant beaucoup. — *Archives de Douai* E E - 30

CHAPITRE V

LES FINANCES COMMUNALES

Les recettes. — Les dépenses. — La surveillance de la comptabilité de l'argentier

La gestion des finances de la ville était une des principales attributions du Magistrat. Il n'y avait pas de législation fixe et précise pour le nombre et la nature des recettes, mais dans leur ensemble, les impôts et taxes existant au moment de la conquête française continuèrent à grever les habitants de 1677 à 1789. Au contraire la comptabilité communale sous la direction de l'argentier puis du syndic-receveur subit d'importantes modifications au cours du dernier siècle de l'Ancien-Régime : les termes de l'année financière elle-même furent plusieurs fois changés. Jusqu'en 1682 l'exercice allait d'une chandeleur à l'autre (2 février) sans coïncider avec le renouvellement de la Loy (Epiphanie) ; pendant la plus grande partie du siècle suivant, il commençait le 1^{er} Août pour finir le 31 Juillet ; enfin un édit de

Novembre 1773 fit partir l'année financière du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

*
*
*

Le trésor communal était alimenté d'abord au moyen de nombreux impôts, frappant les objets les plus divers ; la ville ne les percevait pas directement car elle les affermait comme cela se pratiquait dans tout le royaume à cette époque. La perception de ces différents droits ne pouvait être décidée que par l'Echevinage et avec l'autorisation du souverain ; aucune taxe ne fut jamais établie à titre définitif, les permissions du roi devant être renouvelées au maximum tous les six ans.

Les recettes les plus considérables provenaient des taxes sur les héritages, sur les deniers empruntés et surtout de l'impôt des accises ; c'était le seul droit dont les bourgeois n'étaient pas exempts (1).

Il était payé par le vendeur pour les marchandises qui avaient trouvé acquéreurs, il frappait toutes les denrées alimentaires comme les poissons, les bestiaux, les graines, les huiles, les fromages, les fruits, le vinaigre et les boissons diverses telles que la bière, le vin, l'hydromel et les sirops. Les matières premières industrielles comme le houblon, la chaux, les tuiles, le cuir, le bois à brûler, et le bois de charpente tombaient également sous cette taxe (2).

(1) GIRY — Histoire des institutions communales de Saint-Omer jusqu'au XIV^{me} siècle page 244

(2) *Archives de Saint-Omer* XII 10 à 22

Les accises fournissaient la recette la plus considérable, environ 88.000 livres par an ; toutefois le produit de cet impôt ne tombait pas entièrement dans les caisses de la ville, le Roi percevant 1/4 sur les sommes provenant des accises sur les vins, la bière, le blé, le cuir, les poissons, les grains. Au contraire les taxes sur les bestiaux et l'avoine étaient perçues exclusivement au profit de la commune (1).

Un impôt de même genre, connu sous le nom de tonlieu ou droit de douane frappait les marchandises venant de pays voisins et pénétrant sur les marchés pour être vendues ; les recettes étaient réparties au XVI et XVII^{me} siècles entre le Roi, l'Abbaye de Saint-Bertin et le chapitre de Notre-Dame, aussi la perception de cette taxe était-elle une source de nombreuses difficultés (2). Le 24 Mars 1707 le Magistrat de Saint-Omer racheta les droits de tonlieu appartenant à Saint-Bertin et au chapitre moyennant une rente annuelle et perpétuelle de 16 livres 17 sols (3).

Les denrées de toute nature entrant en ville étaient frappées par différents impôts suivant le mode de transport. Si elles arrivaient par voie d'eau, elles tombaient sous le fouage dont le produit était spécialement destiné à l'entretien des rivières. Les

(1) En 1744 le produit des accises sur lequel le Roi prélevait 1/4 s'élevait à 16.641 livres, 13 sols, 4 deniers, la portion des recettes appartenant à la ville était de 16.641 livres, 13 sols 4 deniers. — *Archives de Saint-Omer* - Registre de l'argentier - année 1744, chapitre 12 des recettes

(2) *Archives de Saint-Omer* C G XXIII-3

(3) D'après les livres de l'argentier de Saint-Omer.

coches d'eau et les barques fournissaient également des ressources employées au curage des canaux et à l'aménagement des quais (1). Si les marchandises arrivaient par route, elles étaient sujettes au droit de ruage, taxe d'octroi, perçue aux portes de la ville ; les voitures et les bestiaux étaient taxés proportionnellement à l'importance du chargement ; les recettes étaient employées par le Magistrat à l'entretien et à la réfection des routes et des ponts. Le droit de portage, semblable au ruage, frappait spécialement les voitures à deux ou quatre roues qui entraient en ville par les portes Sainte Croix, du Brûle et Boulénizienne.

Parmi les droits les plus importants, étaient les taxes sur les étalages frappant tous les commerçants pour leurs marchandises offertes au marché ou dans leurs échoppes ; l'impôt était dû par les négociants, qui se servaient de leur « halle » professionnelle ; toutes les denrées, tous les objets quels qu'ils fussent tombaient donc sous l'une ou l'autre taxe, c'était une sorte de patente à laquelle aucun commerçant ne pouvait se soustraire. Ces deux droits d'étalage et du hallage étaient payables deux fois par an, le 24 Juin et le 25 Décembre (2). L'aunage des toiles, la cense des poids fournissaient en même temps à la ville d'abondantes ressources dont la perception était facile puisque ces impôts s'appliquaient à des

(1) L'adjudication de l'impôt sur les barques donna en 1756 une somme de 4.140 livres partagée entre Saint-Omer, Dunkerque et Gravelines,

(2) *Archives de Saint-Omer* L XXIV-12

marchandises offertes au public qui ne pouvaient être dissimulées (1).

Il y avait encore en ville de nombreuses taxes, telles que le forage — droit sur la vente du vin, — les droits de pesage, de mesurage, de marque perçus en même temps, l'issue frappant la fortune exportée, la taxe de 25 sols payée par les étrangers admis à devenir bourgeois (2).

Aux ressources provenant de ces différents impôts s'ajoutait les loyers des maisons, des caves, des moulins, des terres, des marais et des herbages appartenant à la ville. Ces biens communaux qui s'étendaient à plusieurs lieues de la cité, à Boningham, Wizernes et Salperwick, étaient une source abondante de revenus (3).

Les caisses de l'argentier étaient encore alimentées par les amendes et fourfaitures recueillies dans tout le ressort de la juridiction échevinale en ville et en banlieue, mais comme pour les accises le Roi prélevait le quart des recettes : Colbert avait même dû attirer l'attention des officiers royaux à propos des droits du Souverain sur les deniers provenant des

(1) En 1744 le droit d'étalage fournit 148 livres 19 sols 9 deniers dont 120 livres provinrent des poissonneries, celui de l'aunage des toiles produisit 346 livres, celui des poids 1550 — *Archives de Saint-Omer* — Registre de l'argentier - année 1744, chapitre 13 et suivants des recettes.

(2) La taxe de réception des bourgeois produisit 82 livres 2 sols en 1744.

(3) Produits des maisons, échoppes et caves appartenant à la ville en 1744 : 404 livres. location des terres : 272 livres ; droits sur les pâtures 57 livres 18 sols.

condamnations prononcées par les tribunaux des échevins (1). Les habitants qui se rachetaient de certaines corvées comme le service du guet et de la milice payaient des droits à la ville ; mais le produit des amendes et des rachats de corvée était extrêmement variable d'une année à l'autre, parfois il ne s'élevait qu'à des sommes minimes ne dépassant pas 20 livres.

Les impôts que nous venons d'énumérer ne frappaient pas également tous les habitants ; les négociants et les non-privilegiés les supportaient intégralement, mais les nobles, les officiers de la garde bourgeoise, les membres du Magistrat ne payaient que les accises (2). Les commerçants et les roturiers avaient toutefois la faculté de s'abonner pour le paiement des différentes taxes moyennant une somme fixe (3). En réalité les exemptions étaient l'objet de fraudes nombreuses favorisées par la confuse et instable législation des finances à cette époque.

*
* *

L'administration d'une ville aussi importante que Saint-Omer au XVIII^me siècle obligeait le Magistrat à faire face à des dépenses considérables : dettes envers le Roi, les officiers et fonctionnaires du souverain et les gens de guerre, traitements et gra-

(1) DEPPING *op. cit.* III p. 308

(2) Ordonnance de l'Intendant du 7 Juillet 1744 — *Archives de Saint-Omer* CGLXXXV-9

(3) Table des règlements du Magistrat T. I. f° 363

tifications aux échevins, aux officiers de la ville et à leurs subordonnés, frais d'entretien des rues, monuments, fontaines et rivières, dépenses spéciales pour les casernes et fortifications, services de plusieurs rentes viagères, coûts d'écritures, voyages et procès, enfin dons, aumônes, courtoisies aux confréries, aux œuvres charitables et à certaines communautés religieuses. Parmi les dépenses que la Ville devait supporter pour le roi, la principale était la « redevance pour la part de Saint-Omer en l'ancien Aide d'Artois ». Cette dette annuelle qui se montait à 2.066 livres était payée au receveur général de la Province à Arras. Le Magistrat dans certaines circonstances solennelles comme l'avènement d'un nouveau souverain offrait au Prince des présents en argent appelés « dons gratuits ». Ces courtoisies assez souvent répétées étaient fort onéreuses pour les finances ; les Etats d'Artois à plusieurs reprises se plaignirent de l'abus des « dons gratuits ». Louis XVI, en montant sur le trône, abolit généreusement cette coutume par un édit de Mai 1774 (1).

Le représentant du Roi dans la province, l'Intendant, touchait de l'argentier de la ville, certaines gratifications, des étrennes et des vins d'honneur, le grand bailli émargeait également au budget communal en différentes circonstances comme à l'audition des comptes, mais les plus grandes dépenses du Magistrat étaient occasionnées par la présence à Saint-Omer d'un nombreux état-major et des gens

(1) ISAMBERT -- *op. cit.* XXIII-4

de guerre. La ville donnait tous les ans des étrennes au gouverneur militaire et à son lieutenant, de plus elle leur assurait un logement digne de leurs fonctions, comme nous le verrons plus loin ; des lits, des draps et des chandelles étaient fournis aux troupes et pour subvenir à ces frais considérables, le Magistrat obtenait du souverain l'autorisation de percevoir une taxe supplémentaire, la plupart du temps établie sur les vins et la bière (1).

Au budget communal figuraient ensuite les frais de l'administration échevinale, et les dépenses occasionnées pour l'entretien et la propreté de la ville. Les membres du Magistrat, les officiers et petits fonctionnaires de la commune touchaient une somme globale de 95.000 livres environ ; mais ce chiffre ne représente que les traitements fixes alloués aux échevins et à leurs subordonnés depuis le 18 Mai 1673 (2). Comme l'Intendant et le bailli, les membres de la Loy recevaient des indemnités en quelques occasions pour remplir certaines tâches spéciales :

(1) *Registre des Statuts de police* N^o 213. Décision du Magistrat du Magistrat du 15 Novembre 1775.

(2) Le traitement du mayer des échevins était de 585 livres 16 sols, celui de son lieutenant 335 livres 16 sols ; celui des différents échevins variait de 630 à 770 livres ; les jurés au conseil recevaient 668 livres 5 sols ; les jurés pour la communauté 326 livres ; les deux conseillers pensionnaires 730 livres 16 sols 10 deniers et 625 livres 10 deniers ; le greffier de la ville 787 livres, 1 sol 10 deniers ; le procureur de ville 621 livres 15 sols ; le premier sergent à verge 150 livres, les autres sergents chacun 75 livres ; les haliebardiens du mayer 410 livres 12 sols 6 deniers ; le geôlier de la prison 12 livres 10 sols ; le concierge du « Gildhall » 37 livres 60 sols ; une foule de petits fonctionnaires avait un traitement variant de 25 à 80 livres par an. — *Archives de Saint-Omer*. *Registre de l'Argentier* 1744. Chapitre X des dépenses.

par exemple pour la visite de manufactures, pour des enquêtes sur les marchés, pour l'audition des comptes ; le total des frais de l'examen du budget de Saint-Omer en 1774 s'élevait à 433 livres 14 sols (1).

L'entretien des édifices communaux et des quais, la réfection des rues, le curage des rivières étaient à la charge de la ville ; le système d'adjudication au rabais des services de voirie comme l'enlèvement des boues, les vidanges, l'aménagement des quais permettait au Magistrat d'exécuter ces différents travaux à bon compte. Néanmoins, en certains cas la ville dut déboursier des sommes importantes lorsqu'il s'agissait d'ouvrages pressés, indispensables aux habitants comme l'installation de fontaines (2). Toutefois nous avons déjà vu que le Magistrat de Saint-Omer ne payait pas toutes les dépenses quand l'exécution d'un travail — d'une route par exemple — intéressait une autre commune ; en ce cas le Conseil du Roi déterminait la part contributive de chaque ville intéressée (3).

L'Echevinage de Saint-Omer était tenu de participer aux frais de construction des casernes depuis 1700, le chiffre de ces dépenses dépassait souvent 10.000 livres par an. La ville s'en acquittait volon-

(1) L'Intendant reçut 73 livres 10 sols 3 deniers, le greffier 8 livres 8 sols 7 deniers, le clerc de l'argentier 6 livres 15 sols, le sergent de l'argenterie 15 livres, Messieurs du Magistrat 250 livres, le bailli 80 livres. Ibidem. Chapitre XXVI des dépenses.

(2) De 1761 à 1763 l'entretien et l'installation de quatre fontaines coûtèrent à la ville 3.093 livres 3 sols. *Archives de Saint-Omer*,. Registre de l'Argentier - année 1763. Chapitre XX des dépenses.

(3) *Suprà*. Chapitre III, p. 6.

tiers car l'édification des arsenaux et bâtiments militaires débarrassait les habitants du logement des gens de guerre (1).

Le Magistrat devait en outre servir de nombreuses rentes annuelles qui se chiffraient à plusieurs millions de livres ; ces dépenses figuraient presque toujours en première page du livre de l'argentier. Le rachat des offices à la fin du XVII^e siècle avait obligé le Magistrat à emprunter à plusieurs particuliers, d'où la nécessité pour la Ville de servir les intérêts des sommes prêtées pendant de longues années ; mais le Magistrat se résignait toujours à payer et ne regardait pas à la dépense lorsqu'il s'agissait de sauvegarder les libertés communales.

Les échevins consentaient les mêmes sacrifices pécuniaires quand il fallait indemniser des frais de voyage les députés que la Ville envoyait près de l'Intendant ou près du Souverain pour obtenir des exemptions d'impôts ou défendre certains privilèges ; il en résultait la plupart du temps une dépense à peu près égale au chiffre de la taxe à laquelle il s'agissait de se soustraire ; le Magistrat n'hésitait pas à s'imposer pour la conservation de ses droits des dépenses nouvelles, il se croyait suffisamment dédommagé par le maintien d'un principe qu'il fallait avant tout léguer intact aux enfants comme on l'avait reçu des ancêtres, c'était une noble tradition, plus fière qu'intéressée et une remarquable preuve du vieil esprit municipal.

(1) Chapitre VIII, p. 134.

A ces frais de messagers s'ajoutaient toutes les dépenses faites par la Ville en écritures et en procès pour défendre ses droits ; l'argentier les inscrivait toujours dans le même chapitre (1).

Chaque année le Magistrat donnait des aumônes aux pauvres, fournissait des subsides aux œuvres d'assistance ; les communautés religieuses et les hôpitaux prenaient parfois les devants et réclamaient des secours. mais nous verrons plus loin que les Echevins tout en se montrant généreux quand il le fallait éconduisaient parfois les quémandeurs lorsque l'état des finances communales ne permettait pas ses largesses (2). L'Echevinage accordait tous les ans des courtoisies aux connétables des grandes confréries telles que celles des archers, des arquebusiers et des arbalétriers ; parfois au lieu d'accorder des subsides il exemptait de certaines taxes les vainqueurs des concours (2). Ces dernières dépenses du Magistrat ne figuraient au budget que pour une somme modeste relativement aux frais payés par la

(1) En 1744 les frais de voyages se montaient à 819 livres 9 sols, et ceux de procès et d'écriture à 1020 livres. *Archives de Saint-Omer*. — Registre de l'Argentier 1744, chapitre XII des dépenses ; en 1787 les premiers se chiffraient à 916 livres 12 sols et les seconds à 999 livres 27 sols. PAGART D'HERMANSART. *Mem. des Antiq. de la Morinie*, T. XXVII, p. 373.

(2) Les dons et aumônes accordés par le Magistrat s'élevèrent à 5.248 livres 8 sols en 1744.

(3) Au connétable des arbalétriers : 44 livres 12 sols 9 deniers ; à celui des archers ; 25 livres 5 sols ; à celui des arquebusiers 70 livres 5 sols. Les courtoisies accordées par le Magistrat à ces trois confréries en 1744 étaient de 2010 livres 15 sol, *op cit.* chapitre XV des dépenses.

Ville pour les gens de guerre, les membres du Magistrat ou le service de la voirie.

*
* * *

Le banquier de la commune qui, sous l'autorité et la surveillance des Echevins, inscrivait les recettes et les dépenses était l'argentier. Nous ne reviendrons pas sur la personnalité du titulaire de ces fonctions dont nous avons parlé à propos des officiers de la ville. Il nous reste à étudier comment le budget était dressé et quelle surveillance était établie sur les comptes.

Le Magistrat ne pouvait créer de nouvelles ressources (comme il ne pouvait en supprimer) sans l'autorisation du roi. En attendant les recettes provoquées par de nouvelles taxes, l'argentier avançait à la ville les sommes urgentes lorsqu'il y avait déficit. Nous avons dit que l'argentier et plus tard le receveur-syndic était créancier de la commune quand le passif dépassait l'actif ; au contraire il restait débiteur de la commune en cas d'excédents de recettes (1). Cette fonction était extrêmement délicate et l'on conçoit avec quelle prudence le Magistrat devait choisir les titulaires de ces offices.

L'échevinage affermais les impôts et ordonnait les dépenses ; après cette double opération l'argentier

(1) En 1730 l'argentier avait une créance de 103.661 livres 7 sols 2 deniers pour ses avances ; en 1764 il était au contraire débiteur de 22.543 livres 15 sous 6 deniers. — PAGART d'HERMANSART — *Mem. des Ant. de la Morinie* T. XXVII.

établissait son budget devant le Magistrat et inscrivait l'actif et le passif de l'année courante sur un même registre. Les comptes communaux n'étaient pas dressés de la même façon tous les ans. Nous parlerons d'abord de la période qui s'étend de 1677 à 1764.

Sur la première page du registre, l'argentier mettait toujours cette note suivie de sa signature : « présenté et affirmé véritable par le comptable en personne à Monseigneur X. conseiller du Roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaire, en son hôtel de Picardie et d'Artois présens Messieurs du Magistrat et dix jurés pour la communauté pour l'an de ce compte... ».

La première partie du registre était consacrée aux recettes ; l'argentier inscrivait d'abord le produit des rentes, et reconnaissances sur les immenbles appartenant à la ville, il mettait ensuite en compte les sommes provenant de l'application des différentes taxes, assises, forage, produits des barques, des réceptions de bourgeois, droits d'étalage etc. et terminait la série des chapitres de recettes en inscrivant la somme totale encaissée par la ville ; le quart du roi sur les produits des assises et des amendes était déduit par l'argentier (1).

La seconde partie du registre contenait les dépenses faites par la ville. Les rentes viagères et

(1) Il faut remarquer que tous les comptes n'étaient pas dressés par l'argentier à cette époque : il y avait des receveurs particuliers pour les patûres, les casernes, les fortifications, ce qui mettait beaucoup de confusion dans l'examen du budget.

les redevances aux officiers du roi étaient inscrites en premier lieu. Les pensions et gages de Messieurs du Magistrat des dix jurés pour la communauté et des différents fonctionnaires de la ville prenaient tout un chapitre (1). Les frais de voyage, écritures et procès et les aumônes et courtoisies venaient ensuite. Enfin le dernier chapitre contenait souvent l'énumération des dépenses occasionnées pour l'audition du compte.

A la fin du registre l'argentier inscrivait le montant des dépenses et des recettes et mentionnait l'excédent en passif ou en actif. Les membres de la Loy apposaient leurs signatures sous les chiffres donnés (2).

L'établissement du budget était sévèrement contrôlé ; les échevins n'étaient pas les seuls à examiner les comptes de la commune, A la fin de la domination espagnole une assemblée composée des trois corps du Magistrat — échevins, jurés pour la communauté et jurés au conseil — de l'Evêque, d'un délégué du chapitre de Notre Dame, de l'abbé de St Bertin et du bailli vérifiait la gestion de l'argentier. Après 1677 les comptes furent soumis à l'Intendant ; nous avons dit que la mention de la présentation du livre au Commissaire départi était toujours faite en première page. Un arrêt du conseil du Roi d'Octobre

(1) *Suprà* présent chapitre page 86 en note.

(2) Comptes de 1744 : Recettes (27 chapitres) 93.863 livres 3 sols 5 deniers — Dépenses (26 chapitres) 83.893 livres 1 sol 10 deniers. Excédent de recettes : 9.970 livres 1 sol 7 deniers.

1682 défendait aux Magistrats des villes à proximité de la frontière d'effectuer des dépenses sans l'autorisation du représentant du Roi dans la province.

La création d'un bureau de finances à Lille en 1691, ne modifia en aucune façon les pouvoirs de l'Intendant ; St Omer, Arras, Béthune, Aire et plusieurs villes d'Artois continuèrent à soumettre au Commissaire départi de la généralité d'Amiens tous les comptes communaux sans passer par le bureau des finances (1). Une lettre de cachet de Versailles du 6 Juin 1733 confirma cet état de choses en interdisant aux villes du royaume de faire aucun emprunt ni aucune dépense sans l'autorisation du Commissaire départi de la province ; c'était l'époque que l'on a coutume d'appeler « le règne des intendants ».

Les édits d'Août 1764 et Mai 1765 et une déclaration du Roi de 1766, apportèrent de très grandes modifications dans la comptabilité communale (2). Les petites recettes qui formaient jusqu'à cette époque un compte à part, furent désormais inscrites sur les livres du syndic-receveur ; le budget y gagna en clarté. Les registres ne furent plus tenus de la même façon. Au lieu d'inscrire d'abord toutes les sommes encaissées pour le compte de la ville et ensuite le montant des dépenses, le syndic-receveur divisa son registre en deux parties comportant chacune des recettes et des dépenses.

Sous une première rubrique, Compte des Patrimo-

(1) *Archives de Saint-Omer*, CCLXXXIV-18

(2) *Archives de Saint-Omer*, CCLXXXIV-30

niaux de Saint-Omer le comptable inscrivait les rentes et loyers provenant du patrimoine propre de la ville, tels que les fonds réels, maisons, terres, caves, pâtures. Les dépenses faites en paiement de redevances, rentes, frais d'entretien ou réparation de bâtiments, procès, vins d'honneur figuraient dans le même chapitre. Le receveur inscrivait ensuite le montant total des recettes puis des dépenses et mentionnait l'excédent en actif ou en passif.

La même opération était faite sous la deuxième rubrique intitulée compte des Octrois de St-Omer. Les produits des taxes sur les denrées et marchandises figuraient à l'actif ainsi que les recettes provenant des droits de péage, douane et octroi inscrites jusqu'en 1765 dans des comptes particuliers. Les dépenses comprenaient les émoluments des officiers de la ville, les pensions, aumônes, frais de procès concernant les deniers d'octroi, et tous les frais entraînés par les gens de guerre, l'Etat-Major et les casernes (1).

Le Magistrat exerçait un contrôle sérieux sur la gestion du receveur, chaque mois ce dernier devait remettre aux Echevins un état des recettes à percevoir et des dépenses à effectuer ; un membre de la Loy, spécialement commis, visait cet état et y annexait ses observations ; de cette façon le Magistrat était toujours tenu au courant de la situation

(1) M. PAGART d'HERMANSART a dressé un tableau des comptes de l'Argentier dans les *Mémoires des Antiquaires de la Morinie*. T XXVII, p. 373.

financière de la commune. A la fin de chaque exercice annuel (31 juillet jusqu'en 1773 et 31 décembre jusqu'en 1789) le receveur dressait les deux comptes des patrimoniaux et deniers d'octroi et les soumettait à l'assemblée des notables de la ville présidée par le mayeur depuis la réforme de Choiseul de Mai 1765. Le bailli et le procureur du Roi en qualité de notables avaient droit de participer à ce contrôle; en outre comme officiers du souverain ils pouvaient soumettre le budget communal à un second examen. Mais l'Echevinage réussit à les écarter en faisant remarquer l'inutilité de cette double audition; le bailli perdait ainsi son dernier privilège (1).

Les comptes après avoir été examinés par les notables étaient communiqués à l'Intendant qui les transmettait au Contrôleur général en formulant ses observations (2) Aucune partie du budget communal ne fut soumise au bureau des finances de Lille

Un édit de 1771 modifiant toutes les règles de la comptabilité des villes du royaume et soumettant les budgets communaux à la Chambre des Comptes de Paris ne fut pas appliqué en Artois. En novembre 1773 un nouvel édit confirma les réformes de 1764 et 1765, mais en supprimant le contrôle des notables; les Etats d'Artois à cette époque nommèrent tous les membres du Magistrat. L'exercice financier commença le 1^{er} Janvier de chaque année, coïncidant

(1) *Archives de Saint-Omer* CXXI et Registre des notables de Saint-Omer A f^o 22 et 23. Pièce justificative III.

(2) BOISLILLE. — *Passim*.

avec l'entrée en charge de l'Echevinage. La suppression des notables entraînait l'effacement complet du bailli, désormais les mayeur et échevins avaient seuls le droit d'examiner les comptes communaux, mais ils devaient les soumettre ensuite à l'Intendant qui en avait le contrôle suprême. Aucune modification ne fût introduite dans la comptabilité communale ni sur la gestion du receveur-syndic jusqu'à la Révolution.

CHAPITRE VI

LE MAGISTRAT ET LE CLERGÉ.

LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION.

Le clergé occupait une grande place dans la ville de Saint-Omer, puisqu'on n'y comptait pas moins de 6 paroisses et 15 communautés d'hommes et de femmes. L'édification de la ville elle-même était due aux travaux des moines de l'abbaye de Saint-Bertin qui peu à peu avaient conquis sur les marais l'emplacement de la cité. De plus, depuis la destruction de Thérouanne, Saint-Omer était siège d'un évêché dont le titulaire devait accroître son autorité aux dépens de celle de l'abbaye.

Après avoir examiné les relations entre l'Evêque et le Magistrat, nous verrons les rapports que celui-ci entretenait avec les paroisses et les différents monastères ; puis nous étudierons le rôle de la municipalité en matière d'instruction ; sous l'Ancien Régime, l'enseignement était trop intimement lié à la vie

religieuse pour que nous puissions séparer le clergé des établissements d'éducation.

*
* *

L'Evêque de Saint-Omer n'intervenait d'aucune façon dans l'administration communale, les fonctions épiscopales et municipales s'exerçant dans deux domaines différents. Nulle part on ne trouve trace d'une influence de l'Evêque sur la composition du corps de ville et de son côté le choix de la personne épiscopale était fait absolument en dehors du Magistrat (1).

Mais ces deux autorités religieuse et civile se trouvaient souvent en contact soit pour la gestion de certains établissements hospitaliers, soit pour la direction des écoles. La conciliation était parfois difficile lorsque le chef du diocèse était un personnage fier et vindicatif comme M^{re} de Valbelle, la présence des deux autorités dans une même direction devait fatalement amener des rivalités entr'elles.

Le principal hospice de Saint-Omer à la fin du XVIII^{me} siècle était l'Hôpital général ; l'Evêque et le Magistrat s'en partageaient la gestion. D'après les lettres patentes de Février 1702 le bureau se trouvait composé outre l'Evêque ou son vicaire général, d'un chanoine, d'un curé, du mayer, de trois échevins et de six notables (2). Ces mêmes lettres patentes

(1) Il n'en fut pas de même partout, au XVII^e siècle principalement. Voir par exemple l'influence de l'Evêque d'Auxerre en 1672, DEPPING. Cor. adm. I. p. 851.

(2) *Archives de Saint-Omer* CCLXV-1.

décidèrent la réunion de l'hospice des Bleuets à l'Hôpital général mais le Magistrat avec le doyen et le Chapitre de Notre Dame était seul administrateur des Bleuets, aussi voulant éviter la fusion des deux maisons, il réclama un bureau et des statuts distincts pour ceux-ci. Naturellement en qualité d'administrateur de l'Hôpital général, l'Evêque M^{er} de Valbelle était d'un avis contraire. Un arrêt du Parlement du 9 Août 1703 rejeta la requête de l'Echevinage. Celui-ci refusant de se soumettre enleva les titres de la maison des Bleuets et les fit déposer aux archives du Chapitre. Le procès fut porté devant plusieurs juridictions quand la mort du premier Evêque Valbelle et l'arrivée à l'épiscopat de son neveu en 1708 permit d'aboutir à une conciliation (1). La réunion de l'hôpital de la Madeleine ou Maladrerie à celui de Saint-Louis quelques années auparavant avait été un autre sujet de différends entre les autorités rivales. Un édit de Louis XIV de Décembre 1672, avait décidé la réunion des biens de toutes les Maladreries à l'ordre de Saint-Lazare. Un arrêt du Conseil du Roi du 16 Décembre 1695 prescrivit la remise de toutes les possessions de la Madeleine à l'hospice Saint-Louis (2). L'Evêque était partisan résolu de cette réunion à cause de son influence sur la maison de Saint-Louis et le Magistrat dut s'incliner malgré son hostilité contre la fusion des hôpitaux.

(1) L. DESCHAMPS DE PAS. — *Recherches historiques sur les établissements hospitaliers de Saint-Omer* p. 266.

(2) Grand registre en parchemin folio 52.

Il est vrai que quelques années plus tard, le 13 Mai 1707, l'Echevinage s'entendit avec M^{gr} de Valbelle et les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul pour reconstituer le service de l'hôpital de la Maladrerie après l'acquisition et la réparation de la maison dite du Cheval d'Or (1). Nous avons dit que l'Evêque avait une grande autorité sur l'hôpital Saint-Louis, mais la Ville pouvait également intervenir dans la gestion de cet établissement. De fréquents incidents éclatèrent au sujet de la présidence du bureau, le Magistrat s'inclinant de mauvaise grâce devant la volonté royale de donner la première place à l'Evêque (2). La protestation des Etats d'Artois fit obtenir un sursis, et le Magistrat en profita pour écarter complètement son rival en s'abstenant de le convoquer aux réunions ; mais celui-ci était de taille à se défendre et par ses démarches réussit à obtenir une lettre de cachet du 4 Mai 1703 confirmant ses pouvoirs antérieurs. Cette question de présidence du même bureau souleva de nouvelles difficultés dans la seconde moitié du XVIII^{me} siècle. L'Evêque Mgr de Conzié prétendit se faire représenter par un vicaire général et avoir pour celui-ci la présidence du bureau de l'hôpital Saint-Louis. Une fois de plus malgré la vive opposition du Magistrat, l'Evêque obtint gain de cause, son vicaire général voyant reconnaître son droit à présider (3). Si les préten-

(1) Grand Registre en parchemin, f° 98, aux *Archives de Saint-Omer*.

(2) Art. 29 de l'édit d'Avril 1695 confirmé par la déclaration royale du 12 Décembre 1698 après la réunion des Maladreries aux hôpitaux.

(3) Lettre du duc d'ARQUILLON, du 9 Avril 1774.

tions du chef du diocèse étaient généralement couronnées de succès, toutefois elles n'aboutirent point contre le mayer, administrateur de l'hôpital Saint-Jean en 1705, lorsque Mgr deValbelle voulut assister à l'audition des comptes et vérifier la gestion du bureau dont il ne faisait point partie (1).

Le Magistrat se trouvait aussi en étroites relations avec l'Evêque pour la direction des établissements d'éducation. Le plus important de ceux-ci était au XVIII^{me} siècle le Collège Wallon. En étudiant à la fin de ce chapitre le rôle de l'Echevinage dans le domaine de l'instruction, nous verrons quelle part d'influence y possédaient les deux pouvoirs religieux et civil. S'il n'y eut pas conflit au Collège Wallon entre l'Evêque et le Magistrat, la direction du Jardin de Notre-Dame (pension de jeunes filles) suscita de fréquents démêlés entr'eux. En 1688, l'Evêque de sa propre autorité, nomma la maîtresse chargée de diriger l'école quoiqu'il partageât l'administration avec le mayer, l'archiprêtre et le descendant de la fondatrice. L'Echevinage réclama près du Conseil d'Artois contre cet abus de pouvoir, mais sa demande fût rejetée. Une autre tentative près du Parlement en 1705 n'aboutit à aucun résultat. Quelques années plus tard, l'Evêque ayant exigé le remplacement de la maîtresse, devant le refus de celle-ci de quitter l'Ecole, menaça de forcer les ser-

(1) Charles LEGRAND. Procès entre Mgr de Valbelle et les administrateurs de l'hôpital Saint-Jean, à Saint-Omer. *Mémoire des Antiq. de la Morinie*, VIII, p. 358.

rures et de l'expulser. Un attroupement se forma et le Magistrat usant de son droit de police interdit tout rassemblement au passage de l'Evêque.

Celui-ci, l'orgueilleux Valbelle s'en plaignit à la Cour et réclama des excuses de l'Echevinage; le Magistrat ayant avec lui toute l'opinion publique refusa de subir cette humiliation. Néanmoins il dut céder quelques années plus tard, le gouverneur d'Arras saisi de l'affaire ayant donné gain de cause à Mgr de Valbelle.

Si le chef du diocèse devait être respecté par l'Echevinage, réciproquement l'Evêque tenait le Magistrat en considération et lui réservait une place d'honneur dans les processions et les cérémonies religieuses (1).

* * *

L'Evêque dirigeait les paroisses en dehors de toute intervention du Magistrat, la composition des chapitres, la gestion des fabriques des églises ne rentraient dans aucune des attributions communales; mais les curés sous l'Ancien Régime étaient de véritables officiers d'état-civil puisqu'ils tenaient les registres de baptême rédigés en français depuis 1688. Le Magistrat résolut de contrôler les inscriptions faites, aussi en 1712, il enjoignit aux curés de Saint-Denis et de Sainte-Marguerite de remettre au greffe les registres d'Etat-Civil des années 1710 à 1711 pour être collationnés et le 25 Octobre 1713 il obligea

(1) Lettre de Versailles du 5 août 1682 à l'Evêque au sujet de la procession de l'Assomption. Grand Registre en parchemin n° 124.

les marguilliers à faire parapher par le mayeur, les registres des paroisses avant leur remise aux curés chargés de consigner les naissances, mariages et décès (1).

Il n'y eut guère de conflit entre l'autorité échevinale et le clergé des paroisses. Nos archives ne relatent que des incidents au sujet de taxes à payer ou à propos d'infractions aux ordonnances de police. Il y eut ainsi au XVIII^{me} siècle un long procès entre la ville et le Chapitre de Notre-Dame au sujet de distributions de bière et de vin dans les caves appartenant aux chanoines sans autorisation du Magistrat (2). Le clergé, comme tous les habitants, devait obéir à tous les règlements généraux de l'échevinage ; c'est pourquoi en 1739 le Chapitre de Notre-Dame dut s'engager à suivre l'alignement désigné par le Magistrat pour la reconstruction d'une maison lui appartenant (3). A la fin du XVIII^{me} siècle un long différend sépara la ville du clergé de Notre-Dame ; le Magistrat en 1769, avait demandé la suppression de la chapelle de la Vierge des miracles érigée sur la place de la halle échevinale parce qu'elle gênait la circulation le jour du marché aux grains. Le Chapitre de Notre-Dame dans sa délibération du 15 Février 1769, prétendit que la réclamation des échevins était injustifiée. De nombreuses

(1) *Archives de Saint-Omer*, CXLI - 18 et 19 - Voir aussi arrêt du Parlement du 24 Juillet 1714.

(2) *Archives de Saint-Omer* LXXXIII-1.

(3) *Archives de Saint-Omer* LXXXII-35.

démarches eurent lieu d'un côté comme de l'autre mais l'accord ne put se faire ; les deux parties maintenant leurs points de vue. Plusieurs années se passèrent sans que les échevins mirent leur projet à exécution. L'affaire n'eut une solution qu'en 1784, lorsque le duc de Lévis, gouverneur, se rangea de l'avis du Magistrat et par une lettre du 26 Novembre de cette année fit ressortir les inconvénients de cette chapelle aussi bien pour les marchés que pour les exercices de la garnison. Avec l'approbation du Roi, l'échevinage décida définitivement la suppression de l'édifice le 9 Mars 1785 (1). Le dernier mot restait au Magistrat ; le chapitre dut s'incliner, car la chapelle fut démolie et la merveilleuse statue de Notre-Dame des Miracles qui en faisait le principal ornement fut portée à la cathédrale où elle est encore aujourd'hui exposée à l'admiration et à la vénération des fidèles.

Le Magistrat avait une place d'honneur aux cérémonies religieuses, et dans les processions le Chapitre comme l'Evêque devait réserver les premiers rangs aux représentants de la communauté des habitants (2).

*
* *

L'abbaye de Saint-Bertin constituait un pouvoir indépendant au milieu de la ville et de la banlieue, soumises au Magistrat ; ses biens, chapelles, fermes,

(1) *Archives de Saint-Omer* CXXIV-1.

(2) Délibération du Chapitre de Saint-Omer du 4 Juin 1755 relative aux processions de l'Assomption et de la Fête-Dieu réglant la place des autorités. Registre en parchemin folio 211

terres et moulins, ne relevaient pas de l'autorité communale, aussi il y avait peu de rapport entre les deux pouvoirs. Jamais l'Echevinage n'intervenait dans la discipline ou la gestion du monastère, les différends qui séparèrent au XVIII^{me} siècle l'Abbaye et l'Evêque de St-Omer n'intéressaient aucunement la Ville (1). Sauf la question de préséance dans les processions, le rachat par la ville d'un droit de tonlieu appartenant à St-Bertin et l'obligation de laisser monter en haut de la tour les soldats du guet, il n'y eut rien de saillant dans les relations entre l'Echevinage et l'Abbaye.

Toutefois la Ville n'oubliait pas les services rendus par le monastère et lorsqu'en 1775 il fut question de changer le corps enseignant du Collège Wallon, alors composé de prêtres, le Magistrat multiplia les démarches pour remettre la direction de l'établissement aux moines de Saint-Bertin.

Vis-à-vis des autres communautés religieuses, le corps échevinal exerçait d'une manière plus stricte, son droit général de police. Dans les autorisations de nouveaux couvents qu'il accordait, il ne voyait que les intérêts de la cité dont il avait la garde, aussi imposait-il souvent comme condition de ne pas quêter en ville et de ne pas s'installer sans ressources suffisantes. Le Magistrat s'efforçait d'empêcher l'accroissement des monastères existants et de les

(1) HENRI DE LAPLANE. Les Abbés de Saint-Bertin, T II, p. 360.

maintenir dans des limites raisonnables (1). On conçoit la prudence de la Ville en cette matière vu le nombre considérable d'ordres religieux qui auraient pu devenir une lourde charge pour les habitants. Par faveur cependant, il lui arriva d'autoriser certaines communautés à quêter et de leur accorder des secours ; mais jamais le Magistrat n'abdiqua son autorité devant le pouvoir religieux, et lorsque les intérêts de la Ville étaient en jeu, on le vit même imposer son contrôle dans les règlements de discipline intérieure et contraindre des religieuses à un service hors de leur couvent (2).

*
*
*

A côté des hôpitaux et des communautés, il y avait à Saint-Omer plusieurs établissements d'éducation dirigés par des membres du clergé régulier. L'instruction y était fort développée et la cité audomaroise était devenue au XVIII^{me} siècle un centre important d'étudiants ; sa proximité des frontières attirait chez elle bon nombre d'élèves étrangers, anglais et hollandais fuyant la persécution religieuse.

La ville possédait depuis 1565 un collège florissant dirigé par les Pères de la Compagnie de Jésus. Même

(1) Les Pénitentes installées depuis 1620 ne pouvaient être plus de 30 ; les Sœurs noires en 1723 durent remettre en mains laïques des maisons acquises sans autorisation.

(2) En 1710 les Sœurs grises de l'hôpital du Soleil durent aller visiter les malades en ville, le Magistrat nommait leurs deux avoués directeurs, il choisissait également l'avoué des Sœurs noires ou Conceptionnistes.

après la conquête française les Jésuites étaient demeurés influents, leur maison était prospère et malgré quelques incidents qui avaient altéré la discipline de l'établissement en 1754, le Magistrat n'était jamais intervenu dans la direction du Collège (1). Quelques années plus tard Messieurs de la Ville reçurent du procureur général Joly de Fleury l'ordre de supprimer l'enseignement des Jésuites. Un arrêt du Parlement du 6 Août 1761 avait ordonné dans tout le royaume la fermeture des écoles tenues par la Compagnie de Jésus ; mais les autorités locales demeuraient jalouses de leurs libertés, aussi le Conseil d'Artois éleva de vives protestations et contesta avec force la compétence du Parlement ; les privilèges de la province, pays d'états, la garantissait, semble-t-il, contre tout règlement non enregistré par le Conseil d'Artois. Le Magistrat devant l'ordre formel venu de Paris se montrait hésitant, réclamant tour à tour des délais ou l'enregistrement de l'arrêt au Conseil de la province. Le Parlement en face de l'indécision de l'Echevinage brusqua les choses en donnant au bailliage de Saint-Omer le droit d'installer les nouveaux professeurs qui devaient remplacer les Jésuites expulsés. Rien ne pouvait être plus désagréable au Magistrat qui, voulant à tout prix éviter un affaiblissement de son autorité au profit du pouvoir rival du bailliage, demanda à l'Evêque une liste de prêtres et de clercs capables

(1) G. DELAMOTTE ET J. LOISEL. Les origines du Lycée de Saint-Omer. Histoire de l'ancien collège 1565-1845 pages 149 et suivantes.

d'instruire la jeunesse. De son côté le Conseil d'Artois avait fini par céder devant l'intransigeance du procureur général et du parlement, mais il avait désigné les Echevins pour installer les successeurs des Jésuites. Quelques mois plus tard le Magistrat présenta lui-même les nouveaux professeurs désignés par l'Evêque ; le bailliage avait été écarté, mais d'autres difficultés surgirent bientôt (1). Sur l'ordre du Parlement du 23 Avril 1762 les échevins devaient dresser un inventaire des biens appartenant aux Jésuites, le Conseil d'Artois fit défense au Magistrat d'exécuter les ordres du Parlement ; l'autorité échevinale fort embarrassée, multiplia d'un côté comme de l'autre ses supplications ; la conciliation était impossible, victoire resta au Parlement dont les arrêts durent être exécutés après d'inutiles assemblées des Magistrats de Saint-Omer, Aire et Béthune (2). Il restait à régler la direction du Collège pour laquelle l'Abbaye de Saint-Bertin, les officiers du Bailliage, l'Evêque et le Magistrat élevaient leurs prétentions. Chacune des parties opposées s'appuyait sur une foule de réglemens, de lois et de décrets ; les requêtes, les mémoires se multipliaient ; le Magistrat défendit ses droits avec ardeur, le Parlement le 5 Septembre 1764 trancha provisoirement la question en lui donnant le droit de procéder à la première organisation du Collège. Un mois plus tard, le roi

(1) Registre aux délibérations du Magistrat 1750-1765 folio 106.

(2) Correspondance entre les Magistrats de Béthune, Arras, Aire, Saint-Omer et Hesdin, au sujet des Jésuites.-*Arch. de Béthune*, GG-107.

Louis XV, sans écarter l'Echevinage, partagea l'administration de la maison entre les membres des autorités rivales : le bureau devait être composé de l'Evêque, des représentants du Magistrat et de ceux du Bailliage, il fonctionna au mois de Décembre de la même année (1). Les Echevins désireux de rendre au Collège son ancienne prospérité parvinrent à y faire admettre quelques pensionnaires après la fermeture des maisons d'Aire et d'Hesdin et s'occupèrent activement d'aménager et d'agrandir l'établissement. Le bureau fit paraître de nouveaux règlements en 1783 et 1778, toute l'administration était minutieusement réglée dans ses plus petits détails, tant pour la discipline des maîtres et des élèves que pour l'enseignement proprement dit ; mais le résultat fut loin de répondre aux espérances des administrateurs, si l'on en croit un mémoire des Etats d'Artois (2). L'unité de direction manquait complètement dans le bureau où toutes les autorités se jalousaient ; l'essai d'éducation par des prêtres mal dirigés était malencontreux, aussi Louis XVI rétablit les collèges d'Aire et d'Hesdin et en 1775 le Magistrat d'accord avec les Etats d'Artois et l'Evêque proposa de remettre la direction du Collège entre les mains des religieux de Saint-Bertin. Il avait deux raisons pour faire appel aux moines de l'Abbaye,

(1) Délibération du Magistrat 1764 à 1783. Folios 19 et 117 et *Registre de l'administration du Collège*, p. 14 à 28.

(2) « L'état d'anarchie est celui du Collège de Saint-Omer » cité par G. DELAMOTTE et J. LOISEL, page 199 in fine.

cela lui aurait permis de sauvegarder son autorité et de réaliser des économies, les religieux ayant proposé d'enseigner gratuitement la jeunesse. Mais ni le Roi ni le Parlement ne partageaient l'opinion du Magistrat.

Devant la fermeté du pouvoir central résolu d'écarter les moines de S^t Bertin, les Etats d'Artois et l'Evêque s'étaient découragés, l'Echevinage demeura seul à persister dans son idée. Il multiplia en vain ses démarches près de l'Intendant, des ministres et du Parlement en faveur des religieux de l'Abbaye, l'autorité royale désigna les Pères de la Doctrine Chrétienne pour remplacer les prêtres séculiers. Le Magistrat refusa de s'incliner et protesta obstinément contre l'établissement d'un nouvel ordre religieux à Saint-Omer ; il déclara même qu'il était préférable de rester dans le *statu quo* et appuya sa requête en revendiquant les droits imprescriptibles de la Ville sur l'administration du Collège communal. L'autorité royale ne se laissa point convaincre et le 27 Août 1777 les Pères de la Doctrine chrétienne prirent officiellement possession des bâtiments. Dans cette lutte où il avait été seul contre le pouvoir central, le Magistrat était finalement vaincu. Quelques années plus tard, les Frères des Ecoles Sainte-Marguerite et Notre-Dame ayant réclamé une augmentation de traitement, le Magistrat eut l'idée de la faire supporter par le Collège Wallon ; les doctrinaires étaient tenus par l'édit qui les mettait en possession du collège à subvenir aux besoins des Frères, mais leurs revenus ayant été déclarés insuffisants

pour ce service, l'Echevinage dut accorder lui-même les subsides nécessaires aux Frères des Ecoles chrétiennes(1). Peu de temps avant la Révolution une troisième tentative fut faite par le Magistrat pour mettre les religieux de Saint-Bertin à la direction du Collège et les cahiers de doléances du Tiers-Etat en 1789 renouvelèrent implicitement ce dernier vœu en réclamant pour la Ville le droit d'administrer son Collège (2). La proposition n'aboutit point devant l'Assemblée nationale et la tourmente révolutionnaire en chassant les Pères de la Doctrine chrétienne provoqua la fermeture du Collège de la ville pendant de longues années.

Depuis le commencement du XVIII^{me} siècle à côté du Collège Wallon il y avait les écoles tenues par les Frères. En 1711 l'Evêque Mgr de Valbelle offrit 6.000 livres pour installer à Saint-Omer les disciples de Saint-Jean de la Salle si le Magistrat consentait à payer deux cents livres comme traitement aux quatre Frères des Ecoles chrétiennes chargés d'instruire la jeunesse ; l'Echevinage accepta dans sa délibération du 2 Juillet 1719 (3).

(1) L. DESCHAMPS DE PAS. *Histoire de Saint-Omer* p. 313.

(2) Cahier de doléance du Tiers-Etat de la ville et des faubourgs de Saint-Omer du 31 Mars 1789 art 59.

(3) « Le dit Seigneur évêque s'oblige de mettre es mains dudit frère Barthélemy copie de la délibération du magistrat de Saint-Omer du 2 Juillet du présent mois par laquelle le corps s'oblige à payer 800 livres tous les ans pour l'entretien des quatre frères des écoles que ledit frère Barthélemy s'oblige tant pour lui que pour ses successeurs d'envoyer à Saint-Omer pour y instruire la jeunesse de cette ville gratis ». Acte de fondation du 29 Juillet 1719 cité dans une communication de M. Henri DE LAPLANE. — *Mém. des Ant. de la Morinie*. T. IV, p. 170.

Un an plus tard, les Frères pensionnés par la ville étaient installés dans la maison construite et meublée aux frais de l'Evêque.

L'Ecole prit rapidement de l'extension et peu de temps après, le nombre des instituteurs fut porté au chiffre de huit. En 1731 le Magistrat accorda une rente de trente livres à l'Eglise Sainte-Marguerite, pour laisser aux Frères la jouissance de quatre petites maisons appartenant à la paroisse (1).

Un incendie ayant dévoré en 1764 une partie des bâtiments, une requête fut adressée au Magistrat par les Frères des Ecoles chrétiennes pour les reconstruire, mais les échevins refusèrent. L'Evêque de Saint-Omer et l'abbé de Saint-Bertin durent subvenir aux besoins des religieux. En 1787, la ville fut de nouveau sollicitée d'accorder des subsides aux Frères des Ecoles, nous avons vu que le Magistrat ne put s'y soustraire après une vaine tentative près du Collège (2).

Saint-Omer renfermait au XVIII^{me} siècle plusieurs autres établissements d'éducation, le Séminaire épiscopal, le Collège Saint-Bertin, le Collège des Jésuites Anglais, mais l'administration de ces écoles était autonome, l'échevinage n'y jouait aucun rôle. Il n'en était pas de même du Jardin de Notre-Dame dont il a été question plus loin ni de la pension des Ursulines que le Magistrat avait autorisée en 1625. Dans cette communauté, les jeunes filles de la ville

(1) DESCHAMPS DE PAS. — Histoire de Saint-Omer, p. 312.

(2) *Suprà*. Présent chapitre, p. 111.

recevaient une éducation modèle, aussi l'Echevinage accorda de grandes faveurs à ce couvent, par exemple en lui faisant plusieurs fois remise des sommes dues pour le rachat du guet et de la garde. Toutefois les échevins maintinrent toujours le droit de contrôle qu'ils avaient sur les Ursulines depuis leur fondation ; le revenu minimum de chaque religieuse était spécifié et le nombre des sœurs limité, en outre la communauté ne pouvait acquérir des biens sans l'autorisation de Messieurs de la Loy, tout accroissement des domaines ecclésiastiques étant préjudiciable aux intérêts des habitants.

En 1772 le Magistrat donna son approbation à l'ouverture d'une école de dessin, mais il eut soin d'établir lui-même les réglemens de cette institution et poussa la précaution jusqu'à fixer les frais de l'écologie ; chaque année les comptes devaient être soumis à des échevins-commissaires (1).

(1) « Chaque élève sera tenu de paier en entrant la somme de douze sols une fois et cinq sols par mois de fréquentation dont l'employ sera constaté chaque année par le compte qui en sera rendu pardevant nos commissaires : faisons défense au sieur Hermant d'en exiger d'avantage sous tel prétexte que ce soit à peine de restitution du quadruple ». Délibération du Magistrat 1764-1783 folios 142 et suivans.

CHAPITRE VII

LE MAGISTRAT ET LES REPRÉSENTANTS DU POUVOIR ROYAL

Le bailli, son lieutenant et le procureur du roi étaient en ville les délégués du souverain et représentaient les intérêts du pouvoir central, mais à la fin du XVII^me siècle l'autorité de l'Intendant de la province devait les éclipser. Le Magistrat après avoir lutté de longues années contre les officiers royaux devait être dominé pendant la moitié du XVIII^me siècle par le puissant commissaire départi de la généralité ; nous renvoyons à la fin de notre chapitre l'étude des relations entre la ville et l'Intendant.

*
* *

Le représentant du pouvoir royal le plus souvent en contact avec le corps échevinal était le Grand Bailli. Leurs rapports étaient fréquents et les sujets de discorde entre les deux autorités ne manquaient

pas aussi bien à propos des élections et des serments qu'au sujet des attributions réglementaires financières et judiciaires (1).

Avant la conquête de Saint-Omer par Louis XIV les grands baillis avaient en ville une situation considérable. Nommés par le roi d'Espagne et choisis parmi les hauts et puissants personnages de l'époque, ils étaient les perpétuels concurrents des mayeurs et échevins. Non seulement le bailli recevait le serment du Magistrat et nommait les quatre premiers échevins, mais son contrôle s'exerçait sévèrement sur la gestion financière et administrative de la ville (2).

Après l'annexion de Saint-Omer à la France, la fonction du bailli fut supprimée mais quelques années plus tard, en février 1692, un édit de Louis XIV fit reparaître la charge en la rendant vénale. L'adjudicataire une fois en possession de ses lettres patentes pouvait librement disposer de cette fonction; elle était cessible et transmissible comme son propre bien. Dès la nomination du premier bailli en 1694, l'Echevinage ouvrit la lutte en refusant de reconnaître le premier titulaire, Renom de Beaufort, parce qu'il n'avait pas voulu prêter le serment de respecter « les privilèges, droits, franchises, libertés, bonnes coutumes et la paix de la ville et communauté » (3).

(1) PAGART d'HERMANSART. Histoire du bailliage de Saint-Omer.

(2) Manuscrit d'Affreingues T. II folio 369 à la bibliothèque de Saint-Omer sous le numéro 873.

(3) Manuscrit des Lyons de Noircarme, cité par PAGART d'HERMANSART, *op. cit* T. I, p. 233.

La diminution de l'autorité du bailli qui avait perdu avec le droit de nommer son lieutenant général, celui de désigner les quatre premiers échevins n'avait pas empêché le Magistrat de combattre toutes les prétentions de l'officier royal. Les mêmes difficultés au sujet de la prestation de serment se renouvelèrent à chaque nomination de bailli. Nous avons vu que le mayer refusait obstinément de jurer entre ses mains, ce fut l'Intendant ou son délégué qui dut recevoir les serments. La ville ne gagna rien à ce changement, le commissaire départi prenant sur l'administration communale une autorité bien plus grande que celle de l'ancien bailli espagnol.

Malgré la diminution de ses prérogatives, le bailli portait ombrage au Magistrat et les discussions se poursuivirent tout le XVIII^{me} siècle ; nos archives rappellent fréquemment la longue lutte engagée entre les deux rivaux. Citons à ce propos un incident particulièrement grave survenu en 1760. La charge de bailli venait d'être rachetée par J. de Lencquesaing, s^r de la Prée ; celui-ci après avoir prêté serment devant le Conseil d'Artois se présenta devant le Magistrat avec le lieutenant général du bailliage qui devait l'installer. Les échevins feignant d'ignorer les causes de sa présence lui demandèrent « le sujet de sa venue ». Le lieutenant général invoqua l'arrêt du Conseil de la province pour introduire le nouveau bailli, mais les membres de la Loy, refusant de se soumettre, exigèrent que M. de Lencquesaing se présentât seul pour prêter serment à la ville ;

ils faisaient valoir à l'appui de leurs prétentions la réception du dernier bailli : personne ne voulant céder, les deux parties rédigèrent chacune un procès-verbal (1). Le Conseil d'Artois saisi du litige trancha la question en désignant le 21 Mai 1760 un de ses membres pour recevoir le bailli de Lencquesaing devant le Magistrat. Un repas plantureux termina la cérémonie de l'installation.

Ce n'était qu'un épisode de la longue lutte engagée entre l'Echevinage et le bailli, car les incidents se multiplièrent à chaque renouvellement de la Loy. Il y eut de nouvelles difficultés sous le ministère Choiseul à l'époque des réformes municipales. L'édit de 1764 ayant désigné le bailli pour recevoir le serment du mayer, celui-ci prétexta une maladie pour le prêter par procuration : il évita de cette manière ce qu'il considérait comme une humiliation. L'édit de Marly de Mai 1765 donnant au bailli ou au lieutenant général la présidence du renouvellement de la Loy, M. de Lencquesaing en cette qualité dirigea l'élection et reçut le serment des élus, mais le mayer, M. de la Tour de Saint-Quentin refusa de le prêter et ce fut le premier échevin qui reçut son serment (2).

Plusieurs fois le mayer — continué dans ses fonctions — échappa à cette ennuyeuse prestation de serment, mais ses multiples démarches pour enlever la présidence des élections au bailli demeurèrent inutiles et ce ne fut pas faute d'intrigues près de

(1) Registre des délibérations du Magistrat, 1750-1765, f° 84 et *Arch. de Saint-Omer*, CCLXXXIV - 7.

(2) Abbé BLED. *Mém. des Antiq. de la Morinie*, T. XVIII, p. 160.

l'Intendant ou du ministre. Un an après le mode d'élection fut de nouveau changé (1) et le Conseil d'Etat décida que le grand bailli continuerait à recevoir les serments et à présider. En 1773 les nouvelles réformes donnant aux députés ordinaires des Etats le pouvoir de nommer les échevins firent disparaître les derniers droits du bailli.

L'assemblée des notables dont il faisait partie était supprimée, il perdait ainsi toute influence sur les élections et le privilège de recevoir les serments lui était définitivement enlevé. Mais l'infortune reconciliait les deux adversaires ; les intérêts réciproques du Magistrat et du bailli se trouvaient lésés par cette nouvelle mesure, aussi tombèrent-ils d'accord pour protester contre ce changement ; le bailli de Lencquesaing critiqua vivement la nomination des échevins par les députés des Etats, désignés eux-mêmes dans les trois corps. Deux ordres en se réunissant pouvaient composer le Magistrat à leur guise, le troisième n'ayant aucun pouvoir contre les deux autres ; déjà la question de représentation des minorités était agitée !

Les tentatives du bailli et de l'Echevinage pour faire rendre à la ville le droit de choisir ses administrateurs demeurèrent sans succès (2).

Les deux autorités du Magistrat et du Bailli n'étaient pas pas seulement rivales en matière d'élection et de serment, mais s'opposaient encore au sujet

(1) Arrêt du 15 Juillet 1763.

(2) PAGART D'HERMANSART, *op cit.* 1, p. 288.

des réglemens de police. Les officiers du bailliage comme les membres de la Loy avaient le pouvoir d'édicter des ordonnances relatives à l'administration générale. L'article 12 de la Coutume générale d'Artois permettait au bailli en tant que Haut-Justicier de « faire tous les édits de police et justice auxquels tous ses vassaux sont obligés de se conformer pourvu que ces édits et statuts soient conformes à la raison et au bien public.... » (1).

S'appuyant sur cette coutume le bailli faisait une série de réglemens sur les foires, les rixes, les feux de malheur, autant de matières où il se trouvait en rivalité avec le Magistrat. Il s'agissait en tout cela d'une question de propriété. Si le bailliage était compétent pour les fiefs et héritages dépendant du château du roi, l'Echevinage avait les mêmes droits de réglementation sur les autres propriétés en ville et en banlieue ainsi que le pouvoir de surveiller les communautés d'arts et métiers.

La compétence judiciaire était partagée de la même façon, l'une ou l'autre des deux autorités rivales avait connaissance des causes suivant cette distinction (2).

Toutefois le ressort des tribunaux ne fut clairement déterminé qu'en 1748 dans les conclusions prises par le procureur général du Parlement de Paris à la suite d'un long procès engagé depuis les

(1) Coutumes d'Artois commentées. Manuscrit d'HÉBERT en notre possession.

(2) Coutumes locales des bailliages et villes de Saint-Omer, Aire, Audruicq, etc, en 1744 art. III et IV p. 107.

premières années du XVIII^{me} siècle (1). L'examen approfondi des attributions judiciaires du bailli et du Magistrat nous ferait sortir du cadre du sujet puisque nous bornons notre étude à l'administration de la commune.

En matière financière le bailli se vit priver de presque toutes ses prérogatives au XVIII^{me} siècle. La vérification des comptes communaux qui lui appartenait sous la domination espagnol ne lui fut point rendue lors de son rétablissement en 1693 (2). Il obtint un simple droit d'audition pour laquelle il reçut une gratification diminuée au début du siècle sur les réclamations du Magistrat (3).

On peut dire que rien ne restait de toute la puissance du bailli, mais si l'Échevinage avait eu raison de son perpétuel adversaire, il se trouvait encore en face d'autres représentants du roi dont les pouvoirs contrebalançaient toujours son autorité en ville.

*
*
*

Avant l'annexion de Saint-Omer à la France le bailli était assisté d'un lieutenant particulier. Ces

(1) Un arrêt du Conseil d'Artois de 1680 avait confirmé au Magistrat l'attribution de toutes les causes réelles et personnelles des bourgeois et habitants de Saint-Omer, écartant le lieutenant général et les autres officiers du bailliage de toutes les contestations relatives aux exécutions saisies, ventes, ajournements, mais 10 ans plus tard l'adjudication d'un manoir situé en banlieue ayant été faite devant le bailliage, le Magistrat entama un long procès qui ne fut terminé que le 5 juillet 1748.

(2) Un arrêt du Conseil du 29 Avril 1692 avait ordonné aux villes d'Arras, Saint-Omer, Béthune, Lens et Saint-Pol de remettre leurs comptes aux intendants.

(3) *Archives de Saint-Omer* CCLX-19.

deux charges furent supprimées en 1677, mais la conquête française laissa subsister le lieutenant général dont l'importance se trouva accrue puisqu'il héritait de certaines attributions de l'ancien bailli. Mais lorsque celui-ci fut rétabli et que le Commissaire départi de la province devint omnipotent, la lieutenance générale tomba au second rang. En revanche les titulaires devinrent propriétaires de leurs charges avec droit de transmission et de vente sous l'approbation du souverain. Cette fonction plus honorifique que rémunératrice était généralement peu recherchée (1).

Le lieutenant général ne prêtait plus serment devant l'Echevinage et n'avait guère de rapports administratifs avec lui, depuis le rétablissement du bailli.

*
* *

Le procureur du Roi dont l'office depuis 1693, était devenu vénal et héréditaire était bien différent du procureur de ville. Si ce dernier s'occupait des affaires intéressant la commune et défendait en toute occasion les droits du Magistrat, le premier veillait exclusivement aux intérêts du roi. Comme représentant du souverain il jouait le rôle de ministère public devant l'Echevinage — il exerçait la conjure, disait-on alors; — cette qualité l'obligeait à présenter ses lettres de nomination à Messieurs de la ville. Il pouvait formuler des observations sur l'ap-

(1) M. DE LAUWEREYNS DE ROSENDAELE. *Mémoires des Antiquaires de la Morinie* T. XIV p. 247 et suivantes.

plication des règlements généraux, requérir au besoin les sanctions nécessaires et s'opposer à toute tentative du Magistrat pouvant déplaire au Roi. Il intervint ainsi en 1737 contre les mayeurs et échevins qui voulaient faire autoriser leur coutume locale et municipale (1). En matière financière nous avons vu qu'il avait le droit d'assister à la vérification des comptes communaux, tant en qualité de procureur du Roi que de membre de l'Assemblée des notables en 1764 ; le Magistrat éleva contre ces prétentions de vives et légitimes récriminations.



Le premier représentant du pouvoir royal dans la province était l'Intendant ou commissaire-départi. Ces fonctionnaires étaient « les champions intrépides de la centralisation et de l'autorité monarchique ; pénétrés de l'importance de la mission essentiellement révocable qu'ils tenaient de la toute puissance royale, les intendants ne devaient avoir qu'un objectif : assurer l'exécution complète et rapide des volontés du souverain » (2). L'autorité des intendants s'étendait à tous les domaines ; ils s'occupaient à la fois de la justice, de la police, des finances et de toute l'administration. Comme nos préfets, ils étaient les agents du gouvernement mais leurs personnalités étaient plus accusées, leurs initiatives

(1) Bibliothèque de Saint-Omer. Manuscrit 873 déjà cité.

(2) BARON DE CALONNE. Histoire d'Amiens T. II (p. 284. Voir aussi de Tocqueville *op. cit.* p. 286

plus libres que chez les représentants de la République (1). Toutefois dans les pays d'Etats comme l'Artois leurs pouvoirs étaient atténués par les privilèges des provinces, surtout au sujet des impôts qui devaient être demandés aux assemblées provinciales.

L'Artois jusqu'au milieu du XVIII^{me} siècle faisait partie de la généralité d'Amiens et l'Intendant avait ainsi à s'occuper d'une province, l'Artois, pays d'états, et d'une autre, la Picardie, pays d'élection. « Le régime absolu et le régime représentatif se » trouvaient ainsi en présence ; au point de vue administratif et politique, cette différence divisait profondément la généralité en empêchant toute unité de vues et de direction. C'était une cause incessante de difficultés pour l'Intendant qui devait modifier complètement sa manière administrative suivant qu'il avait affaire à l'une ou à l'autre de ces provinces. Cette situation était anormale et le Roi fit sagement lorsque 1755 il ordonna la distraction de l'Artois de la généralité d'Amiens et sa réunion à la Flandre qui était elle-même pays d'états » (2). Le changement de généralité n'eut ainsi aucune conséquence pour l'administration des villes de la province toujours considérée comme pays d'états. Néanmoins l'Intendant avait une autorité considérable sur les communes d'Artois. Nous avons vu

(1) VIOLLET. Histoire du droit p. 527.

(2) BOYER DE SAINTE SUZANNE. Les Intendants de la Généralité d'Amiens p. 49.— La réunion de l'Artois à la généralité de Lille date de l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 Août 1754.

qu'à Saint-Omer, après la conquête française, il avait suppléé le bailli. Dans les dernières années du XVII^me siècle son intervention s'exerçait activement dans le renouvellement annuel de la Loy ; il désignait les premiers échevins ou continuait le Magistrat sous n'importe quel prétexte et dans la première moitié du siècle suivant il ratifiait le choix des officiers de ville, procureur, greffiers et argentier et recevait les serments du corps échevinal à la place du bailli. Son influence était telle pendant cette période de centralisation qu'il avait la commune sous son autorité absolue.

Sous le ministère Choiseul plusieurs édits datés de 1764 à 1773 diminuèrent sa prépondérance en matière d'élection, soit que le Magistrat fut choisi par les notables, soit qu'il fut désigné par les états. Toutefois le rôle de l'Intendant demeurait encore considérable car il conservait de sérieux droits de contrôle dans le domaine des finances et en matière de règlements généraux.

Sans doute l'Intendant n'avait pas le pouvoir de régler le budget de la ville, néanmoins les comptes restaient soumis à son inspection. Il pouvait interdire certaines dépenses et présidait aux adjudications des impôts sur les produits qui formaient les principaux revenus de la cité (1).

Il était toujours en correspondance avec le contrôleur général pour lui faire connaître l'état financier des villes de sa généralité et formuler ses observa-

(1) Gros registre en parchemin f^o 213 et 78.

tions sur les budgets qui lui étaient soumis ; ainsi le 16 Mai 1689, M. de Chauvelin, Intendant d'Amiens écrivit au contrôleur général le Pelletier : « Les corps des villes d'Artois sont beaucoup plus riches que celles de Picardie, particulièrement celles d'Arras et Saint-Omer, mais aussi ont-elles de si grandes charges qu'elles ne peuvent payer les vieux arrérages des rentes qu'elles doivent et je remarque par les comptes que j'arrête tous les ans que les dépenses qu'elles sont obligées de faire, consomment leurs revenus et qu'elles sont arriérées quand il survient quelque chose d'extraordinaire » (1). La transformation des comptabilités communales au cours du XVIII^me siècle laissa toujours à l'Intendant avec son droit de surveillance celui de renseigner le contrôleur général des finances.

L'avis du Commissaire départi était souvent provoqué par le ministre ou le contrôleur général sur les projets intéressant la ville (2). Il procédait à des enquêtes sur les travaux publics, les mesures sanitaires ou les règlements de police. Un arrêt du Conseil d'Etat du 19 Décembre 1750 rendit nécessaire son homologation pour les statuts donnés par le Magistrat aux corporations d'arts et métiers. Il intervenait parfois dans les délicates questions de

(1) BOISLILLE. Correspondance des Intendants. T. I. 176.

(2) Lettres du contrôleur général du 12 Juillet 1692 à M. de Chauvelin, intendant d'Amiens, demandant à celui-ci son avis sur le projet de l'établissement d'une manufacture de draps à Saint-Omer, ce qui aurait pu favoriser la contrebande, vu la proximité de la frontière. — BOISLILLE, *op. cit.* I, p. 290.

préséance agitées par le clergé, le baillage et l'échevinage toujours en rivalité (1). Son droit de police générale lui permettait de poursuivre les perturbateurs de l'ordre public, provoquer des sanctions et rappeler le Magistrat à l'observation de ses devoirs.

En résumé l'Intendant avait la haute main sur toute l'administration, même dans les pays d'états comme l'Artois ; intermédiaire entre les autorités locales et le gouvernement qu'il représentait, il avait une influence considérable et Law pouvait écrire à d'Argenson : « Jamais je n'aurai cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances ; sachez que ce royaume de France est gouverné par 30 intendants ».

Le cahier de doléances des Tiers-Etat de St-Omer en 1789 dans son article 29 réclama la suppression de ces puissants fonctionnaires comme inutiles pour l'administration et onéreux aux provinces.

(4) Jugement du 27 Mai 1703 à propos du rang du Magistrat et du Bailliage dans les cérémonies publiques. *Archives de Saint-Omer*, A. B., XIII.

CHAPITRE VIII

LE MAGISTRAT ET LES GENS DE GUERRE.

LES RECEPTIONS DES SOUVERAINS

ET LES FÊTES PUBLIQUES

La ville de Saint-Omer, à cause de la proximité de la frontière a été de tout temps le siège d'une importante garnison. La région environnante des monts de Flandre à la Picardie a été fréquemment le théâtre des combats violents — on pourrait dire dire jusqu'à nos jours ; — aussi les pouvoirs communaux de Saint-Omer devaient-ils entretenir des rapports constants avec les gens de guerre. Ces derniers avaient la direction des opérations militaires, mais les mayeur et échevins prêtaient leur concours à la défense du pays pour l'entretien des troupes et la sécurité des habitants à l'intérieur de la ville.

Au XVI^{me} siècle, en temps de paix seulement, le Mayeur avait le soin de veiller à la garde des portes et des fortifications ; en temps de guerre le Magis-

trat devait s'effacer devant la puissance impériale représentée par les officiers royaux.

L'ordonnance de Charles-Quint du 18 Novembre 1540 avait confié au bailli comme capitaine de ville tous les pouvoirs nécessaires pour assurer en temps de guerre l'ordre public à l'intérieur de la cité et pour prendre toutes les mesures indispensables à la défense du territoire, l'Empereur n'ayant qu'une médiocre confiance dans les vertus guerrières du Magistrat (1). Toutefois les Echevins n'abdiquaient point toute leur autorité entre les mains du bailli et sous le contrôle de ce dernier ils avaient le droit de prendre toutes les mesures de police destinées à garantir la sécurité des habitants pendant la guerre.

Après 1677, il y eut de notables changements. Le gouvernement de Louis XIV montra encore moins d'égards envers Messieurs de la Loy que le souverain espagnol ; la fidélité et la science militaire de l'échevinage étaient douteuses, aussi le commandement de la garnison fut confié à un gouverneur spécial directement nommé par le Roi, on se battait à quelques lieues de St-Omer et Louis XIV pensait avec sagesse qu'il était prudent de confier la défense de la ville à des hommes versés dans l'art de la guerre. Le bailli avait disparu au moment de la conquête et lorsqu'il fut rétabli dans les dernières années du XVII^me siècle le gouvernement royal ne lui rendit point les attributions militaires qu'il avait eues sous la domination espagnole. Le gouverneur,

(1) *Archives de Saint-Omer*, CXXI - 2.

chef d'Etat-Major avait seul le commandement des gens de guerre et le droit de pourvoir à toutes mesures propres à défendre la ville tandis que l'Echevinage n'avait qu'un simple rôle de police consistant à assurer la paix et l'ordre public dans les rues et sur les marchés. La garde des portes était confiée à un capitaine spécialement désigné par l'Etat-Major et relevant directement du gouverneur (1).

La ville était tenue à certaines obligations envers les officiers chargés de la défense de la cité ; le gouverneur devait recevoir chaque année des étrennes, de plus le Magistrat lui assurait un logement digne de ses fonctions (2). En fait le chef de la garnison résidait rarement à Saint-Omer, le véritable commandant de place était son subordonné le lieutenant du Roi, lui aussi logé par la Ville.

Les étrennes, le logement du gouverneur et de son lieutenant constituaient une charge onéreuse pour la ville mais d'autres obligations pesaient plus lourdement encore sur les habitants aux XVI et XVII^{me} siècles, entr'autres celle de l'hébergement.

Tout le corps échevinal sous la domination espagnole devait prendre le soin de visiter les maisons et de prendre le nom des personnes susceptibles de loger les officiers et les hommes de troupe. A partir de 1656, un seul échevin fut chargé de cette mission particulièrement délicate. Non seulement son rôle consistait à dresser la liste des habitants astreints au

(1) *Archives de Saint-Omer*. CLXXIX-12.

(2) *Registres des notables*. Année 1764 p. 94.

logement des gens de guerre, mais aussi à découvrir les fraudes des personnes s'exemptant sans droit et à recevoir les dénonciations (1). Le nombre des habitants dispensés de cette servitude était considérable. D'après le règlement de Poitiers du 4 Novembre 1651, étaient exemptés de cette charge, les officiers royaux, les mayeurs et les échevins. Le nombre des dispensés s'accrut dans des proportions considérables à la fin du XVII^{me} siècle, lorsque cette faveur fut attachée aux offices créés par le gouvernement royal.

Les titulaires des petites charges communales, comme celles des greffiers ou des receveurs des épices, les capitaines de la milice bourgeoise bénéficiaient de l'exemption du logement (2).

Cette faveur était la source de multiples intrigues au milieu desquelles l'Echevin commis au service des logements pouvait difficilement demeurer impartial. Concurrément avec ce dernier, les commissaires de guerre, officiers royaux, vérifiaient les billets d'hébergement; parfois même ils établissaient sans le concours du représentant de la ville la liste des habitants devant recevoir les militaires. Le Magistrat supportait difficilement cette atteinte à ses droits, aussi les discordes étaient-elles fréquentes à

(1) Sous-Intendant PONSIGNON. — Les logements des gens de guerre à Saint-Omer, p. 29. Voir aussi BABEAU. La ville sous l'Ancien régime. T. I, p. 87.

(2) Ordonnance de l'Intendant exemptant de toutes les fermes de la ville et logements militaires les capitaines des gardes bourgeoises de Saint-Omer, le 7 Juillet 1744, — *Archives de Saint-Omer* CCLXXXV. 9.

ce sujet, surtout lorsque le commissaire de guerre écartait dédaigneusement l'Echevin chargé des logements pour procéder à sa mission comme il arriva en 1714 (1). Déjà en 1700, les Etats d'Artois s'étaient fait l'écho des protestations de l'Echevinage en réclamant dans leurs cahiers de doléances contre les prétentions des commissaires de guerre qu'ils jugeaient outrageantes pour la province. Le conflit ne fut jamais solutionné d'une façon définitive, le roi se bornant à reconnaître au Magistrat son droit de délivrer les billets de logement, nonobstant le pouvoir du commissaire royal d'en contrôler la répartition et au besoin d'imposer l'hébergement des militaires aux personnes exemptées par l'Echevinage sans droits particuliers. Les fraudes étaient nombreuses, car la gratuité du logement rendait cette charge très lourde pour les habitants; ainsi s'explique la vigilance, parfois frondeuse du pouvoir communal vis-à-vis les gens de guerre.

Si de nombreuses exemptions rendait cette servitude plus pénible et plus vexante pour ceux qui ne jouissaient d'aucun privilège, il faut reconnaître que le Magistrat s'efforça toujours d'étendre le nombre des dispenses; en refusant d'abandonner aux mains des commissaires royaux l'établissement des billets de logement, il défendait les droits de la communauté. Sa conduite, sans être exempte de reproches,

(1) Procès-verbal tenu par l'Assemblée du Magistrat des insultes faites par le Lieutenant du roi, à l'Echevin commissaire des logements le 24 Octobre 1714. — *Archives de Saint-Omer*, CLXXIX, 9.

n'en était pas moins méritoire. Mais au XVIII^{me} siècle, cette question perdit peu à peu son importance, par suite de la construction de vastes casernes que l'on commença à édifier.

Les habitants de la ville étaient également astreints à fournir des vivres aux hommes de troupe mais cette réquisition à l'encontre de celle des logements se faisait toujours moyennant indemnité. La Ville faisait l'avance des subsistances nécessaires aux gens de guerre et obtenait dans un laps de temps plus ou moins long, le paiement de ses débours ; ces fournitures consistaient surtout en fourrage, en avoine et en bois à brûler ou encore en aliments destinés aux troupes. Toutefois avec la construction des casernes et l'éloignement du théâtre de la guerre, il y eut moins d'exemples de réquisitions de ce genre au XVIII^{me} siècle. la ville payait en argent plutôt qu'en nature à cette époque pour subvenir aux besoins des troupes (1).

La nourriture donnée aux soldats était parfois insuffisante, aussi les hommes de garnison protestèrent publiquement ; en 1709 mécontents de la façon dont ils étaient traités, ils s'adressèrent au Magistrat et au gouverneur dans un curieux placard affiché sur les murs de la ville « Messieurs les principaux de la ville comme Monsieur le gouverneur, » Messieurs les Magistrats et tous ceux qui prennent

(1) Les dépenses de la ville pour l'Etat-Major s'élevèrent à 5040 livres 4 sols en 1763, d'après le registre de l'argentier de cette année, chapitre XXV des dépenses.

» les intérêts du Roi, nous vous faisons assavoir que
» nous sommes fort surpris que le Roi nous réduise
» à du pain et à de l'eau » et les soldats demandèrent
au gouverneur et au Magistrat d'agir près de l'Intendant pour améliorer leur subsistance (1); grâce à la générosité de Fénélon la garnison reçut un supplément de nourriture.

Nous avons dit que la construction des casernes enleva presque toute son importance à la question du logement des troupes au XVIII^{me} siècle. La première caserne fut bâtie en 1680, avec l'autorisation des Etats de la Province. Pour couvrir les dépenses auxquelles la Ville devait participer, le Conseil d'Etat par un arrêt du 23 Avril 1680 ordonna la perception d'un droit de dix sous par tonneau de bière ; c'était encore une nouvelle charge pour les habitants, toutefois elle atteignait moins directement et moins lourdement la ville que le logement gratuit de la garnison. L'Echevinage loin d'y mettre obstacle accueillit favorablement les projets du gouvernement, la présence de nombreuses troupes dans les casernes ne portant aucun préjudice aux intérêts de la cité, le commerce de la ville y trouvait même avantage. En 1781 eut lieu la construction d'un vaste arsenal ; les travaux furent mis en adjudication, le mayeur et les échevins de concours avec le brigadier royal assuraient la publication et l'affichage des conditions de l'entreprise ; les adjudicataires devaient fournir cau-

(1) BOISLILLE. Correspondance des Intendants. T. III p. 242. Voir aussi Louis DESCHAMPS de PAS. Histoire de Saint-Omer p. 109.

tion et seuls pouvaient être acceptés les entrepreneurs que le Magistrat reconnaissait solvables (1). L'édification des casernes et arsenaux écartait la source des difficultés entre les deux autorités civile et militaire et assurait leur bonne entente (2). Le Magistrat et le Gouverneur s'accordaient facilement sur tous les travaux qui pouvaient en même temps profiter à la ville et servir à la garnison ; C'est ainsi qu'en 1785, ils ordonnèrent d'un commun accord malgré les protestations du clergé la démolition de la Chapelle de la Vierge des miracles, érigée sur la place, près de la Halle parce qu'elle gênait à la fois la circulation les jours de marché et les exercices de la garnison ; nous avons vu que le Chapitre de la Cathédrale fut obligé de s'incliner (3).

Il ne pouvait exister de rapports entre le Magistrat de Saint-Omer et les armées ennemies du voisinage, cependant deux incidents méritant d'être notés, éprouvèrent la loyauté et la prudence de Messieurs de la Loy au début du XVIII^me siècle. En 1710, les troupes du duc de Malborough campaient aux environs de Douai et toute la région était menacée par les Impériaux ; à cette époque un procès divisait les

(1) HENRI DE LAPLANE. — Procès-verbal d'adjudication. *Mem. Antiq. Morinie*, IV p. 189 à 197.

(2) Le vicomte de Choiseul colonel du régiment de Poitou en garnison à Saint-Omer ayant voulu faire exercer les soldats à l'intérieur de la halle échevinale un jour de pluie, le Magistrat éleva de violentes protestations contre cet abus le 16 mars 1764. Ce ne fut qu'un incident sans conséquence, le même fait ne se présenta plus jusqu'à la Révolution. Délibération du Magistrat de 1750 à 1765 f^o 144.

(3) *Archives de Saint-Omer*. CXXIV-11 et *suprà* p. 104.

deux grandes familles anglaises Hamilton et Bromley et le Magistrat avait été sollicité de faire une enquête pour savoir si Lord Bromley avait fait ses études au Collège des Jésuites anglais à Saint-Omer. Les échevins prudemment en avisèrent le Commissaire départi de la Province, et celui-ci après un échange de lettres avec les Etats d'Artois et le duc de Malborough lui-même autorisa le Magistrat de Saint-Omer à citer le recteur du Collège aux fins d'avoir communication des registres ; mais les échevins ne voulurent point se compromettre dans une affaire aussi délicate, n'intéressant que des sujets d'une puissance ennemie ; ils opposèrent aux parties une fin de non recevoir et renvoyèrent le litige devant le Conseil du Roi vu « qu'il s'agissait d'une affaire d'Estat ». Une lettre du secrétaire d'Etat Voisin au nom du Roi datée de Marly, le 11 Juillet 1710 félicita les échevins de leur sagesse et de leur prudence (1).

A la même époque un incident plus grave mit en relation le Magistrat de Saint-Omer et le duc de Malborough. Les Impériaux venaient de prendre Saint-Venant et Béthune, l'invasion ennemie était imminente. Le duc de Malborough et le Prince Eugène essayèrent de briser toute résistance en menaçant la ville de Saint-Omer de terribles représailles si l'on s'opposait au passage des armées ennemies. Les échevins de Saint-Omer y répondirent

(1) Relations du Magistrat avec le duc de Malborough campé devant Douai. De Lauwereyns de Roosendaale. *Mem. Antiq. Morinie* T. VI p. 641 à 648.

fièrement, en fidèles sujets du Roi de France, repoussant toutes les propositions des Impériaux comme outrageantes pour leur loyalisme ; cette belle attitude du Magistrat eut aussitôt sa récompense ; les horreurs de la guerre furent épargnées à Saint-Omer et l'ennemi vaincu dut reculer.

*
* *

L'importance militaire de Saint-Omer attira souvent en ville la visite de souverains et l'Echevinage s'entendait avec le gouverneur pour faire à leurs illustres hôtes des réceptions dignes d'eux (1).

En Mai 1677 après la capitulation de Saint-Omer défendue par le prince de Robecq, Louis XIV y résida quelque temps, toutefois il n'y eut pas de cérémonies officielles, on soupçonnait trop la ville de rester attachée au souverain espagnol ; mais lorsque le Grand Roi y revint trois ans plus tard, accompagné de la Reine et du Dauphin, le Magistrat fit acte de fidélité et de soumission en se rendant à la rencontre du souverain pour lui présenter les clefs de la ville et saluer la famille royale dont la visite était un honneur pour la cité (2).

En 1744, ce fut Louis XV le Bien Aimé, qui s'arrêta quelques heures à Saint-Omer ; il reçut aux portes de la ville l'hommage de tous les échevins au nom de la communauté. Des feux de joie furent allu-

(1) JUSTIN DE PAS. — Entrée et réceptions des souverains et gouverneurs d'Artois, à Saint-Omer.

(2) Une inscription gravée sur une boiserie du portail nord de la Basilique Notre-Dame à Saint-Omer rappelle l'illustre visite.

més le soir et tous les habitants de Saint-Omer se réunirent autour de ces brasiers auxquels seul le mayeur des échevins avait le privilège de mettre le feu (1).

Le 14 Octobre 1768, Christian VII, roi de Danemark visita Saint-Omer. Il fut reçu par le gouverneur de Lévis et logé à l'Abbaye de Saint-Bertin ; mais la cérémonie eut lieu sans apparat par la volonté du roi, ennemi du faste, aussi un des échevins ayant préparé un discours ne put le lire, à son vif dépit, paraît-il (2).

Les grands événements de l'époque, comme l'avènement du duc d'Anjou au trône d'Espagne en 1701, la naissance du Dauphin en 1730, celle du comte d'Artois en 1757 étaient l'occasion de réjouissances que présidait le Magistrat. On organisa également des fêtes en l'honneur de célébrités locales comme en 1772 pour Monbailly et sa femme, victimes d'une épouvantable erreur judiciaire ; l'Echevinage était le grand organisateur de ces réjouissances publiques que clôturait toujours le feu de joie allumé par le mayeur selon la tradition.

(1) *Archives de Saint-Omer*, CXXXVII - 6.

(2) Hector PIERS. — *Variétés historiques sur Saint-Omer*, p. 128.

CHAPITRE IX

L'ASSEMBLÉE DES ETATS D'ARTOIS. NOMINATION DES DÉPUTES AUX ETATS GENERAUX DE 1789

Le Magistrat de Saint-Omer n'était pas uniquement chargé de la défense des intérêts de la ville ; il avait aussi voix délibérative dans l'assemblée des Etats d'Artois qui s'occupait des travaux à effectuer et des impôts à répartir dans la province.

L'Artois avait le privilège d'être pays d'Etats ; chaque année une assemblée des trois ordres, noblesse, clergé et Tiers-Etat, se réunissait à Arras pour étudier et résoudre toutes les questions financières et administratives intéressant la province. Louis XIV avait formellement reconnu les coutumes d'Artois et en particulier la compétence des Etats en matière financière dans l'article 7 de la capitulation d'Arras du 9 Août 1640 ainsi conçu : « Il ne sera mis aucune imposition sans convocation, consentement et

assemblée des Etats conformément à leurs anciens privilèges ». A cette époque, Saint-Omer était restée sous la domination espagnole, et jusqu'en 1677 il y eut deux assemblées des Etats dans la province, l'une pour l'Artois cédé, l'autre pour l'Artois réservé. Cette distinction cessa au retour de Saint-Omer à la couronne en 1677. Désormais il n'y eut qu'une seule assemblée des Etats pour toute la province.

La convocation des députés aux Etats se faisait par lettres de cachet, envoyées individuellement aux Evêques, aux chapitres, aux Abbayes, aux gentilhommes « ayant seize quartiers de noblesse et une terre à clocher », enfin aux corps de villes. Les villages n'étaient pas représentés. St-Omer, Béthune, Aire, Lens, Bapaume, Hesdin, Saint-Pol, Pernes, Lillers, y envoyaient des délégués ; seuls tous les échevins d'Arras y assistaient en corps.

Le Magistrat de Saint-Omer était représenté aux Etats par deux ou quatre députés parmi lesquels était souvent le Mayeur, mais tous ne comptaient que pour une voix. Pour avoir accès à l'assemblée provinciale ces députés devaient exhiber leurs lettres patentes aux commissaires royaux ; chaque délégué devait siéger en personne et aucune procuration spéciale n'était admise (1).

Nous ne pouvons entrer dans l'étude approfondie du fonctionnement de cette intéressante institution

(1) FILON. — Histoires des Etats d'Artois. — Registre de délibérations du Magistrat de 1765 à 1788 folio 436.

qui vient de faire l'objet d'un précieux travail (1) ; qu'il nous suffise, de dire que les Etats en décidant des travaux à entreprendre des impôts à répartir et surtout des réclamations à formuler soit par leurs cahiers de doléances, soit par la voix de leurs émissaires spéciaux près du souverain appelés les députés à la cour, jouaient dans la Province un rôle aussi considérable que l'Echevinage dans la commune.

Leurs remontrances au cours du XVIII^me siècle portaient principalement sur la diminution des impôts et l'adoucissement des charges militaires imposées aux villes pour la construction des casernes et des arsenaux. Nous avons vu, à propos des gens de guerre, que les Etats d'Artois s'étaient élevés en 1701 contre les prétentions des commissaires royaux qui voulaient procéder sans le contrôle des échevins à l'établissement des billets de logement. Ils protestèrent également au début du XVIII^me siècle contre les abus de pouvoir de l'Intendant, celui-ci s'étant approprié au mépris des privilèges de la ville de Saint-Omer la nomination du mayer des échevins.

Les Etats intervinrent aussi contre l'Evêque en 1699 pour soutenir les droits du Magistrat sur l'administration de l'hôpital Saint-Louis.

Les pouvoirs de l'Assemblée provinciale furent considérablement augmentés en 1773 lorsque le Roi remit aux Etats le droit de nommer les échevins des

(1) CH. HIRSCHAUER. — Les Etats d'Artois depuis leur origine jusqu'à la réconciliation des provinces wallonnes avec Philippe II (1340-1579). Position des thèses de l'Ecole des Chartes de 1904.

villes d'Artois. En même temps toutes les charges des officiers de ville, telles que celles des greffiers, argentiers, procureur, ne reçurent que des titulaires agréés par les députés des Etats. Nous avons vu que le bailli et le Magistrat furent d'accord pour protester contre cette réforme, l'administration de la ville se trouvant sous la tutelle d'une autorité étrangère.

Si les Etats d'Artois avaient absorbé à la fin de l'Ancien Régime toute l'autorité communale, du moins ils ne dépendaient pas du pouvoir central. Leur assemblée n'avait néanmoins aucunement le caractère représentatif, tous les nobles n'y siégeaient pas ; les curés de campagne et le tiers-état des villages ne nommaient aucun délégué ; mais l'existence des Etats constituait une garantie pour la province contre les envahissements du pouvoir absolu. « Là du moins, écrivait Tailliandier (1), les représentants du pays consentaient en l'apparence si l'on veut, les impôts qui devaient être prélevés sur les provinces à la tête desquelles ils étaient placés. Eh ! mon Dieu, dans des temps plus libres, n'est-ce pas aussi pour l'apparence que des charges bien autrement lourdes ont été soumises au suffrage des représentants élus par la nation entière et des charges n'ont-elles pas été votées avec tout autant de condescendance pour les volontés du pouvoir qu'on en trouverait dans les Etats de Bretagne et de Bourgogne ».

(1) TAILLIANDIER. — Notice sur les pays d'Etats.

*
* *

En 1788, la réunion des Etats Généraux passionnait le pays. Quelle serait la représentation du Tiers-Etat ? Qui allait désigner les députés ? Les droits du Tiers furent soutenus avec ardeur par la bourgeoisie qui réclamait une double représentation afin d'être égale aux deux ordres privilégiés. Les échevinages d'un commun accord exprimèrent le même avis, celui de Saint-Omer reçut communication de messages des Magistrats d'Aire, Abbeville, Cambrai, Hesdin, Béthune, Laon et Lens soutenant les réclamations du troisième ordre et l'avocat-échevin Muchembled rédigea un long mémoire en faveur du Tiers-Etat (1).

Malgré la résistance de la noblesse et une partie du clergé, cette opinion prévalut et la décision royale du 27 Décembre 1788, accorda la double représentation du Tiers.

Restait le problème de l'élection proprement dite. Les Etats d'Artois auraient voulu maintenir leurs anciens privilèges et nommer les délégués chargés de désigner les représentants de la province. Les échevins de toutes villes combattirent avec ensemble les prétentions des Etats et réclamèrent la nomination des délégués par l'assemblée de tous les habitants de la province. Le même conflit éclata en Bretagne où le Tiers menaça de faire la grève du vote si l'élection des députés aux Etats Généraux était con-

(1) *Archives de Béthune*. BB-25.

fiée à l'assemblée provinciale. En Provence les mêmes difficultés se présentèrent par suite de l'obstination des ordres privilégiés à réclamer les droits des Etats de la province. Une solution royale devait intervenir.

Louis XVI, par une ordonnance du 24 Janvier 1789, donna gain de cause aux corps de ville et le 19 Février suivant le gouverneur d'Artois reçut le pouvoir de convoquer tous les habitants de la province pour élire les députés (1). Un mois plus tard, le 12 Mars 1789, un règlement précisa le mode de fonctionnement du système électoral dont les ordonnances antérieures avaient fixé les bases (2).

Les membres du Clergé et de la noblesse devaient voter dans leurs ordres respectifs, mais ceux du Tiers au lieu de se rassembler en une assemblée unique devaient former plusieurs groupes suivant leurs qualités. Ainsi les conseillers du bailliage, les officiers des Francs-Alleux, ceux du siège des Viershaires, les membres des corporations et des confréries nommaient leurs délégués dans leurs différentes assemblées. Les habitants ne faisant partie d'aucune corporation et n'ayant aucune qualité se réunissaient sous la présidence d'un membre du Magistrat et formaient un groupe distinct. Ces électeurs devaient avoir 25 ans, être de nationalité française et payer des impôts. D'après le règlement du

(1) A. BRETTE. — Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats-Généraux de 1789, T.I, p. 208 et 209.

(2) *Archives parlementaires*. T. I, p. 635.

12 Mars 1789 ils devaient désigner deux députés à raison de cent électeurs, quatre à raison de deux cents et six au-dessus de deux cents.

A Saint-Omer, cette catégorie d'habitants groupa deux cent trente deux voix, qui se portèrent sur six délégués, Les autres petites assemblées élaient leurs députés de leur côté. Pour ne citer que les plus importantes, l'assemblée des officiers du bailliage nomma deux délégués, celle des membres des confréries réunies aux chirurgiens, médecins et notaires en désigna 11, et le groupe des corporations 44. Le nombre total des électeurs était de 1143, parmi lesquels se trouvait sept veuves, votants dans les corporations ; celui des délégués était de 71 (1).

Les électeurs du second degré se réunirent le 31 Mars pour rédiger « le cahier de doléances, plaintes et remontrances du Tiers-Etat de Saint-Omer » dont nous parlerons plus loin et désignèrent le 7 Avril suivant le quart d'entr'eux, soit 20 délégués qui se réunirent à leurs collègues des autres bailliages pour rédiger un cahier unique de doléances du Tiers et pour nommer les députés aux Etats Généraux. Ceux-ci étaient au nombre de 8 ; 4 suppléants leur étaient adjoints. Payen, Brassart, Fleury, Vaillant, Petit, Boucher, Dubuisson et le fameux Robespierre furent élus comme représentant du Tiers-Etat d'Artois ; aucun d'eux n'était de St-Omer ; Lefebvre-Duprey, Thellier, Blancart et Candelier furent nommés sup-

(3) PAGART d'HERMANSART. — Convocation des députés du Tiers-Etat de Saint-Omer aux Etats-Généraux de 1789.

pléants (1). L'élection de ces députés se fit donc à trois degrés.

ELECTION DES REPRÉSENTANTS DU TIERS-ÉTAT DE
SAINT-OMER, POUR LA NOMINATION DES DÉPUTÉS
AUX ETATS-GÉNÉRAUX.

8 Conseillers du bailliage	2 délégués.
8 Procureurs	2 —
4 Membres de la Salle épiscopale	2 —
5 des Francs-Alleux	2 —
8 du siège des Viershaires	2 —
64 Membres de divers corps et confréries	11 —
814 Membres des 42 corporations	44 —
232 Electeurs sans qualité	6 —

De leur côté les membres des Etats d'Artois appartenant aux deux ordres privilégiés désignèrent les 8 représentants du Clergé et de la Noblesse et le 5 Mai suivant tous les députés se réunirent à Versailles pour l'ouverture des Etats-Généraux. Une ère nouvelle allait commencer !

*
* *

Les vœux des soixante et onze délégués du Tiers-Etat de Saint-Omer sont intéressants à mentionner car ils reflètent exactement l'état d'esprit des habitants.

Les doléances et remontrances contenues dans le cahier des Tiers étaient réparties en soixante-six articles et avaient trait à toutes les questions administratives agitées dans les dernières années de l'Ancien-Régime. Dans les vœux d'ordre général les

(1) A. BRETTE : *op. cit.* T. II, p. 253.

délégués réclamaient le suffrage par tête pour conserver au Tiers une influence égale aux deux ordres privilégiés. La double représentation du troisième ordre obtenue par les communes démarches des différents échevinages n'aurait pas eu de résultat pratique si l'on avait continué à voter par ordre ; le Clergé et la Noblesse en se réunissant pouvaient imposer leurs avis, leurs députés égaux en nombre à ceux du Tiers auraient annihilé l'influence de ces derniers. Au contraire, avec le vote par tête joint à la double représentation du troisième ordre la situation n'était plus la même et l'influence de la bourgeoisie pouvait contrebalancer celle de la Noblesse et du Clergé.

Les cahiers des délégués de Saint-Omer réclamaient dans les premiers articles l'abolition des lettres de cachet et demandaient que les impôts fussent librement consentis par les Etats-Généraux et répartis par les soins des Etats ou Assemblée de la province (article 9 et 17). En outre ils s'élevaient contre l'irresponsabilité des ministres. Ces justes et sages remontrances du Tiers-Etat de Saint-Omer étaient contenues dans presque tous les cahiers des autres villes.

Les délégués insistaient sur la suppression des Intendants comme « inutiles pour l'administration et onéreux aux provinces » (article 29). Ils se soulevaient comme les libertés locales avaient été entravées par l'omnipotence des Commissaires départis, et en réclamant la disparition de ces puissants fonctionnaires royaux, ils exprimaient le vœu ardent de toute la nation.

Dans ces mêmes cahiers, les représentants du Tiers s'élevaient contre la réforme communale de 1773, qui avait laissé aux députés des Etats d'Artois le pouvoir de nommer les échevins et les fonctionnaires de la ville. Ils exprimaient le vœu que les trois ordres de Saint-Omer ayaient le droit de nommer les juges et les administrateurs de la commune (article 57). Ils réclamaient encore pour l'échevinage le droit de faire des réglemens et des statuts pour les communautés d'arts et métiers sans avoir besoin de lettre-patente et sans homologation de fonctionnaires royaux (article 58). De plus ils demandaient que l'administration et l'enseignement du Collège français fussent confiés exclusivement à l'autorité échevinale ; ce dernier vœu était dirigé contre les Pères de la Doctrine Chrétienne qui occupaient le collège depuis 1777, nous avons vu que les échevins avaient exprimé le désir de les remplacer par les moines de Saint-Bertin.

Les délégués du Tiers-Etat ne cherchaient donc pas à transformer le pouvoir communal ; toutes leurs réclamations tendaient à faire reconnaître aux membres du Magistrat des droits plus précis et plus étendus, et à mettre l'autorité des échevins à l'abri des caprices des représentants de la royauté comme des prétentions de l'Evêque et des communautés religieuses. Ils cherchaient avant tout à faire reconnaître à l'échevinage ce qui lui manquait le plus, ce que les habitants désiraient davantage : l'indépendance !

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

LE RENOUVELLEMENT DE LA LOY EN 1719

L'an mil sept cent dix-neuf, le deux de Juillet, Messieurs du Magistrat s'étant assemblés dans la chambre échevinale au sujet du renouvellement du Magistrat avec messieurs les dix jurés pour la communauté, les portes dûment fermées et après serment par eux faits debout à la lecture du greffier principal, ont procédé à l'élection de deux curés des Paroisses, deux personnes nobles et trois bourgeois notables pour, avec Monseigneur de Saint-Omer, électeur né ou son Grand Vicair. M. legrand Bailly, électeur noble à cause de sa charge, procéder tous ensemble au renouvellement du Magistrat.

Lesquels à pluralité de voix ont choisis pour électeurs ecclésiastiques, Monsieur Deneuville, curé de Sainte-Aldegonde et Monsieur Lane, curé de Saint-Martin ; pour électeurs nobles, Monsieur de Guénée l'ainé et Monsieur du Winadle ; pour électeurs bourgeois Monsieur du Crocq, notaire, Monsieur Penant rentier et Monsieur Loquet.

Lesquels étaient mandés en chambre par billets dépêchés par le greffier principal et si étant rendus, monsieur Enlart conseiller second par l'incommodité de monsieur Taffin conseiller principal aurait été envoyé vers monseigneur de Saint-Omer et Mgr l'Intendant pour leur donner

avis que les électeurs étaient faits et les prier de prendre leur heure pour se rendre en chambre pour procéder au renouvellement du Magistrat.

Et sur les dix heures du matin, heure marquée par Mgr l'Intendant, les cinq premiers échevins et le sieur Enlart, conseiller second seroient montés en carrosse pour aller prendre mon dit Seigneur Intendant logé à Saint-Bertin et peu après que Monseigneur l'Intendant et leurs députés vers Lüy étoient de retour, M^{rs} du Magistrat sont allés le recevoir jusqu'au grand escalier et mondit Seigneur étant entré en chambre échevinale, Monseigneur de Saint-Omer, monsieur de P...., son grand pénitentier, monsieur le comte de Croix, grand bailli des ville et baillage de Saint-Omer, premier électeur à cause de sa charge et tous les autres électeurs et les dix jurés pour la communauté s'en seroient tous montés sur le Doxal et à la lecture au greffier principal prit le serment ordinaire d'électeur, trois à la fois en la manière accoutumée.

Ce fait étant tous rentrés en chambre et pris chacun sa séance ordinaire, messieurs du bureau s'étant retirés dans l'argenterie à la suite du greffier principal et toutes portes fermées, Mgr l'Intendant aurait déclaré qu'en exécution des ordres du Roy contenus dans la lettre cy-dessus registrée de laquelle lecture en a été faite dans la présente assemblée; il continuoit monsieur le Baron d'E... mayeur de cette ville et qu'il nommait pour échevins monsieur Gilles Maes, monsieur Eloy Trescat et monsieur Nicolas Marcotte.

Après quoy a été procédé à la pluralité des voix à l'élection des huit autres personnes pour remplir la magistrature de cette ville comme aussi ces dix jurés pour la communauté ainsi qui se trouveront cy-après déclaré suivant la place qui a été déclarée à chacun d'y ceux.

Tous lesquels Eschevins et dix jurés pour la communauté ayant été mandés en chambre par billet du greffier et si étant rendus, Monseigneur l'Intendant avec Messieurs du Magistrat vieux et nouveaux sont montés sur le Doxal où Messieurs les Echevins nouveaux auraient tous trois à la fois prêté le serment d'échevin à la lecture du greffier

principal ; ce fait étant tous rentrés en chambre et les échevins nouveaux pris la séance du Magistrat et les vieux celle des jurés au conseil, les dits échevins sortans auroient tous trois à la fois prêté le serment de jurés au conseil et les dix aussy trois à la fois prêté le serment de jurés pour la communauté.

(Suivent les noms des Membres du Magistrat de Saint-Omer).

REGISTRE DU RENOUVELLEMENT DE LA LOY
de 1716 à 1783, page 6 à 8.

II

LETTRE DU ROI DU 29 MAI 1730 AUTORISANT L'INTENDANT A CONTINUER LE MAGISTRAT D'ARTOIS

Monsieur Chauvelin, le zèle que les Magistrats de ma ville d'Arras avoient marqué en toutes occasions pour mon service m'engagea l'année dernière à les continuer dans leurs fonctions pendant une année à l'occasion de l'heureuse naissance de mon fils le Dauphin, suivant la lettre que je vous en écrivis le vingt-neuf Septembre mil sept cent vingt-neuf et comme je n'ay pas moins de satisfaction des services et de l'affection des magistrats des autres villes de ma province d'Artois, je vous écrit cette lettre pour vous dire que j'ay bien voulu lui accorder la même grâce et que mon intention est que vous teniez la main à ce que les Magistrats des villes qui sont actuellement en charge continuent à exercer la magistrature pendant une année au-delà du terme accoutumé et ne doutant pas qu'ils ne continuent de plus en plus visiblement à m'y rendre et au

publicq leurs services dont je suis très satisfait ; je ne vous feray la présente plus longue que pour prier Dieu qu'il vous ait, Monsieur Chauvelin, en sa Sainte Garde.

Ecrit à Versailles, le 29 Mai 1730. Signé LOUIS.

REGISTRE DU RENOUVELLEMENT DE LA LOY

de 1719 à 1783, page 34.

III

PROCÈS-VERBAL DU 10 AOÛT 1765 A L'OCCASION DES
RELIQUATS DES COMPTES RENDUS PAR LE S^r HÉMART
RECEVEUR.

L'au mil sept cent soixante-cinq, le dix août quatre heures de l'après-midy. En conséquence des billets d'invitation envoyés aux domiciles de tous les Notables de se trouver à la présente assemblée en Chambre échevinale de l'hôtel commun à ce jour et heure par devant Nous, Messire Albert François Joseph Guislain, comte de la Tour St Quentin, comte du St Empire, seigneur de Seningham, Bayenghem et autres lieux, mayeur de la Ville et Cité de Saint-Omer sont comparus les sieur Pelet écuyer Lieutenant Mayeur, De Wansin, Demonbynes, Leleu, Le Grand, Trescat, des Lyons de Noircarme, de Cardevacque échevins, Deffosse procureur du roi-syndic de la dite ville, M^{rs} Philippe-Henri Le Roy du Prêy, conseiller du Roy au bailliage de St Omer, Mr Jacques François Joseph Nepveu,

conseiller du Roy et son procureur en la maîtrise des eaux et forêts de cette ville. Mr Jean Charles Viscomty avocat, les sieurs Guillaume Lorthioy et Antoine Joseph Eugène Delattre, négocians, tous notables élus.

L'assemblée ainsi formée il lui a été représenté que le sieur Hémart cy-devant receveur de cette ville et receveur général du Don Gratuit par le compte général du Don gratuit de quatre anciens échevins du dernier Juillet mil sept cent soixante-quatre rendu aux députés des villes de la province clos et arrêté en la ville d'Arras le quinze du mois de May dernier est resté débiteur de la somme de 72288 livres 17 sols 9 deniers de laquelle somme il est vérifié que le dit sieur Hémart ne doit que celle de 43.964 livres 17 sols 7 deniers et que la ville doit supporter celle de 28,324 livres; cependant par acte sous signature privée passé ce jourd'hui entre les députés des villes de la province, le dit Sr Hémart s'est engagé de rembourser en dedans le mois pour la somme de 60.252 livres 10 sols et ledit Sr Hémart par acte passé devant notaire ce jourd'hui a donné caution pour la dite somme de 72.288 livres 17 sols 9 deniers, importance de la clôture de son compte; lesquels se sont obligés solidairement avec lui pour l'importance de ladite clôture le dit Sr Hémart ayant demandé l'entrée de la Chambre a représenté qu'il n'était pas juste qu'il resta obligé à la dite somme de 72.288 livres 18 sols 9 deniers non plus que la caution puisque par les bonnis des comptes de ville rendus par devant les notables; il était prouvé qu'il avait bonni de la somme de 34.509 livrés 19 sols 2 deniers qu'ainsi il n'étoit débiteur que de la somme de 43.964 livres 17 sols 7 deniers et que les 28.324 livres restant devaient être à la charge de la ville, la présente assemblée a reconnu la vérité des faits ci-dessus allégués et en conséquence a déclaré qu'en satisfaisant par ledit Sr Hémart dans les termes portés par son obligation au remboursement des rentes créées sur les octrois du Don Gratuit à concurrence de la dite somme de 43.964 livres 17 sols 2 deniers la présente assemblée a déclaré que sous le bon plaisir de Mgr le controlleur général elle déchargeait le dit Sr Hémart à concurrence de la somme de 28.324 livres 0 s. 2 deniers dans celle de 72.288

livres 15 sols 9 deniers et que la ville se chargeoit du remboursement des rentes du don gratuit à concurrence de la même somme.

*Ainsi fait et arrêté à Saint-Omer en halle échevinale les
jour, mois que dessus.*

(Suivent les signatures).

REGISTRE DES NOTABLES DE SAINT-OMER A

1765 et 1766

fo 22 et 23.

IV

ORDONNANCE DU 8 JUIN 1773 CONCERNANT LES

PROCESSIONS A SAINT-OMER

Mayeur et Echevins de la ville et cité de Saint-Omer, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut ; sçavoir faisons que pour remedier aux abus et aux irrévérences qui se commettent aux processions qui se font en cette ville et notamment à celle du jour du St-Sacrement nous ouï sur les conclusions du procureur-syndic de cette ville avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Faisons défense aux corps de métiers de cette ville et faubourgs qui devront assister à la Procession du St-Sacrement d'abandonner l'effigie des patrons de leurs métiers sous tel prétexte que ce soit, leur enjoignons de se comporter à la dite procession décentement et de la reconduire à l'église cathédrale sans pouvoir abandonner les rangs qu'ils y tiennent, à peine de trente sols d'amende.

Défendons aux cabaretiers de cette ville de donner à boire chez eux ou ailleurs le jour de la fête de Dieu depuis dix heures jusqu'à midi aux bourgeois de cette ville sous pareille amende.

Fait à St-Omer en halle échevinale le 8 Juin 1773.

Signé DRINCQUIER.

Publié le 9 Juin par Perche escarwette.

REGISTRE DES STATUTS DE POLICE N
de 1754 à 1787 folio 201.

V

LETTRE DU 30 NOVEMBRE 1778 DE VERSAILLES
ADRESSÉE AU MAGISTRAT DE SAINT-OMER SUR LA
POLICE DES SPECTACLES.

Messieurs les Officiers municipaux de Saint-Omer,

J'ai reçu, Messieurs, avec la lettre que vous m'avez écrite le 17 de ce mois les pièces qui y étoient jointes concernant la contestation qui s'est élevée entre vous et Mr de Charrière, Lieutenant du Roy à Saint-Omer, à l'occasion de la garde du spectacle. Les motifs sur lesquels sont fondés les innovations que vous avez voulu établir sont inadmissibles et le Roy à qui j'en ai rendu compte a trouvé fort mauvais que vous vous fussiez permis d'envoyer à l'insçu du commandant des sergents de ville avec leurs armes dans un lieu dont la police lui est spécialement et uniquement confiée; les dispositions de l'article 3 du titre 19 de l'ordonnance du

1^{er} Mai 1768, sont formelles sur ces objets et je vous préviens que l'intention de Sa Majesté est que vous ne fassiez plus de difficultés de vous y conformer sous quelque prétexte que ce puisse être, au reste je crois devoir vous observer que l'autorité que l'ordonnance attribuée à ce commandant ne lui en donne aucune sur les bourgeois, qu'elle se borne à maintenir la tranquillité au spectacle et que s'il a le droit de faire arrêter tout particulier qui l'auroit troublée il est aussi tenu de vous le faire remettre sur le champ.

Je suis, messieurs, votre très humble et affectionné serviteur.

(Signature Illisible).

ARCHIVES DE SAINT-OMER CCLXXXV - 2.

VU :

VU :

Le Président de la Thèse,

Le Doyen,

P. FOURNIER.

F. LARNAUDE.

2 Juin 1920.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — <i>Le Renouvellement de la Loy. — Composition du corps de ville</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Les Officiers de l'Hôtel-de-Ville .</i>	37
CHAPITRE III. — <i>Pouvoirs du Magistrat en ma- tière de police et d'assistance</i>	51
CHAPITRE IV. — <i>Le Magistrat, les Corporations et les Confréries</i>	67
CHAPITRE V. — <i>Les Finances communales . . .</i>	79
CHAPITRE VI. — <i>Le Magistrat et le Clergé. — Les Etablissements d'éducation</i>	97
CHAPITRE VII. — <i>Le Magistrat et les Représen- tants du Pouvoir royal.</i>	115
CHAPITRE VIII. — <i>Le Magistrat et les Gens de guerre. — Les Réceptions des Souverains et les Fêtes publiques</i>	129
CHAPITRE IX. — <i>L'Assemblée des Etats d'Arlois. — Nomination des Députés aux Etats Géné- raux de 1789.</i>	141
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	151
